

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 21 MAI 1924

Rapport complémentaire de la Commission de l'Industrie et du Travail sur le Projet de Loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des Conseils de prud'hommes.

(Voir les n° 30 (session de 1921-1922), 130 (session de 1922-1923), 67, 110, 118, 122, 129, 137 (session de 1923-1924) et les Ann. parl. du Sénat, séances des 3, 8 et 10 avril 1924.)

Présents : MM. HUBERT, président ; BAECK, BROECKX, le chevalier DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, DEMEESTER, DUPRET, LIESENS, LOMBARD, RUTTEN et RONGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

En suite de la décision prise par le Sénat, le 10 avril dernier, la Commission de l'Industrie et du Travail a examiné les nombreux amendements qui ont été déposés au cours de la discussion du Projet de loi actuellement soumis à vos délibérations.

Parmi ces amendements, un certain nombre, signés par M. Lebon, ne visent que la rédaction flamande du texte. Comme il ne s'agit, en l'occurrence, que d'interpréter exactement le texte français, la Commission a délégué certains de ses membres flamands pour revoir la traduction et y apporter les améliorations nécessaires. Ils espèrent y avoir réussi.

Les amendements proposés aux articles 1 et 2 du projet de loi sont écartés de la discussion, les dits articles du projet du Gouvernement ayant été adoptés sans modification.

Toutefois, la Commission a pensé qu'il y avait lieu néanmoins d'examiner la proposition de l'honorable M. Le Jeune, notre collègue nous ayant dit que le Gouvernement poussait activement l'étude d'un projet de ratification de la Convention passée à Gênes en 1921 et proclamant la nécessité impérieuse d'un statut spécial régissant la marine internationale.

A la Conférence de Gênes, les délégués belges ont adhéré à cette convention et le Conseil supérieur de la Marine, d'accord avec le Gouvernement, travaille activement à mettre sur pied cette législation particulière. Par conséquent, il y aurait lieu de demander au Sénat de revenir sur son vote du 10 avril,

au sujet de l'article 2 et de biffer de la loi actuelle les mots *les gens de mer*, ces personnes devant être soumises, selon leur volonté manifestée clairement à la Conférence de Gênes, à un statut spécial adapté à leurs besoins.

Il est vraisemblable que ce statut spécial sera prêt à fonctionner en même temps que la loi des prud'hommes et, dans l'hypothèse où celle-ci précéderait le statut des gens de mer, ces derniers ne souffriraient nullement du fait que leurs litiges continueront à être soumis au juge de paix, en attendant la mise en application de leur juridiction spéciale. A ce sujet, une question a été posée à M. le Ministre de la Marine.

Voici la réponse qu'il y a faite :

« Comme il existe une loi sur le contrat d'emploi ou de louage de services pour les employés et pour les ouvriers de l'industrie terrestre, l'Administration de la Marine a mis sur pied une loi spéciale régissant le contrat d'emploi des gens de mer. Ce projet est actuellement en discussion au Conseil supérieur de la Marine. Dans le dernier chapitre de ce projet de loi, on établit quel est le juge qui doit être compétent pour connaître des litiges qui résulteront des contrats d'emploi entre armateurs et marins du commerce et de la pêche, et donc de l'application de cette loi. L'Administration de la Marine a proposé de donner cette compétence au juge de paix, cela contrairement au régime en vigueur pour les employés et les ouvriers de l'industrie terrestre, pour lesquels les prud'hommes tranchent les différends qu'ils ont avec leurs employeurs. L'Administration a adopté ce système de la compétence du juge de paix, parce que les exigences de la profession de marin sont incompatibles avec l'organisation saine et pratique de conseils de prud'hommes pour gens de mer. Il conviendrait donc d'inviter la Commission du Sénat, chargée de la revision de la loi organique des prud'hommes, à adopter l'amendement qu'a présenté M. Le Jeune au cours de la séance du Sénat du 8 avril dernier. Je crois pouvoir ajouter que toute la question a été mûrement discutée au sein du Conseil supérieur de la Marine au cours de deux séances récentes, et que la grande majorité de ce collège s'est ralliée au système qui consiste à ne pas assujettir les marins aux prud'hommes, mais de les renvoyer devant le juge de paix. La question de principe est ainsi tranchée et le Conseil discutera, incessamment, la procédure qu'il conviendra de suivre.

» M. Le Jeune défendra, sans aucun doute, en Commission et au Sénat, le système préconisé par l'Administration de la Marine. J'ajoute que, contrairement à ce que vous semblez croire, le projet de loi émanant de la Marine et instituant la compétence des juges de paix ne vise que la navigation maritime, et non la navigation fluviale, pour laquelle les incompatibilités auxquelles il est fait allusion ci-dessus n'existent pas. Ces incompatibilités concernent notamment :

» 1^o La participation au scrutin pour la désignation des assesseurs prud'hommes ;

» 2^o L'éligibilité aux fonctions d'assesseur prud'homme et aux fonctions de président ;

» 3^o La conciliation devant les prud'hommes (au point de vue de la procédure),

tout cela parce que sa profession écarte le marin du territoire du royaume. Il s'ensuit que si aucune difficulté n'est à relever en ce qui concerne la désignation des membres employeurs, une entrave irréductible se présente à la désignation des membres ouvriers, entrave résultant de l'essence même de la profession.

» D'autre part, les avantages de la juridiction du juge de paix, c'est que : la conciliation, qui est obligatoire, ne doit pas se faire devant une juridiction

sur le territoire du royaume, mais devant le Consul éventuellement, lorsque le conflit surgit au moment du débarquement du marin à l'étranger, les moyens de preuve à produire au débat étant à ce moment sous la main ;

» La conciliation doit également se faire devant le commissaire maritime au moment du débarquement ;

» Le juge, qui est un professionnel, ayant une connaissance approfondie du droit, tranchera en droit, ou, s'il doit trancher en fait, s'éclairera de témoignages qui sont à sa disposition ou qui résulteront de la conciliation préalable ; il ne sera saisi que sur procès-verbal de non conciliation ;

» Le juge de paix, juge unique, peut siéger immédiatement, tandis que le prud'homme, juridiction à juges multiples, est infiniment plus difficile à réunir, puisque les gens qui forment le siège sont des juges improvisés, qui ne s'assemblent qu'en dehors de leurs occupations propres. La procédure est donc des plus expéditives, chose appréciable pour des marins ne restant jamais longtemps à terre. »

En présence de cette réponse claire et précise, il serait souhaitable que le Sénat fut unanime à revenir sur le vote de l'article 2 et à accepter l'amendement de M. Le Jeune, excluant les gens de mer de la juridiction prud'homme.

Si le Sénat revient sur son premier vote à l'article 2, et si l'amendement de M. Le Jeune est accueilli, il conviendra de reviser aussi l'article 43 pour le mettre en concordance avec les articles 2 et 3.

Les mots : « entre propriétaires ou armateurs de bâtiments de commerce et gens de mer », au 8° de l'article 43, devront disparaître, et être remplacés par le libellé suivant :

« ART. 43. — ...

» 8° Des contestations entre propriétaires ou armateurs de bateaux de pêche et les patrons non propriétaires et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche, ainsi que les patrons non propriétaires et le personnel des bateaux d'intérieur et des remorqueurs. »

Sous le bénéfice de cette hypothèse, votre Commission s'est posée la question de savoir si cette législation spéciale, réclamée par les marins à la Conférence de Gênes, serait également applicable aux pêcheurs.

Le Conseil supérieur de la Marine, par l'organe de l'un de ses membres, ne pense pas que les pêcheurs puissent être assimilés aux gens de mer et, par conséquent ils ne doivent pas être exclus de la juridiction des prud'hommes. En conséquence, la Commission admet l'amendement suivant, en remplacement du 7° de l'article 3 :

« 7° Les patrons non propriétaires et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche, ainsi que les patrons non propriétaires et le personnel des bateaux d'intérieur et des remorqueurs. »

Par suite de l'adoption de l'amendement ci-dessus, la Commission écarte tous les autres amendements à l'article 3.]

*
* *

Un membre voudrait voir assimiler aux ouvriers justiciables, les jardiniers occupés dans l'horticulture, pour la raison que ces travailleurs appartiennent à une industrie d'exportation.

Plusieurs membres pensent qu'ils sont compris dans l'agriculture, industrie exclue de la loi en revision et pour qui une loi spéciale sera élaborée prochainement.

La Commission ayant chargé son président de demander l'avis de M. le Ministre de l'Agriculture sur la question, celui-ci s'est déclaré opposé à l'assimilation des ouvriers de l'horticulture aux ouvriers industriels et ses motifs peuvent se résumer comme suit :

Il n'est guère possible de considérer les établissements horticoles comme ayant un caractère industriel, pour autant que ce terme entraîne une distinction avec l'agriculture ;

L'extension considérable des cultures horticoles les a fait déborder dans les campagnes, mais n'a pas pour cela modifié leur caractère qui dérive principalement de l'agriculture. L'horticulteur ne fabrique rien, mais il cultive comme le travailleur des champs et ce n'est pas l'emploi de moteurs qui en fait un industriel ;

On ne peut soutenir aussi que les cultures en plein air présentent un caractère industriel ;

Il est du reste très difficile, sinon impossible, de préciser à suffisance quand l'ouvrier horticole exécute un travail qui présente certaines analogies avec le travail industriel, et quand ce travail est purement agricole ;

On ne saurait donc établir une ligne de démarcation bien nette entre l'agriculture et l'horticulture ; en l'essayant, on court risque de provoquer des difficultés sans nombre ;

Mieux vaut comprendre les ouvriers de l'horticulture dans le projet de loi en préparation de prud'hommes agricoles ;

La Commission en se ralliant à cet avis assimile donc les ouvriers horticoles à ceux de l'agriculture.

*
* *

Article 4. — La Commission admet l'amendement de M. Braun et y fait quelques légères modifications ou ajoutes, elle vous propose donc le texte suivant :

« Par employés, on entend ceux qui effectuent habituellement, pour le compte d'un employeur, un travail intellectuel, soit pendant toute l'année, soit à certaines époques de l'année et notamment :

» 1^o Les commis aux écritures, dactylographes, dessinateurs, comptables, caissiers et autres employés de bureau ;

» 2^o *Les chimistes et les actuaires* ;

» 3^o Les encaisseurs ;

» 4^o Les vendeurs, étalagistes, surveillants, mannequins, occupés dans le commerce de détail ;

» 5^o Les commis-voyageurs ;

» 6^o Les gardes, chefs-gardes, receveurs et contrôleurs en service dans les exploitations *concedées* de chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ;

» 7^o Les correcteurs et les préposés aux services administratifs des journaux ;

» 8^o Les acteurs, chanteurs, musiciens et autres artistes, ainsi que les ouvreuses, placeuses et préposées au vestiaire occupés dans les entreprises de spectacles ou divertissements publics ;

» 9^o Les infirmiers et gardes-malades attachés à des cliniques, sanatorium ou refuges ;

» 10^o *Les gérants de succursales* ;

» A l'exclusion :

» a) De ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, gérant, directeur,

ingénieur ou à un titre analogue, sont placés à la tête d'une gestion journalière d'une entreprise ;

» b) Des directeurs techniques et des directeurs commerciaux ;

» c) De tous ceux dont la rémunération est supérieure à 12,000 francs par an. »

Comme on le voit, peu de chose a été modifié dans l'amendement de M. Braun, qui contient un assez grand nombre de dispositions de l'article 4 du projet du Gouvernement. Cependant, la Commission a admis le texte de M. Braun et les ajoutes proposées par certains de ses membres dans le but de rendre cet article plus clair.

Les ajoutes ou modifications au dit amendement sont soulignées.

Les autres amendements ont été repoussés. Il en est de même des amendements proposés aux articles 5 et 6 dont le texte, élaboré par le Gouvernement, est maintenu par la Commission.

Article 7. — La majorité de la Commission rejette l'amendement de M. Van Roosbroeck et admet celui du Gouvernement.

L'article 7 deviendra donc :

« Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres : l'une pour ouvriers et l'autre pour employés. *Le Roi peut également établir au sein d'un conseil de prud'hommes des chambres spéciales.* »

Le texte souligné constitue la modification apportée à l'article 7 et admise par la Commission en vue de permettre aux industries qui le désireraient, de rétablir la catégorie qui les intéresse, en chambre spéciale. De nombreux arguments en faveur de cette thèse ont été invoqués pour justifier cette modification, et notamment celui qui dit que la suppression des catégories rendrait difficile le choix de conseillers prud'hommes. Il appert, en effet, que les chefs d'industrie et les ouvriers eux-mêmes, dans l'industrie des mines, consentiraient de mauvaise grâce à porter leurs litiges devant des magistrats qui ne seraient pas leurs pairs. Il en serait, sans doute, de même de plusieurs autres grandes industries.

Article 8. — La majorité de la Commission maintient son premier point de vue, traduit dans l'amendement que nous incorporons à l'article 8.

Celui-ci deviendrait :

« Dans chaque conseil de prud'hommes la chambre pour ouvriers comprend de QUATRE à douze conseillers ; la chambre pour employés en comprend de quatre à huit.

» *Dans ces nombres ne sont pas compris le président du conseil et le président de chambre dont il est question à l'article 25.* »

Par suite de l'adoption de l'amendement ci-dessus (dont texte souligné), l'amendement de M. Van Roosbroeck tombe.

Article 10. — La Commission admet les deux amendements, le premier de M. Van Roosbroeck, le second du Gouvernement, proposés à l'article 10, qui serait ainsi libellé :

« Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection.

» *Chacune des chambres comprend un nombre égal d'employeurs et d'employés ou d'ouvriers.* (Van Roosbroeck.)

» *Les chambres spéciales se composent d'un nombre égal d'employeurs et d'ouvriers ou d'employés.* » (Gouvernement.)

Article 12. — La Commission rejette l'amendement de M. Lebon, et maintient le texte intégral du projet.

Article 13. — L'amendement de M. Wittemans est rejeté. Toutefois, la Commission propose d'ajouter le mot « concédées » à la suite du mot « entreprises », au septième alinéa, afin d'éviter toute équivoque.

Pour ce qui concerne l'ensemble, la Commission maintient son premier point de vue, à savoir qu'elle a remplacé le cinquième alinéa par la disposition suivante :

« ...s'il s'agit d'une société civile, par l'associé chargé d'administrer et, s'il y en a plusieurs, par le plus âgé ou par celui qui sera désigné par les intéressés. »

Les raisons qui justifient cette disposition ont été invoquées dans la première partie du rapport, à laquelle nous renvoyons les membres du Sénat.

Article 19. — Pour pouvoir accomplir son mandat avec toute l'autorité nécessaire, il importe que le magistrat prud'hommal réunisse de nombreuses qualités et notamment le calme et la considération. Les présomptions d'une condamnation quelconque influent inévitablement sur le caractère du juge. Il doit être bien entendu, cependant, que la majorité de la Commission qui repousse les amendements de MM. Van Roosbroeck et Wittemans, relatifs aux condamnations politiques, n'attache nullement un caractère infamant à ces sortes de condamnations.

L'avis du Gouvernement, sollicité par la Commission à ce propos, nous est donné dans les termes suivants :

« Avant de répondre à l'objet principal de votre lettre du 17 mai dernier, il me paraît indispensable de souligner la confusion que les auteurs de certains amendements ont établie entre les articles 18 et 22 du projet revisant la législation prud'hommale. Ces deux dispositions ne constituent nullement une redite, puisque la première vise exclusivement la cause entraînant l'inéligibilité, tandis que la seconde énumère les cas de *déchéance* possibles pour les *conscillers* prud'hommes.

« En ce qui concerne l'amendement introduit par l'honorable M. Lombard à l'article 19, je m'en réfère, en tant qu'il se rapporte aux condamnations pour délits politiques, aux déclarations très nettes que j'ai faites devant le Sénat le 8 avril dernier. Pour le surplus, le Gouvernement ne verrait pas d'inconvénient à ce que, au même article, le terme « correctionnelle » soit ajouté à la suite du mot « peine ».

Article 22. — La majorité de la Commission repousse les amendements de MM. Lebon, Van Roosbroeck et Wittemans pour les mêmes raisons qu'elle invoque à l'article 19. Toutefois, si le Gouvernement pense qu'un délit politique, ayant entraîné une condamnation de moins de trois mois n'est pas susceptible d'empêcher le condamné de devenir magistrat prud'hommal, la Commission ne verrait aucun inconvénient à ce qu'une disposition visant ce cas fut introduite.

Article 24. — La Commission maintient son amendement qui modifie le premier alinéa dans les termes suivants :

« Les prud'hommes et leurs suppléants prêtent, entre les mains du président du conseil, le serment suivant : »

Article 25. — La majorité de la Commission maintient son premier point de vue par cinq voix contre une.

Ce point de vue est relaté dans le premier rapport (document n° 67). Par conséquent, les articles prévus au premier rapport relatifs à cet objet doivent être révisés si le Sénat adopte la manière de voir de la Commission.

Article 31. — A cet article était proposé un amendement de M. Van Roosbroeck, conséquence logique d'un autre amendement déposé par lui à l'article 5, mais repoussé par la Commission.

La présence d'un assesseur juridique ou éventuellement d'un président docteur en droit, est de nature à donner toute la garantie désirable d'impartialité et de justice aux intéressés. L'amendement de M. Van Roosbroeck a donc été rejeté par six voix contre quatre. Il en est ainsi également pour l'article 33.

Article 34. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté. La Commission maintient le texte adopté par la majorité lors du premier examen qu'elle fit du projet. Cependant elle demande au Sénat de ne pas tenir compte de sa proposition d'ajouter le mot « compétent » au sixième alinéa et de s'en tenir purement et simplement au texte du Gouvernement.

Article 36. — Un amendement de M. Lebon tendant à ajouter le mot « verbal » après « avis écrit » au cinquième alinéa du projet vise surtout à obtenir du juge le maximum de liberté et d'impartialité. Il y a, selon l'auteur, incompatibilité entre le mandat de juge et celui de donneur d'avis.

Des membres de la minorité invoquent que cette restriction va éliminer des conseils de prud'hommes les hommes les plus qualifiés pour devenir conseillers prud'hommes. Les secrétaires syndicaux, par exemple, qui sont tous d'anciens ouvriers admis par la loi actuelle aux fonctions de conseillers prud'hommes, seront éliminés à raison du fait que les syndiqués sollicitent leur avis avant d'engager une action devant les prud'hommes.

Un membre propose, suite à cet échange de vue, l'amendement suivant, en remplacement du texte du Gouvernement :

« 5° S'ils se sont prononcés sur le fond de l'affaire. »

Cet amendement est admis par 7 voix contre 3.

Article 43. — Par suite de l'adoption, par la Commission, du point de vue émis par M. Le Jeune, confirmé par le Gouvernement, les amendements de MM. Van Roosbroeck et Wittemans sont sans objet.

Articles 44, 45 et 46. — Le texte du Gouvernement est maintenu, par conséquent les amendements de M. Wittemans sont rejetés.

Article 47. — Le dernier alinéa de cet article devra être supprimé si le Sénat revient sur son premier vote à l'article 2, puisque ce dernier exclut de la juridiction prud'homale *les propriétaires et armateurs de bateaux* de commerce et leur personnel, et de fait l'amendement de M. Wittemans disparaît.

Articles 51 et 52. — La Commission rejette les amendements de M. Wittemans et maintient le texte du Gouvernement.

Article 58. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté et le texte du Gouvernement est maintenu.

Article 59. — La Commission admet l'amendement de M. Lebon dont les termes proposés ont pour but de donner plus de précision au texte du projet.

Article 61. — Le texte du projet est maintenu et l'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté.

Article 62. — Cet article est maintenu ainsi que la modification proposée par la Commission lors de son premier examen. En conséquence, les mots « président du » sont supprimés et l'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté.

Article 80. — L'amendement de M. Wittemans est rejeté et la Commission maintient le texte du Gouvernement.

Article 82. — Cet article est maintenu par la Commission et l'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté.

Toutefois, il y lieu de supprimer « l' » devant le mot « huissier » à la dernière ligne du premier paragraphe et de dire « signification du jugement par huissier. »

Article 88. — La Commission admet unanimement l'amendement de M. Van Roosbroeck.

Par conséquent, le premier paragraphe de l'article 88 s'arrêtera aux mots : « somme de 10 francs. »

La Commission maintient son premier point de vue quant aux jetons de présence et rejette l'amendement de M. Lebon.

Article 98. — La Commission n'a pas cru utile d'admettre l'amendement de M. Van Roosbroeck, visant à imposer *le confortable nécessaire et un accès facile* dans les locaux mis par les communes à la disposition du conseil de prud'hommes.

Les membres sont unanimes à souhaiter que les communes fassent leur devoir à ce sujet et ils sont convaincus qu'aucune de celles qui seront honorées de la présence de cette institution, n'y failliront. Elles tiendront à honneur de mettre des locaux confortables et facilement accessibles aux magistrats et aux justiciables à la disposition des conseils de prud'hommes.

Article 99. — L'amendement Van Roosbroeck est rejeté et le texte du projet maintenu.

Article 102. — Comme ci-dessus.

Article 116. — Les amendements de MM. Van Roosbroeck et Wittemans sont rejetés et le texte du projet maintenu.

Article 117. — L'amendement de M. Van Roosbroeck est rejeté et le texte du projet maintenu.

Article 120. — Le texte du Gouvernement est maintenu par la Commission, qui admet, en outre, un amendement de M. Lebon tendant à ajouter, à la suite de cet article un 6^e alinéa, ainsi conçu :

« Toutefois, dans les chefs-lieux siège d'un conseil de première instance et d'un conseil d'appel, le service des deux greffes pourra être confié aux mêmes fonctionnaires et personnel. »

Article 122. — L'amendement de M. Wittemans est rejeté, étant sans objet. Ses dispositions sont incluses au dernier alinéa de l'article 123.

Article 123. — La Commission maintient son premier point de vue en ce qui concerne le jeton de présence accordé aux conseillers prud'hommes d'appel.

Le projet du Gouvernement fixait à 15 francs et la Commission propose de porter à 30 francs le dit jeton de présence.

La Commission rejette l'amendement de M. Wittemans et admet celui du Gouvernement.

En conséquence, elle vous propose de rédiger l'alinéa 10 de l'article 123 comme suit :

« Sont applicables aux conseils d'appel, les dispositions des articles 7, alinéa 2 ; 9, alinéas 2 et 3 ; 17, 18, 19, 20, 21, 23, 29, 30, 35, alinéas 1 et 2 ;

» Des articles 36, 37, 38, 39, 41, 43, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 alinéas 1, 2 et 3, première disposition, et alinéa 5 ;

» Des articles 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76 alinéas 1 et 3 ;

» Des articles 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 98 et 100 alinéa 2 ;

» Des articles 101, 103 et 106 ».

Ce libellé a pour conséquence de rendre la lecture de ce paragraphe plus facile.

Article 125. — Les amendements de MM. Lebon et Van Roosbroeck sont rejetés.

Votre Commission a admis celui de MM. Broekx et consorts, dans le but d'éviter qu'une nouvelle loi soit rendue nécessaire pour l'extension de la juridiction d'appel au cas où le développement de l'industrie justifierait la création de conseils de première instance dans les provinces de Limbourg et de Luxembourg.

En conséquence, le troisième alinéa de l'article 125 serait ainsi complété :
« ...et éventuellement Limbourg et Luxembourg ».

Madame, Messieurs,

Depuis la discussion du projet de loi sur la réorganisation de la bienfaisance publique, aucun projet soumis au Sénat ne fut l'objet d'une attention aussi vive que celui-ci. Des amendements par dizaines en ont été la preuve.

Un grand nombre de nos collègues se plaindront sans doute du fait que votre Commission a procédé à un abatage considérable de ces amendements. Elle a consciencieusement étudié chacun d'eux en plusieurs séances, et son unique désir fut de rendre le Projet de loi, soumis à vos délibérations, aussi clair, aussi complet et aussi précis que possible.

Y a-t-elle réussi, sera-t-elle parvenue à faire disparaître toute équivoque ?

Votre Commission n'a pas cette prétention. Ce qu'elle souhaite, c'est que son travail puisse faciliter le vôtre et vous aide à édicter une loi parfaite que les magistrats futurs des conseils de prud'hommes appliqueront sans difficultés animés du plus grand esprit de justice.

Le Rapporteur,
G. RONGY.

Le Président,
ARM. HUBERT.

(ANNEXE AU N° 155.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1923-1924

Projet de Loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes.	Wetsontwerp tot herziening van de bepalingen der wet van 15 Mei 1910 op de Werkrechtersraden.
---	---

TABLEAU SYNOPTIQUE
du projet de loi
et des divers amendements
proposés.

TABELLARISCH OVERZICHT
van het wetsontwerp
en de verschillende
voorgestelde amendementen.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering

TITRE PREMIER.

EERSTE TITEL.

DE LA MISSION ET DE L'INSTITUTION
DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

OPDRACHT EN INSTELLING
DER WERKRECHTERS RADEN.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation, ou à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

Soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part ;

Soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés.

En dehors de leur mission principale, les conseils de prud'hommes sont chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels.

Ils peuvent aussi être appelés par le Gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail.

ART. 2.

Par employeurs on entend les personnes qui, dans l'exploitation d'une entreprise, à l'exclusion des entreprises agricoles ou forestières, ou, dans l'exercice d'une profession, occupent habituellement au travail un ou plusieurs ouvriers ou employés, soit pendant toute l'année, soit à certaines époques de l'année.

Doivent également être considérés comme des employeurs :

1^o Les propriétaires et armateurs de navires de commerce ou de bateaux de pêche maritime ;

2^o Les personnes qui font profession de céder à des ouvriers moyennant

De werkrechtersraden worden ingesteld om bij wijze van verzoening of, zoo niet, bij vonnis te beslechten de arbeidsgeschillen oprijzende :

Hetzij tusschen de werkgevers, eenerzijds, en hunne werklieden of bedienden, anderzijds ;

Hetzij tusschen werklieden, tusschen bedienden of tusschen werklieden en bedienden.

Buiten hunne voornaamste opdracht zijn de werkrechtersraden belast met het nemen van maatregelen tot behoud van den eigendom van nijverheidsteekeningen en nijverheidsmodellen.

Zij kunnen door de Regeering ook worden gelast te adviseeren omtrent vraagstukken of ontwerpen betreffende den arbeid.

ART. 2.

Onder werkgevers verstaat men personen, die voor het uitoefenen van een bedrijf, ter uitsluiting van een landbouw- of een boschbouwbedrijf, of voor het uitoefenen van een ander beroep, gewoonlijk één of meerdere werklieden of bedienden in dienst hebben, 't zij gedurende het gansche jaar, 't zij op zekere tijden van het jaar.

Dienen insgelijks te worden beschouwd als werkgevers :

1^o Eigenaars en reeders van koopvaardij- of van visschersschepen ;

2^o Personen die beroepsmatig arbeidslokalen, arbeidsgereedschap of

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 2. Supprimer : Sous le 1° de l'article 2, les mots : « de navires de commerce ou ». LEJEUNE. Alinéa 3, 1°. — A rédiger comme suit : « Les propriétaires et armateurs de navires de commerce, de bateaux d'intérieur ou de remorqueurs ou de bateaux de pêche maritime. » WITTEMANS.	ART. 2. Te doen wegvallen : In 1° van artikel 2, de woorden « van koopvaardij- of ». Lid 3, 1°. — Te doen luiden : « Eigenaars en reeders van koopvaardij- en binnenschepen, van sleepbooten of visschersschepen. »

Projet du Gouvernement.

un prix fixé en monnaie ou en nature, l'usage de locaux ou d'instruments de travail ou bien la force motrice.

Il en est de même, pourvu qu'ils occupent habituellement un ou plusieurs ouvriers ou employés :

1^o Des sociétés, associations, groupements ou institutions sans but lucratif ;

2^o Des notaires et des officiers ministériels.

ART. 3.

Par ouvriers, on entend ceux qui effectuent habituellement pour le compte d'un employeur, un travail manuel, soit pendant toute l'année, soit à certaines époques de l'année.

Aux ouvriers sont assimilés :

1^o Les chefs d'atelier, chefs d'équipe, chefs-ouvriers, contremaitres, porions, surveillants ;

2^o Les concierges, veilleurs de nuit, messagers, garçons de courses et autres gens de service ;

3^o Les hommes de peine ;

4^o Les apprentis ;

5^o Les artisans et, en général, tous ceux qui exercent pour leur propre compte une profession industrielle ou d'art industriel, soit seuls, soit assistés seulement de membres de leur famille habitant avec eux ;

6^o Les serveurs occupés dans les restaurants et débits de boissons ;

7^o Les matelots et, en général, tous ceux qui, à bord d'un bâtiment de commerce, sont chargés d'un travail manuel ainsi que les patron et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche ;

8^o Ceux qui, dans l'exercice d'une profession, travaillent manuellement pour compte commun.

Ontwerp der Regeering.

drijfkracht door werklieden laten benutten tegen een in geld of in natura overeengekomen prijs.

Dit geldt insgelijks, onder voorwaarde dat zij gewoonlijk één of meerdere werklieden of bedienden in dienst hebben, voor :

1^o Vennootschappen, vereenigingen, groepen of instellingen zonder winstbejag ;

2^o Notarissen en ministerieele ambtenaren.

ART. 3.

Onder werklieden verstaat men degenen, die, voor rekening van een werkgever, gewoonlijk handenarbeid verrichten, 't zij gedurende het gansch jaar, 't zij op zekere tijden van het jaar.

Met werklieden worden gelijkgesteld :

1^o Werkhuismeesters, ploegbazen, hoofdwerklieden, werkmeesters, porions en opzichters ;

2^o Huisbewaarders, nachtwakers, boden, loopjongens en ander dienstpersoneel ;

3^o Sjouwers ;

4^o Leerjongens ;

5^o Ambachtslieden en in 't algemeen, alwie voor eigen rekening een nijverheids- of kunstnijverheidsberoep uitoefent, hetzij alleen, hetzij geholpen enkel door bij hem inwonende nabestaanden ;

6^o Tafeldienaars werkzaam in restauraties en dranksluiterijen ;

7^o Scheepsvolk en, in 't algemeen, alwie aan boord van een koopvaardij-schip met handenarbeid belast is, alsmede de schipper en visschers ingeschreven op de monsterrol van een visschersschip ;

8^o Degenen die, bij het uitoefenen van een beroep, voor gemeenschappelijke rekening handenarbeid verrichten.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
—	—	—	—
ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.
Rédiger comme suit le 7° : « 7° Les patrons non propriétaires et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche, ainsi que les patrons non propriétaires et le personnel des bateaux d'intérieur et des remorqueurs. »	« 7° De zetschippers en visschers ingeschreven op de monsterrol van een visschersschip, alsmede de zetschippers en de bemanning van binnenschepen en sleepbooten. »	« 7° Tous les gens de mer régulièrement enrôlés à bord d'un navire de commerce, bateau d'intérieur ou remorqueurs et tous les pêcheurs régulièrement enrôlés à bord d'un navire de pêche. » Jos. VAN ROOSBROECK.	» 7° Al de zeelieden regelmatig ingeschreven op de monsterrol van een koopvaardijship, binnenschip of sleepboot en al de visschers regelmatig ingeschreven op de monsterrol van een visschersschip. »

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 4.

Par employés, on entend ceux qui effectuent habituellement, pour le compte d'un employeur, un travail intellectuel, soit pendant toute l'année, soit à certaines époques de l'année, à l'exclusion :

1^o De ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, gérant, directeur, ou à un titre analogue, sont placés à la tête de la gestion journalière d'une entreprise ;

2^o Des directeurs techniques et des directeurs commerciaux ;

3^o De tous agents dont la rémunération est supérieure à 12,000 francs par an.

Toutefois, les gérants de succursales doivent être considérés comme des employés.

ART. 4.

Onder bedienden verstaat men degenen die, voor rekening van een werkgever gewoonlijk hoofdarbeid verrichten, 't zij gedurende het gansche jaar, 't zij op zekere tijden van het jaar, met uitsluiting :

1^o Van hen die, onder den naam van afgevaardigd beheerder, zaakvoerder, bestuurder of ander soortgelijken titel, de leiding hebben van het dagelijksch beheer eener onderneming ;

2^o Van technische bedrijfsleiders en handelsleiders ;

3^o Van hen die een hoogere bezoldiging ontvangen dan 12,000 frank 's jaars.

Filiaalhouders dienen nochtans te worden beschouwd als bedienden.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 3. Au 7°, <i>in fine</i>, lire : « ainsi que les patrons non propriétaires et pêcheurs de navires de pêche ou de bateaux d'intérieur. » LEBON.	ART. 3. In 7°, het slot te doen luiden : « alsmede de schipper niet-eigenaar en de visschers van visschersschepen of binnenschepen ».
		ART. 3. Supprimer : Sous le 7°, les mots : « Les matelots et, en général, tous ceux qui à bord d'un bâtiment de commerce, sont chargés d'un travail manuel ainsi que... » LE JEUNE.	ART. 3. Te doen wegvallen : In 7°, de woorden : « Scheepsgezellen en, in 't algemeen, al de aan boord van een koopvaardijship met handenarbeid belaste personen, alsmede... »
		ART. 3. 7°. — A rédiger comme suit : « Les matelots et, en général, tous ceux qui, à bord d'un bâtiment de commerce, d'un bateau d'intérieur ou d'un remorqueur, sont chargés d'un travail manuel, ainsi que les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche. » WITTEMANS.	ART. 3. Lid 9. — Te doen luiden : « Scheepsgezellen en, in 't algemeen, de aan boord van een koopvaardijship, van een binnenschip of van een sleepboot, met handenarbeid belaste personen, alsmede de schippers en visschers ingeschreven op de monsterrol van een visscherschip. »
ART. 4.	ART. 4.	ART. 4.	ART. 4.
Rédiger cet article comme suit :	Dit artikel te doen luiden :	I. — 3 ^e alinéa, 2°, ajouter :	I. — 3 ^e lid, 2°, toe te voegen :
« Par employés, on entend ceux qui effectuent habituellement, pour le compte d'un employeur, un travail intellectuel, soit pendant toute l'année, soit à certaines époques de l'année et notamment :	« Onder bedienden verstaat men degenen die, voor rekening van een werkgever, gewoonlijk hoofdarbeid verrichten, hetzij gedurende het gansche jaar, hetzij gedurende sommige tijdperken van het jaar, en wel :	« ... les ingénieurs, les chimistes et les actuaire. »	« ... de ingenieurs, de scheikundigen en de actuarissen. »
» 1° Les commis aux écritures, dactylographes, dessinateurs, comptables, caissiers et autres employés de bureau ;	» 1° De klerken, typisten, teekenaars, boekhouders, kassiers en andere kantoorbedienden ;	THIÉBAUT.	
» 2° Les chimistes et les actuaire ;	» 2° De scheikundigen en de actuarissen ;	ART. 4.	ART. 4.
» 3° Les encaisseurs ;	» 3° De inkasseerders ;	II. — Alinéa 4. — Supprimer les mots :	II. — Lid 4. — Te doen luiden :
» 4° Les vendeurs, étalagistes, surveillants, mannequins, occupés dans le commerce de détail ;	» 4° De verkoopers, uitstallers, opzichters, mannequins in den kleinhandel te werk gesteld ;	« Dont la rémunération est supérieure à 12,000 fr. par an. »	« Van alle bedienden. »
		WITTEMANS.	

Projet du Gouvernement.

Indépendamment des commis aux écritures, dactylographes, dessinateurs comptables, caissiers et autres employés de bureau, le terme « employés » comprend notamment :

1^o Les ingénieurs, chimistes, actuaire ;

2^o Les encaisseurs ;

3^o Les vendeurs, étalagistes, surveillants, mannequins, occupés dans le commerce de détail ;

4^o Les commis-voyageurs ;

5^o Les gardes, chefs-gardes, receveurs et contrôleurs en service dans les exploitations de chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ;

6^o Les journalistes et secrétaires de rédaction des journaux et revues ;

7^o Les infirmiers et gardes-malades attachés à des cliniques, sanatoriums ou refuges ;

8^o Les acteurs, chanteurs, musiciens et autres artistes, ainsi que les ouvreuses, placeuses et préposées au vestiaire, occupés dans les entreprises de spectacles ou divertissements publics.

ART. 5.

La définition du terme « employeurs » ne s'applique pas aux administrations publiques.

Les termes « ouvriers » et « employés » ne comprennent pas :

1^o Les personnes occupées pour le compte d'un membre de leur famille et habitant avec lui ;

2^o Les domestiques et autres gens de maison au service de la personne de l'employeur ou de son ménage.

Ontwerp der Regeering.

Buiten klerken, typisten, teekenaars, boekhouders, kashouders en andere kantoorbedienden, verstaat men onder « bedienden » namelijk :

1^o Ingenieurs, scheikundigen, actuarissen ;

2^o Geldophalers ;

3^o Verkoopers, uitstallers, opzichters, modellen, werkzaam in den kleinhandel ;

4^o Handelsreizigers ;

5^o Wachters, hoofdwachters, ontvangers en toezichters in dienst van spoorweg-, buurtspoorweg-, omnibus- en tramondernemingen ;

6^o Dagbladschrijvers en redactie-secretarissen van dagbladen en tijdschriften ;

7^o Ziekenoppassers en bewakers, verbonden aan klinieken, sanatoria of verplegingshuizen ;

8^o Tooneelspelers, zangers, muzikanten en andere kunstenaars, alsmede vrouwelijke suppoosten en verder dienstpersoneel, werkzaam bij openbare vertooningen en vermaken.

ART. 5.

De bepaling van het begrip « werkgever » is niet toepasselijk op de openbare besturen.

De bepaling van de begrippen « werkman » en « bediende » is niet toepasselijk op :

1^o Personen, in dienst en tevens inwonend bij een hunner nabestaanden ;

2^o Dienstboden en andere personen bij een werkgever in dienst ten behoeve van zijn persoon of van zijn huishouden.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
» 5° Les commis-voyageurs ; » 6° Les gardes, chefs-gardes, receveurs et contrôleurs en service dans les exploitations concédées de chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ; » 7° Les correcteurs et les préposés aux services administratifs des journaux ; » 8° Les acteurs, chanteurs, musiciens et autres artistes, ainsi que les ouvrières, placeuses et préposées au vestiaire occupés dans les entreprises de spectacles ou divertissements publics ; » 9° Les infirmiers et gardes-malades attachés à des cliniques, sanatoria ou refuges ; » 10° Les gérants de succursales. » A l'exclusion : » a) De ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue, sont placés à la tête d'une gestion journalière d'une entreprise ; » b) Des directeurs techniques et des directeurs commerciaux ; » c) De tous ceux dont la rémunération est supérieure à 12,000 francs par an. »	» 5° De handelsreizigers ; » 6° De wachters, hoofd-wachters, ontvangers, en controleurs bij de vergunde spoorweg-, buurtspoorweg-omnibus- en trambedrijven ; » 7° De correctoren en bedienden bij de bestuursdiensten der dagbladen ; » 8° De tooneelspelers, zangers, muzikanten en andere artisten alsmede vrouwelijke suppoosten en verder dienstpersoneel werkzaam bij openbare vertooningen en gemakelijkheden ; » 9° De ziekenverplegers en ziekenoppassers in de klinieken, sanatoria of verplegingshuizen ; » 10° De zetbazen in filialen. » Met uitsluiting : » a) Van hen die als afgevaardigde-beheerder, zakenvoerder, bestuurder of soortgelijken titel de leiding hebben van het dagelijks bestuur eener onderneming ; » b) Van de technische bedrijfsleiders en handelsleiders ; » c) Van hen die eene hoogere bezoldiging ontvangen dan 12,000 frank's jaars. »	III. — 4^e alinéa, 3^o, ajouter : « Dans cette somme sont compris tous avantages et indemnités contractuels. » THIÉBAUT. 7^e alinéa, 1^o : A supprimer. THIÉBAUT. IV. — Remplacer : « 12,000 francs » par : « 25,000 fr. » VAN ROOSBROECK. CASTERMAN. V. — Supprimer le 5^e alinéa relatif aux gérants de succursales, mais intercaler au 4^e alinéa, après les mots : « 3^o de tous les agents », les mots : « y compris les gérants de succursales ». LEBON. VI. — Au 7^o. Supprimer : « et gardes-malades ». LEBON. VII. — Au 8^o. Supprimer les mots : « ainsi que les ouvrières, placeuses et préposées au vestiaire ». LEBON. VIII. — Supprimer la disposition n° 6. GOUVERNEMENT. ART. 5. Supprimer le premier alinéa et le 2^o. VAN ROOSBROECK.	III. — 4^e lid, 3^o, toe te voegen : « In deze som zijn al de bij overeenkomst bepaalde voordeelen en vergoedingen begrepen. » 7^e lid, 1^o : Te doen wegvallen. IV. — « 12,000 frank » te vervangen door « 25,000 fr. » V. — In 3^o. Aan het slot toe te voegen : « met inbegrip van de filiaalhouders ». Het vijfde lid te doen wegvallen. VI. — In 7^o. De woorden : « en bewakers » te doen wegvallen, VII. — In 8^o. De woorden : « alsmede suppoosten als programmameisjes en garderobieres » te doen wegvallen. VIII. — N° 6 te doen wegvallen. ART. 5. Het eerste lid en n° 2^o te doen wegvallen.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 6.

Aucun conseil de prud'hommes ne peut être établi que par une loi.

Cette loi en détermine le ressort et, s'il y a lieu, en limite la juridiction à une ou plusieurs professions.

Pour le surplus, l'organisation de chaque conseil de prud'hommes est réglée par arrêté royal.

Seront entendus, au préalable, les conseils communaux des communes du ressort et la députation permanente du conseil provincial.

ART. 6.

Een werkrechttersraad kan slechts bij een wet worden ingesteld.

Deze wet bepaalt zijn rechtsgebied en beperkt, desgewenscht, zijn rechtsmacht tot één of meer beroepen.

Voor het overige, wordt de inrichting van elken werkrechttersraad bij Koninklijk besluit geregeld.

De gemeenteraden der gemeenten gelegen binnen het rechtsgebied en de bestendige deputatie van den provincialen raad worden vooraf gehoord.

ART. 7.

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres : l'une pour ouvriers et l'autre pour employés.

Il peut également être établi, au sein d'un conseil de prud'hommes, des chambres avec compétence limitée à une ou plusieurs professions.

ART. 7.

Elke werkrechttersraad wordt gesplitst in twee kamers : een kamer voor werklieden en een kamer voor bedienden.

Ook kunnen, in een werkrechttersraad, kamers worden ingesteld, welke bevoegdheid wordt beperkt tot één of meer beroepen.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 6. I. — Le premier alinéa à rédiger comme suit : « Il sera établi un conseil de prud'hommes par arrondissement judiciaire. » II. — Le second alinéa à remplacer par le texte suivant : « La loi en limitera s'il y a lieu la juridiction à une ou plusieurs professions. » WITTEMANS. ART. 6. A rédiger comme suit : « Il peut être institué, dans chaque canton de justice de paix, un conseil de prud'hommes, en dehors des ressorts déjà existants qui pourront être maintenus. » L'institution de chacun de ces conseils de prud'hommes est réglée par arrêté royal, après consultation des conseils communaux du ressort sur lequel devra s'étendre leur juridiction. » La députation permanente du conseil provincial pourra aussi être entendue, à titre consultatif. » L'arrêté royal d'organisation interviendra dans le mois qui suivra les délibérations et consultations dont il est question ci-dessus. » VAN ROOSBROECK.	ART. 6. I. — Het eerste lid te doen luiden : « Er wordt een werkrechtssraad ingesteld per rechterlijk arrondissement. » II. — Het tweede lid te vervangen door het volgende : « De wet beperkt zijn rechtsmacht tot één of enkele beroepen, zoo daartoe termen bestaan. » ART. 6. Te doen luiden : « In elk vrederechtskanton kan een werkrechtssraad worden ingesteld, buiten de reeds bestaande rechtsgebieden, die kunnen behouden blijven. » Een Koninklijk besluit regelt de instelling van elk dezer werkrechtssraden, na raadpleging van de gemeenteraden van het rechtsgebied waarover zich de bevoegdheid van den op te richten werkrechtssraad uitstrekken zal. » De bestendige deputatie van den provincialen raad kan vooraf worden geraadpleegd. » Het Koninklijk besluit tot oprichting wordt genomen binnen de maand volgende op hoogerbedoelde beraadslagingen en raadplegingen. »
ART. 7. Rédiger cet article comme suit : « Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres : l'une pour ouvriers et l'autre pour employés. Le Roi peut également établir au sein d'un conseil de prud'hommes des chambres spéciales. »	ART. 7. Te doen luiden : « Elke werkrechtssraad wordt verdeeld in twee kamers : eene voor werklieden en eene voor bedienden. Bijzondere kamers kunnen ook door den Koning worden opgericht in den schoot van een werkrechtssraad. »	ART. 7. A rédiger comme suit : « Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres : l'une pour « employés manuels », l'autre pour « employés intellectuels ». » « Il peut également être établi, au sein d'un conseil	ART. 7. Te doen luiden : « Elke werkrechtssraad wordt in twee kamers verdeeld : eene voor de « handenarbeiders » en eene voor de « geestesarbeiders ». » « In den schoot van een werkrechtssraad kan ook

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

TITRE II.

DE LA COMPOSITION DES CONSEILS
DE PRUD'HOMMES.

CHAPITRE PREMIER.

DES CONSEILLERS PRUD'HOMMES.

ART. 8.

Dans chaque conseil de prud'-hommes, la chambre pour ouvriers comprend de six à douze conseillers ; la chambre pour employés en comprend de quatre à huit.

Dans ces nombres ne sont pas compris les assesseurs juridiques dont il est question à l'article 26.

ART. 9.

Chaque conseil comprend, en outre, un nombre égal de membres suppléants.

Lorsqu'un membre effectif vient à décéder ou cesse de faire partie du conseil, il est remplacé, en cette qualité, par le suppléant qui exerce la même profession s'il y en a un, sinon par le suppléant le plus ancien, ou, en cas d'égalité dans la durée des fonctions, par le plus âgé. Si plusieurs suppléants exercent la même profession que le conseiller effectif à remplacer, la préférence sera donnée au plus ancien d'entre eux, ou bien au plus âgé s'ils ont été élus pour la première fois à la même date.

TITEL II.

SAMENSTELLING
DER WERKRECHTERSRADEN.

HOOFDSTUK I.

WERKRECHTERS.

ART. 8.

In iederen werkrechtersraad telt de werkliedenkamer van zes tot twaalf, de bediendenkamer van vier tot acht werkrechters.

Daaronder zijn niet begrepen de rechtskundige bijzitters, waarvan sprake in artikel 26.

ART. 9.

Iedere werkrechtersraad bevat daarenboven een gelijk getal plaatsvervangers.

Wanneer een werkend lid sterft of geen deel meer uitmaakt van den raad, wordt het, als zoodanig, vervangen door den plaatsvervanger, die hetzelfde beroep uitoefent, en, bij ontstentenis van zulken plaatsvervanger, door den eerstbenoemde of, zoo de plaatsvervangers tegelijkertijd werden benoemd, door den oudste. Oefenen meerdere plaatsvervangers hetzelfde beroep uit als dat van het te vervangen gewoon lid, dan wordt de voorkeur gegeven aan den eerstbenoemde, of, indien bedoelde plaatsvervangers voor de eerste maal tegelijkertijd werden benoemd, aan den oudste.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		de prud'hommes, une chambre pour les travailleurs de l'agriculture et une chambre pour les gens de maison. » VAN ROOSBROECK.	een kamer worden opgericht voor de veldarbeiders en een voor de huisknechten. »
ART. 8.	ART. 8.	ART. 8.	ART. 8.
Rédiger cet article comme suit : « Dans chaque conseil de prud'hommes la chambre pour ouvriers comprend de quatre à douze conseillers ; la chambre pour employés en comprend de quatre à huit. » Dans ces nombres ne sont pas compris le président du conseil et le président de chambre dont il est question à l'article 25. »	Te doen luiden : « In iederen werkrechtens-raad telt de werklieden-kamer vier tot twaalf, de bediendenkamer vier tot acht werkrechtens. » Daaronder zijn niet begrepen de voorzitter van den raad en de kamervoorzitter bedoeld bij artikel 25. »	Rédiger l'alinéa premier comme suit : « Dans chaque conseil de prud'hommes, chacune des chambres comprend de six à douze conseillers. » VAN ROOSBROECK.	Het eerste lid te doen luiden : « In elken werkrechtens-raad telt elke kamer van zes tot twaalf werkrechtens. »

Projet du Gouvernement.

Les suppléants sont appelés, dans le même ordre, à remplacer momentanément les membres effectifs empêchés.

A défaut de suppléants pour achever le mandat d'un conseiller effectif dans l'un des cas déterminés ci-dessus, ou pour remplacer momentanément un conseiller effectif empêché, ou bien en cas d'empêchement des membres suppléants convoqués, le président du conseil invitera à siéger l'un des assesseurs techniques dont la désignation est prévue à l'article 34. Il sera fait appel de préférence à l'assesseur technique effectif qui exerce la même profession que le conseiller à remplacer. A son défaut, il sera fait appel à son suppléant, et, subsidiairement à celui des assesseurs techniques effectifs qui est le plus ancien en fonctions, ou, à ancienneté égale, à celui qui est le plus âgé.

ART. 10.

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection.

La chambre pour ouvriers se compose, en nombre égal, d'employeurs et d'ouvriers ; la chambre pour employés comprend un nombre égal d'employeurs et d'employés.

Les chambres spéciales dont la compétence est limitée à une ou plusieurs professions se composent, en nombre égal, d'employeurs et d'ouvriers ou d'employés.

ART. 11.

Sont éligibles, les électeurs des deux sexes, âgés de vingt-cinq ans accomplis au jour fixé pour le scrutin.

Ontwerp der Regeering.

De plaatsvervangers worden in dezelfde orde opgeroepen om verhinderde werkende leden tijdelijk te vervangen.

Bij ontstentenis van plaatsvervangers om het mandaat van een werkend lid in een van bovenbepaalde gevallen te voleindigen, of om een verhinderd, werkend lid tijdelijk te vervangen alsmede bij verhindering van opgeroepen plaatsvervangers roept de voorzitter van den raad een der technische bijzitters op, wier aanstelling wordt voorzien bij artikel 34 : in de eerste plaats, namelijk, den werkenden technischen bijzitter, die hetzelfde beroep uitoefent als het te vervangen lid. Bij ontstentenis van zulken werkenden technischen bijzitter wordt zijn plaatsvervanger opgeroepen en, vervolgens, bij ontstentenis van plaatsvervanger, de eerstbenoemde werkende technische bijzitter, en, zoo de technische bijzitters tegelijkertijd werden benoemd, de oudste.

ART. 10.

Voor het benoemen van de leden der werkrechtshraden wordt tot eene verkiezing overgegaan.

De werkliedenkamer bestaat, voor de helft, uit werkgevers en, voor de wederhelft, uit werklieden ; de bediendenkamer, voor de helft, uit werkgevers en, voor de wederhelft, uit bedienden.

De bijzondere kamers, waarvan de bevoegdheid is beperkt tot één of meer beroepen, bestaan, voor de helft, uit werkgevers en, voor de wederhelft, uit werklieden of bedienden.

ART. 11.

Verkiezbaar zijn de kiezers van beiderlei kunne, die op den stemdag volle vijf en twintig jaar oud zijn.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
— ART. 10. Rédiger cet article comme suit : « Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection. » Chacune des chambres comprend un nombre égal d'employeurs et d'employés ou d'ouvriers. » Les chambres spéciales se composent d'un nombre égal d'employeurs et d'ouvriers ou d'employés. »	— ART. 10. Te doen luiden : « De werkrechters worden verkozen. » Elke kamer bestaat uit een gelijk getal werkgevers en bedienden of arbeiders. » De bijzondere kamers tellen evenveel werkgevers als arbeiders of bedienden. »	—	—

Projet du Gouvernement.

ART. 12.

Pour être électeur, il faut :

1^o Posséder la qualité d'employeur, d'ouvrier ou d'employé suivant les définitions données ci-dessus ;

2^o Être Belge ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire ;

3^o Être âgé de vingt et un ans accomplis ;

4^o Avoir occupé un ouvrier ou un employé au travail, dans le ressort, à la date à laquelle commence la formation ou la revision des listes électorales, ou bien avoir été, à la même date, occupé au travail dans le ressort.

ART. 13.

Les entreprises exploitées par des sociétés sont représentées, au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité :

1^o S'il s'agit d'une société en nom collectif, par chacun des associés ;

2^o S'il s'agit d'une société en commandite, par chacun des associés commandités ;

3^o S'il s'agit d'une société anonyme, par ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue, sont placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise, ainsi que par les directeurs techniques et les directeurs commerciaux ;

4^o S'il s'agit de sociétés coopératives, d'unions du crédit ou d'associations en participation, par les gérants ou autres personnes chargées de la gestion ;

5^o S'il s'agit d'une société civile, par les associés chargés d'administrer.

Pour ce qui est des entreprises de chemins de fer, l'électorat et l'éligibilité appartiennent à la fois à l'agent préposé à la direction journalière de l'exploitation et aux chefs de station.

Ontwerp der Regeering.

ART. 12.

Om kiezer te zijn, moet men :

1^o Werkgever, werkman of bediende zijn naar de bovenstaande bepalingen ;

2^o Belg zijn of de gewone naturalisatie hebben bekomen ;

3^o Volle een en twintig jaar oud zijn ;

4^o Een werkman of een bediende in dienst hebben gehad, binnen het gebied, op den dag dat men begon de kiezerslijsten op te maken of te herzien, of binnen het gebied en op denzelfden dag in dienst zijn geweest.

ART. 13.

Wat het kiesrecht en de verkiesbaarheid betreft, worden de ondernemingen gedreven door vennootschappen, vertegenwoordigd als volgt :

1^o De vennootschappen onder gemeenschappelijken naam, door elk der vennoten ;

2^o De commanditaire vennootschappen, door elk der gecommanditeerde vennoten ;

3^o De naamlooze vennootschappen, door degenen die, onder den naam van afgevaardigd beheerder, zaakvoerder, bestuurder of onder soortgelijken titel, belast zijn met het dagelijksch beheer van een bedrijf, alsmede door de technische bedrijfsleiders en de handelsleiders ;

4^o De coöperatievereenigingen, de credietvereenigingen of vereenigingen bij deelneming, door de zaakvoerders of andere met het beheer belaste personen ;

5^o De burgerlijke vennootschappen, door de beheerende vennoten.

Wat betreft de spoorwegbedrijven, zijn kiesbevoegd en verkiesbaar én de bediende belast met het dagelijksch bestuur van het bedrijf én de statie-oversten.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 12.	ART. 12.
		Au 4°. Ajouter <i>in fine</i> : « ...ou y avoir été enrôlé comme marin ».	In 4°. Aan het slot toe te voegen : « ...of aldaar als zeeman te zijn aangemon- sterd ».
		LEBON.	
ART. 13.	ART. 13.	ART. 13.	ART. 13.
Remplacer le 5° par la disposition suivante : « 5° ...s'il s'agit d'une société civile, par l'associé chargé d'administrer et, s'il y en a plusieurs, par le plus âgé ou par celui qui sera désigné par les intéressés. »	Nr 5° te vervangen door de volgende bepaling : « De burgerlijke ven- nootschappen, door den be- heerenden vennoot en, zoo er meer dan één is, door den oudste of door hem die daartoe door de belang- hebbenden wordt aange- wezen. »	Alinéa 7. — A rédiger comme suit : « Pour ce qui est des entreprises de chemins de fer, l'électorat et l'éligibilité appartiennent à la fois à l'agent préposé à la direc- tion journalière de l'exploit- ation, aux divers direc- teurs techniques et aux chefs de station. »	Lid 7. — Te doen luiden : « De vennootschappen die een spoorwegbedrijf uit- oefenen, én door den be- diende belast met het dage- lijksch bestuur van het be- drijf, én door de verschil- lende technische bestuur- ders én door de statie- oversten. »
Alinéa 7. — Pour ce qui est des entreprises <i>concedées</i> de chemins de fer, etc... »	Lid 7. — « Wat betreft de <i>vergunde</i> spoorwegbedrij- ven, enz. »	WITTEMANS.	

Projet du Gouvernement.

Les sociétés, associations, groupements ou institutions sans but lucratif sont représentés, au point de vue de l'inscription sur les listes électorales et au point de vue de l'éligibilité, par le président, ou, à défaut de président, par la personne qui exerce la direction.

ART. 14.

Ceux qui, pour le compte d'un employeur, ouvrent à façon des matières premières ou des produits partiellement achevés qu'il leur a confiés et occupent eux-mêmes un ou plusieurs ouvriers, seront, au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité, considérés comme employeurs si le nombre de leurs ouvriers est supérieur à quatre et comme ouvriers dans le cas contraire.

ART. 15.

Les dispositions du Code électoral qui déterminent les cas d'exclusion de l'électorat et de suspension des droits électoraux en matière d'élections législatives sont applicables aux élections pour les conseils de prud'hommes.

ART. 16.

Les employeurs retirés et les anciens ouvriers ou employés peuvent être appelés à faire partie des conseils de prud'hommes, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions de capacité.

ART. 17.

Les employeurs retirés, les anciens ouvriers ou les anciens employés ne pourront jamais former, dans une chambre, plus de la moitié des membres employeurs, ouvriers ou employés.

Ontwerp der Regeering.

De vennootschappen, vereenigingen, groepen of instellingen zonder winstgevend doel worden, wat aangaat de inschrijving op de kiezerslijsten en wat aangaat de verkiesbaarheid, vertegenwoordigd door hunnen voorzitter of, bij ontstentenis van voorzitter, door den met het bestuur belasten persoon.

ART. 14.

Zij die, voor rekening van een werkgever, door dezen hun toevertrouwde grondstoffen of gedeeltelijk bewerkte voortbrengselen tegen loon bewerken of verwerken en zelf één of meer werklieden in dienst hebben, worden, wat betreft het kiesrecht en de verkiesbaarheid, beschouwd als werkgevers, indien het getal hunner werklieden meer dan vier bedraagt, en als werklieden, in het tegenovergestelde geval.

ART. 15.

De bepalingen van het Kieswetboek, aangevende de gevallen die blijvende of tijdelijke ontzetting van kiesrecht teweegbrengen voor de Parlementsverkiezingen, zijn van toepassing op de verkiezingen voor de werkrechtshraden.

ART. 16.

De gewezen werkgevers, werklieden of bedienden kunnen lid zijn van een werkrechtshraad, mits zij aan de overige vereischten tot verkiesbaarheid voldoen.

ART. 17.

Gewezen werkgevers, werklieden of bedienden mogen nooit meer dan de helft der leden-werkgevers, der leden-werklieden of der leden-bedienden van een kamer uitmaken.

Projet du Gouvernement.

Cette proportion est appliquée cumulativement aux prud'hommes effectifs et suppléants.

Un arrêté royal déterminera les règles d'après lesquelles le nombre des élus appartenant à l'une des catégories visées ci-dessus, sera ramené, le cas échéant, à la quotité voulue.

ART. 18.

Tout prud'homme qui sera déclaré démissionnaire en vertu des dispositions des articles 22, 2^o et 3^o, et 40 de la présente loi ne pourra être investi d'un nouveau mandat avant l'expiration d'un délai de six ans à partir de sa déchéance.

ART. 19.

Toute condamnation à une peine d'emprisonnement dépassant un mois emporte privation du droit de faire partie d'un conseil de prud'hommes.

Ontwerp der Regeering.

Deze verhouding wordt toegepast op de werkende werkrechters en hunne plaatsvervangers te zamen.

Bij Koninklijk besluit wordt bepaald volgens welke regelen het getal gekozenen, behorende tot een van bovenbedoelde groepen, bij voorkomend geval wordt teruggebracht tot de vereischte verhouding.

ART. 18.

Elk werkrechter die, krachtens de bepalingen van de artikelen 22, 2^o en 3^o, en 40 dezer wet, ontslagnemer wordt verklaard, kan niet met een nieuw lidmaatschap worden bekleed vóór het verstrijken van een termijn van zes jaar, ingaande met zijn vervallenverklaring.

ART. 19.

Zij, die worden gestraft met een gevangenisstraf van meer dan één maand, verliezen daardoor het recht om lid te zijn van een werkrechtersraad.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 19. A rédiger comme suit : « Toute condamnation à une peine d'emprisonnement dépassant un mois, sauf pour délits politiques, emporte privation du droit de faire partie d'un conseil de prud'hommes. » VAN ROOSBROECK.	ART. 19. Te doen luiden : « Zij die worden gestraft met een gevangenisstraf van meer dan één maand, behalve voor politieke delicten, verliezen daardoor het recht lid te zijn van een werkrechttersraad. »
		ART. 19. A supprimer. (L'article 22 est le siège de la matière). LEBON.	ART. 19. Te doen wegvallen.
		ART. 19. Rédiger comme suit : « Toute condamnation, sauf pour motif politique, à une peine d'emprisonnement dépassant un mois emporte privation du droit de faire partie d'un conseil de prud'hommes. » WITTEMANS.	ART. 19. Te doen luiden : « Zij die worden gestraft met een gevangenisstraf van meer dan één maand, behalve om politieke redenen, verliezen daardoor het recht lid te zijn van een werkrechttersraad. »

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 20.

Deux employeurs exploitant soit un même établissement, soit deux établissements réunis sous la même dénomination sociale ainsi que deux ouvriers ou employés au service de la même entreprise ou occupés par la même personne, ne peuvent être membres du même conseil de prud'hommes, à moins qu'ils ne fassent partie de chambres différentes.

Sous la même restriction, les membres du conseil ne peuvent être ni parents ni alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Un arrêté royal réglera l'exécution de ces dispositions.

ART. 21.

Tout prud'homme qui, au cours de son mandat, perd celle des qualités énoncées à l'article 12 en laquelle il a été élu, est déclaré démissionnaire par la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le conseil de prud'hommes est situé.

La démission pourra être provoquée soit par une délibération du conseil qui en transmettra le procès-verbal au procureur général, soit par l'une des parties en instance devant le conseil, qui observera les formalités prescrites par les articles 37 et 38, sauf les modifications résultant du présent article.

Dans le cas où la démission est provoquée par une délibération du conseil, avis en est donné par huissier au prud'homme en cause.

Celui-ci, s'il le juge à propos, fera parvenir son opposition au procureur général dans les deux jours de la signification de l'avis du conseil.

La Cour d'appel statuera dans la huitaine. L'arrêt sera communiqué

ART. 20.

Twee werkgevers drijvende 't zij één inrichting, 't zij, onder een gemeenschappelijke naam, meerdere inrichtingen, alsook twee werklieden of bedienden, werkzaam in een zelfde onderneming of bij een zelfden persoon, kunnen niet lid zijn van een zelfden werkrechtensraad, tenzij als lid van verschillende kamers.

Onder hetzelfde voorbehoud mogen de leden van den raad niet zijn bloed- of aanverwanten tot en met den tweeden graad ingesloten.

De uitvoering van deze bepaling wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 21.

Elk werkrechter, die, tijdens zijn lidmaatschap, diegene der in artikel 12 vermelde kwaliteiten verliest, waarin hij werd gekozen, wordt van zijn lidmaatschap vervallen verklaard door het Hof van beroep, binnen welks rechtsgebied de werkrechtensraad is gevestigd.

Die vervallenverklaring kan worden uitgelokt 't zij door den raad, ingevolge beraadslaging en beslissing, waarvan het schriftelijk verslag wordt overgemaakt aan den procureur-generaal, 't zij door een der voor den raad opgetreden partijen; de raad dient de bij de artikelen 37 en 38 voorziene vormvereischen, met uitzondering van de wijzigingen voortspruitende uit dit artikel, na te leven.

Wordt de vervallenverklaring uitgelokt door eene beraadslaging van den raad, dan wordt bericht daarvan door een deurwaarder aan den betrokken werkrechter betekend.

Acht deze het geraden, dan doet hij, binnen twee dagen na de betekening van het bericht, verzet bij den procureur-generaal.

Het Hof van beroep beslist binnen acht dagen. Het arrest wordt mede-

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

au prud'homme en cause, au président du conseil et au gouverneur de la province.

Le recours en cassation est ouvert au procureur général près la Cour d'appel et aux parties en cause.

La décision sera communiquée par le greffier de la Cour aux parties, au président du conseil de prud'hommes et au gouverneur de la province.

Les décisions auxquelles le prud'homme déclaré démissionnaire aurait participé ne pourront être attaquées de ce chef, s'il n'a pas été récusé par une des parties en cause.

ART. 22.

Les dispositions de l'article précédent sont également applicables :

1^o Lorsqu'un prud'homme perd la qualité de Belge ;

2^o Lorsqu'un prud'homme est condamné à une peine d'emprisonnement ou perd le droit à l'électorat pour une des causes énumérées aux articles du Code électoral qui déterminent les cas d'exclusion de l'électorat et de suspension des droits électoraux en matière d'élections législatives ;

3^o Lorsque, en dehors des cas d'excuse prévus à l'article 35, un prud'homme s'absente des séances pendant deux mois consécutifs.

Ontwerp der Regeering.

gedeeld aan den betrokken werkrechter, aan den voorzitter van den raad en aan den gouverneur der provincie.

De procureur-generaal bij het Hof van beroep en de betrokken partijen kunnen cassatieberoep instellen.

De beslissing wordt door den griffier van het Hof medegedeeld aan de betrokken partijen, aan den voorzitter van den werkrechtersraad en aan den gouverneur der provincie.

De beslissingen, waaraan de van zijn lidmaatschap vervallen verklaarde werkrechter mocht hebben deelgenomen, kunnen uit hoofde van die deelneming niet worden bestreden, indien bedoelde werkrechter niet werd gewraakt door eene der betrokken partijen.

ART. 22.

De bepalingen van het vorig artikel zijn insgelijks van toepassing :

1^o Wanneer een werkrechter ophoudt Belg te zijn ;

2^o Wanneer een werkrechter wordt veroordeeld tot gevangenisstraf of zijn kiesrecht verliest om een der redenen vermeld in de artikelen van het Kieswethboek, aangevend de gevallen die blijvende of tijdelijke ontzetting van het kiesrecht teweegbrengen in zake Parlementsverkiezingen ;

3^o Wanneer een werkrechter, buiten de gevallen bij artikel 35 voorzien, gedurende twee achtereenvolgende maanden de terechtzittingen verzuimt.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
—	—	—	—
		ART. 22. Rédiger le 2° comme suit : « Lorsqu'un prud'homme est condamné à une peine d'emprisonnement, sauf pour délit politique, ou perd le droit à l'électorat... » etc.	ART. 22. Het nummer 2 te doen luiden : « Wanneer een werk- rechter wordt veroordeeld tot gevangenisstraf, behalve voor politieke delicten, of zijn kiesrecht verliest... » enz.
		VAN ROOSBROECK.	
		ART. 22. Au 2°. Après le mot : « peine », ajouter le mot : « correctionnelle ».	ART. 22. In 2°. Den aanhef te doen luiden : « Wanneer een werkrechter door de boet- straffelijke rechtbank wordt veroordeeld tot gevangenis- straf, enz. »
		LEBON.	
		ART. 22. Alinéa 3. — A rédiger comme suit : « Lorsqu'un prud'homme est condamné à une peine d'emprisonnement, sauf pour motif politique, ou perd le droit... », etc.	ART. 22. Lid 3. — Te doen luiden : « Wanneer een werk- rechter, behalve om poli- tieke redenen, wordt ver- oordeeld tot gevangenisstraf of zijn kiesrecht verliest... », enz.
		WITTEMANS.	

Projet du Gouvernement.

ART. 23.

A chaque renouvellement du conseil, les conseillers sortants restent en fonctions en attendant leur réinstallation ou l'installation de leurs successeurs.

Tout membre élu en remplacement d'un autre membre ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

ART. 24.

Les prud'hommes et leurs suppléants prêtent le serment suivant :

« Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, de juger avec impartialité et sans prévention. »

Ou bien :

« Ik zweer de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk na te leven ; uitspraak te doen met onpartijdigheid en zonder vooroordeel. »

Ou bien :

« Ich schwöre den belgischen Staatsverfassung und Gesetzen gehörsam nachzukommen und mit Unparteilichkeit und ohne Vorurteil zu richten. »

Le doyen d'âge qui préside la réunion préparatoire prête ce serment entre les mains du gouverneur de la province ou de son délégué ; les autres membres, titulaires ou suppléants, entre les mains du doyen d'âge.

Après la réception des serments, le conseil de prud'hommes est déclaré installé. Tout prud'homme qui, sans motif légitime, n'aura pas prêté serment dans le mois de la séance d'installation, sera considéré comme démissionnaire.

Le serment est prêté après chaque renouvellement du conseil.

Ontwerp der Regeering.

ART. 23.

Bij elke vernieuwing van den raad blijven de uittredende leden in dienst in afwachting van hunne nieuwe aanstelling of van die hunner opvolgers.

Elk lid, gekozen ter vervanging van een ander, blijft slechts in dienst zolang het aan zijn voorganger toevertrouwde lidmaatschap duurt.

ART. 24.

De werkrechters en hunne plaatsvervangers leggen den volgende eed af :

« Ik zweer de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk na te leven ; uitspraak te doen met onpartijdigheid en zonder vooroordeel. »

Of :

« Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge ; de juger avec impartialité et sans prévention. »

Of :

« Ich schwöre den belgischen Staatsverfassung und Gesetzen gehörsam nachzukommen und mit Unparteilichkeit und ohne Vorurteil zu richten. »

Het oudste lid in jaren die ter aanstellingszitting voorzigt, legt dien eed af in handen van den gouverneur der provincie of van zijn gelastigde ; de overige werkende leden en de plaatsvervangers, in handen van het oudste lid in jaren.

Na de eedaflegging wordt de werkrechtersraad voor aangesteld verklaard. Elk werkrechter, die zonder wettige reden den eed niet aflegt binnen één maand na de aanstellingszitting, wordt beschouwd als ontslag-nemer.

De eed wordt afgelegd na elke vernieuwing van den raad.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 24. Alinéa 1^{er}, à modifier comme suit : « Les prud'hommes et leurs suppléants prêtent, entre les mains du prési- dent du conseil, le serment suivant : » etc. »	ART. 24. Het eerste lid te wijzigen als volgt : « De arbeidsrechters en hunne plaatsvervangers leg- gen, in handen van den voorzitter van den raad, den volgenden eed af : » , enz. »		

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

DES PRÉSIDENTS, ASSESSEURS JURIDIQUES, GREFFIERS, GREFFIERS ADJOINTS ET DU PERSONNEL DES GREFFES.

VOORZITTERS, RECHTSKUNDIGE BIJZITTERS, GRIFFIERS, ADJUNCT-GRIFFIERS EN GRIFFIEPERSONEEL.

ART. 25.

ART. 25.

Tout conseil de prud'hommes comprend deux présidents, nommés par le Roi, sur deux listes de candidats, présentés par les membres.

In elken werkrechtensraad zijn er twee voorzitters, door den Koning benoemd uit twee, door de leden op te maken voordrachten.

Pour procéder à cette présentation, le conseil se divise en deux assemblées composées respectivement des prud'hommes employeurs et des prud'hommes ouvriers et employés. Chaque assemblée choisit, dans son sein, deux candidats. La réunion est présidée par le plus âgé des membres présents.

Om die voordrachten op te maken, vergadert de raad in twee afdeelingen, bestaande onderscheidenlijk uit werkrechtens-werkgevers en werkrechtens-werklieden en bedienden. Iedere afdeeling kiest, in haar schoot, twee kandidaten. In elk dier afdeelingen zit de eerstgeborene der leden voor.

Dans chaque assemblée, la présentation se fait séparément pour chacun des deux candidats; elle a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue.

In elke afdeeling wordt elke candidaat afzonderlijk voorgedragen bij geheime stemming en met volstrekte meerderheid.

Si, pour la présentation d'un candidat, deux scrutins consécutifs sont demeurés sans résultat, il est procédé au ballottage à la majorité relative. En cas de parité, la préférence est donnée au plus âgé.

Indien, voor het voordragen van een candidaat twee achtereenvolgende stemmingen zonder uitslag bleven, wordt er overgegaan tot herstemming, waarbij een betrekkelijke meerderheid volstaat. Staken de stemmen, dan wordt de voorkeur gegeven aan den oudste.

Les deux présidents ne peuvent être nommés sur la même liste.

De twee voorzitters mogen niet uit dezelfde voordracht worden benoemd.

Ils exercent alternativement leurs fonctions durant une période de six mois. La désignation de celui qui entrera le premier en charge, est faite par voie de tirage au sort.

Zij oefenen beurtelings hun ambt uit gedurende een tijdsbestek van zes maand. Hij die het eerst dient op te treden, wordt door het lot aangewezen.

Les présidents, aux cours de la période de six mois, durant laquelle ils sont en fonctions, président les diverses chambres mais ils n'ont voix délibérative que dans la chambre dont ils sont membres.

Gedurende het tijdsbestek van zes maand, dat zij hun ambt vervullen, zitten de voorzitters in de verschillende kamers voor, doch zij zijn slechts stemgerechtigd in de kamer waarvan zij lid zijn.

Les présidents en fonctions président également le conseil. Toutefois,

De dienstdoende voorzitters zitten ook in den werkrechtensraad voor.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 25. A rédiger comme suit : « Le Roi nomme près chaque conseil de prud'hommes deux présidents. L'arrêté de nomination détermine la chambre à laquelle chaque président est attaché. Il désigne, en outre, celui des deux présidents qui exerce les fonctions de président du conseil. » Les présidents doivent être Belges, âgés de vingt-cinq ans accomplis et porteurs du diplôme de docteur en droit. » Le président du conseil et le président de chambre se suppléent, le cas échéant. »	ART. 25. Te doen luiden : « De Koning benoemt twee voorzitters bij elken werkrechtensraad. Het besluit van benoeming bepaalt de kamer waaraan elke voorzitter is gehecht. Het bepaalt daarbij welke der beide voorzitters het ambt van voorzitter van den raad bekleedt. » De voorzitters moeten Belg zijn, ten volle vijf en twintig jaar oud en houder van het diploma van doctor in rechten. » De voorzitter van den raad en de kamervoorzitter vervangen elkaar, bij voorkomend geval. »	ART. 25. Rédiger comme suit la dernière phrase du 4^e alinéa : « En cas de parité, la préférence est donnée au plus ancien conseiller. » VAN ROOSBROECK.	ART. 25. Den laatsten volzin van lid 4 te doen luiden : « Staken de stemmen dan wordt de voorkeur gegeven aan den werkrechter die het langst dit ambt heeft vervuld. »

Projet du Gouvernement.

dans les rapports avec les autorités, la juridiction est représentée par le président le plus ancien, ou, en cas d'égalité dans la durée des fonctions, par le plus âgé.

Les présidents se suppléent l'un l'autre, le cas échéant.

Les mandats des présidents prennent fin lors du renouvellement du conseil.

Après le renouvellement du conseil, les présidents sortants continuent néanmoins à exercer leurs fonctions en attendant leur renomination ou la nomination de leurs successeurs.

ART. 26.

Le Roi nommera auprès de chaque chambre un docteur en droit, de nationalité belge et de vingt-cinq années d'âge au moins, en qualité d'assesseur juridique.

L'assesseur juridique le plus ancien, ou, à ancienneté égale, le plus âgé, assiste aux séances du conseil siégeant chambres réunies.

Les assesseurs juridiques prennent part aux délibérations avec voix consultative et, éventuellement, départagent les votes.

Ils se suppléent l'un l'autre, le cas échéant.

ART. 27.

Avant leur entrée en fonctions, les assesseurs juridiques prêtent, entre les mains du président du conseil, le serment prescrit par l'article 24.

L'assesseur juridique qui, sans motifs légitimes, n'aura pas prêté serment dans le mois de la publication de sa nomination au *Moniteur*, sera considéré comme démissionnaire.

Ontwerp der Regearing.

Echter, wat de betrekkingen met de overheden betreft, wordt de raad vertegenwoordigd door den eerstbenoemden voorzitter of, zoover beide voorzitters tegelijkertijd werden benoemd, door den oudste.

De voorzitters vervangen elkaar bij voorkomend geval.

Het lidmaatschap der voorzitters eindigt met de vernieuwing van den raad.

Na de vernieuwing van den raad blijven de uittredende voorzitters in bediening in afwachting van hunne nieuwe benoeming of van die hunner opvolgers.

ART. 26.

Bij elke kamer benoemt de Koning, tot rechtskundig bijzitter, een doctor in de rechten, die Belg en minstens vijf en twintig jaar oud dient te zijn.

De eerstbenoemde rechtskundige bijzitter of, zoo de rechtskundige bijzitters tegelijkertijd worden benoemd, de oudste woont de zittingen van den raad bij, wanneer de kamers samen zitten.

De rechtskundige bijzitters nemen aan de beraadslagingen deel met een adviseerende stem en, bij staking van stemmen, met een overwegende stem.

Zij vervangen elkaar, bij voorkomend geval.

ART. 27.

Alvorens in dienst te treden, leggen de rechtskundige bijzitters den bij artikel 24 voorgeschreven eed af in handen van den voorzitter van den raad.

De rechtskundige bijzitter, die zonder gegronde reden den eed niet aflegt binnen één maand na de bekendmaking van zijn benoeming in den *Moniteur belge*, wordt beschouwd als ontslagnemer.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 26.	ART. 26.		
A supprimer.	Te doen wegvallen.		
ART. 27.	ART. 27.		
A rédiger comme suit :	Te doen luiden :		
« Avant leur entrée en fonctions, le président du conseil et le président de chambre prêtent, entre les mains du Gouverneur de la province ou de son délégué, le serment prescrit par l'article 24.	« Alvorens zij hun ambt waarnemen, leggen de voorzitter van den raad en de kamervoorzitter, in handen van den Gouverneur der provincie of van zijn geachtigde, den bij artikel 24 voorgeschreven eed af.		
» Le président du conseil ou le président de chambre qui, sans motifs légitimes, n'aura pas prêté serment dans le mois de la publication de sa nomination au <i>Moniteur</i> , sera considéré comme démissionnaire. »	» De voorzitter van den raad of de kamervoorzitter die, zonder wettige redenen den eed niet aflegt binnen één maand na de bekendmaking van zijne benoeming in het <i>Staatsblad</i> , wordt beschouwd als ontslagneemer. »		

Projet du Gouvernement.

ART. 28.

Un greffier est attaché à chaque conseil de prud'hommes ; il est nommé par arrêté royal.

Lorsque les besoins du service l'exigent, le Roi désigne, en outre, un ou plusieurs greffiers adjoints, avec mission d'assister le greffier et de le suppléer, le cas échéant. Les greffiers adjoints sont nommés sur une liste présentée par le greffier et comprenant deux fois plus de noms qu'il y a d'emplois à conférer.

Nul ne peut être nommé greffier ou greffier adjoint d'un conseil de prud'hommes s'il n'est Belge et âgé de vingt-cinq ans accomplis.

Le greffier et les greffiers adjoints exercent leurs fonctions auprès du conseil de chaque chambre.

Ils sont tenus de résider dans la commune où le conseil a son siège ou dans un rayon maximum de 5 kilomètres. En cas d'infraction à cette disposition, l'intéressé est rappelé à l'observation de la loi par le Ministre de l'Industrie et du Travail. Faute de se conformer à la loi dans les trois mois du rappel, il est considéré comme démissionnaire.

A défaut de greffier adjoint, le greffier est remplacé, le cas échéant, par une personne de nationalité belge et de vingt-cinq années d'âge au moins, assumée par la chambre compétente ou par le conseil.

L'organisation et le contrôle du fonctionnement administratif du greffe ainsi que le mode et les conditions de nomination des commis aux écritures et autres agents subalternes qui y sont attachés, seront déterminés par arrêté royal.

ART. 29.

Avant d'entrer en fonctions, le greffier et les greffiers adjoints prêtent,

Ontwerp der Regeering.

ART. 28.

Een griffier wordt bij elken werkrechttersraad aangesteld ; hij wordt, benoemd bij Koninklijk besluit.

Wordt het door den dienst vereischt, dan kan de Koning, daarenboven, een of meer adjunct-griffiers benoemen, ten einde den griffier bij te staan en, bij voorkomend geval, te vervangen. De adjunct-griffiers worden benoemd uit eene door den griffier opgemaakte voordracht, houdende tweemaal meer namen dan er ambten te begeven zijn.

Niemand kan tot griffier of adjunct-griffier van een werkrechttersraad worden benoemd, zoo hij niet Belg is en volle vijf en twintig jaar oud.

De griffier en de adjunct-griffiers oefenen hun ambt uit bij den raad en bij elke kamer.

Zij zijn verplicht te verblijven in de gemeente, waar de raad zijn zetel heeft of althans niet verder dan vijf kilometer van die gemeente af. In geval van inbreuk op deze bepaling, wordt de belanghebbende door den Minister van Nijverheid en Arbeid vermaand. Bij gebrek aan naleving der wet binnen de drie maand na die vermaning, wordt hij als ontslagnemer beschouwd.

Bij ontstentenis van adjunct-griffier, wordt de griffier, bij voorkomend geval, vervangen door een persoon, die Belg is en minstens vijf en twintig jaar oud, door de bevoegde kamer of den raad tot waarnemend griffier aangesteld.

De inrichting en de controle van den inwendigen dienst der griffie, alsmede de wijze en de voorwaarden, waarop de ondergeschikte griffiebeambten, waaronder de klerken, dienen benoemd, worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 29.

Alvorens in dienst te treden, leggen de griffier en de adjunct-griffiers in

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 28.	ART. 28.	ART. 28.	ART. 28.
Alinéa 1 ^{er} : Ajouter <i>in fine</i> les mots : « le conseil entendu ».	Lid 1. <i>In fine</i> , de woorden : « nadat de raad werd gehoord » toe te voegen.	A rédiger comme suit : « Chaque conseil de prud'hommes nomme son greffier. Lorsque les besoins du service l'exigent, il désigne un ou plusieurs greffiers adjoints avec mission d'assister le greffier et de le suppléer, le cas échéant. » Nul ne peut être nommé greffier ou greffier adjoint d'un conseil de prud'hommes s'il n'est Belge et âgé de vingt-cinq ans accomplis. » Le greffier et les greffiers adjoints exercent leurs fonctions auprès du conseil et de chaque chambre. » Ils sont tenus de résider dans la commune où le conseil a son siège ou dans un rayon maximum de 5 kilomètres. En cas d'infraction à cette disposition, l'intéressé est rappelé à l'observation de la loi par le président du conseil. Faute de se conformer à la loi dans les trois mois du rappel, il est considéré comme démissionnaire. » Maintenir les deux derniers alinéas.	Te doen luiden : « Elke werkrechtensraad benoemt zijn griffier. Wordt het door den dienst vereischt, dan benoemt hij een of meer adjunct-griffiers om den griffier bij te staan en desgevallend te vervangen. » Niemand kan tot griffier of adjunct-griffier van een werkrechtensraad worden benoemd, zoo hij niet Belg is en minstens vijf en twintig jaar oud. » De griffier en adjunct-griffier oefenen hun ambt uit bij den raad en bij elke kamer. » Zij zijn gehouden te verblijven in de gemeente waar de raad zijn zetel heeft of althans niet verder dan 5 kilometers van die gemeente af. In geval van inbreuk op deze bepaling wordt de belanghebbende door den voorzitter van den raad vermaand. Bij gebrek aan naleving van de wet binnen drie maand na die vermaning, wordt hij als ontslagnemer beschouwd. » De twee laatste alinea's als in het artikel.
		VAN ROOSBROECK.	

Projet du Gouvernement.

entre les mains du gouverneur de la province ou de son délégué, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Les agents subalternes du greffe et la personne assumée en cas d'empêchement du greffier prêtent le même serment entre les mains du président du conseil.

ART. 30.

Il sera fait application aux assessseurs juridiques, greffiers, greffiers adjoints et commis aux écritures, des dispositions de l'article 5 de la loi du 31 juillet 1921 concernant l'emploi des langues en matière administrative.

En ce qui concerne les conseils dont le siège se trouve situé dans l'agglomération bruxelloise, nul ne pourra être nommé à l'une des fonctions reprises sous l'alinéa premier du présent article s'il ne justifie de la connaissance des deux langues nationales.

Le Roi pourra étendre cette obligation à d'autres conseils.

La justification des connaissances linguistiques requises ainsi que la création du jury d'examen sont réglées par arrêté royal.

Le jury sera nommé par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Si l'une des parties ne comprend pas la langue dont il est fait usage pour la tentative de conciliation ou les débats, l'emploi d'un interprète ou la traduction est obligatoire dans toutes les parties du pays, à moins de dispense expresse de la part de l'intéressé. Mention de cette dispense est faite à la feuille d'audience. Les frais d'interprète sont à charge du Trésor.

Ontwerp der Regeering.

handen van den gouverneur der provincie of van dezès gelastigde den eed af, voorgeschreven bij het decreet van 20 Juli 1831.

De ondergeschikte griffiebeamten en de tot waarnemend griffier aangestelde persoon, leggen denzelfden eed af in handen van den voorzitter van den raad.

ART. 30.

Op rechtskundige bijzitters, griffiers, adjunct-griffiers en klerken dienen te worden toegepast de bepalingen van artikel 5 der wet van 31 Juli 1921 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Wat betreft de werkrechtersraden gevestigd binnen de Brusselsche agglomeratie, kan niemand worden benoemd tot een der bij alinea 1 van dit artikel aangegeven bedieningen, zoo hij niet van de kennis van beide landstalen heeft laten blijken.

De Koning kan deze verplichting tot andere raden uitbreiden.

Hoe men van de vereischte taalkennis dient te laten blijken, wordt bij Koninklijk besluit geregeld; evenzoo het totstandbrengen der examencommissie.

De examencommissie wordt benoemd door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Wordt, bij het beproeven van eene minnelijke schikking of het voeren van een debat, gebruik gemaakt van een taal die een der betrokken partijen niet verstaat, dan zijn, in al de gewesten des lands, de bijstand van een tolk of de vertaling vereischt, tenzij daarvan uitdrukkelijk wordt vrijgesteld door den belanghebbende. Van deze vrijstelling wordt melding gemaakt in de notulen. De door tolk of vertaler veroorzaakte kosten komen ten laste van de Schatkist.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 30. Alinéa 1^{er} : A modifier comme suit : « Il sera fait application aux présidents, greffiers, greffiers adjoints, etc. »	ART. 30. Lid 1 : Te wijzigen als volgt : « Op voorzitters, griffiers, substituut-griffiers, enz. »		

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

CHAPITRE III.

HOOFDSTUK III.

DU RÈGLEMENT DU SIÈGE.

REGLING DER TERECHTZITTINGEN.

ART. 31.

ART. 31.

A chaque audience on ne convoquera que quatre prud'hommes au plus, choisis pour moitié parmi les employeurs et pour moitié parmi les ouvriers ou employés. Toutefois, la présence d'un prud'homme employeur et d'un prud'homme ouvrier ou employé suffit.

Les prud'hommes siègent à tour de rôle, suivant un roulement qui sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur du conseil.

Si l'une des affaires à appeler à l'audience soulève une question d'ordre technique, on convoquera néanmoins de préférence les prud'hommes qui possèdent la compétence spéciale nécessaire.

Le président, lorsqu'il ne fait pas partie de la chambre, ni l'assesseur juridique ne sont comptés pour former le nombre minimum de présences requises.

Tot elke terechtzitting worden hoogstens vier werkrechters opgeroepen, gekozen voor de helft uit de werkrechters-werkgevers en, voor de wederhelft, uit de werkrechters-werknemers. De tegenwoordigheid van een rechter-werkgever en van een rechter-werkman of -bediende volstaat.

De werkrechters zetelen beurtelings, naar een beurtwisseling bepaald bij het huishoudelijk reglement van den raad.

Moest een van de ter terechtzitting te behandelen zaken aanleiding geven tot moeilijkheden van technischen aard, zoo dienen toch bij voorkeur de werkrechters te worden opgeroepen, die de noodige bijzondere bevoegdheid bezitten.

De voorzitter, wanneer hij niet lid is van de kamer, en de rechtskundige bijzitter komen niet in aanmerking ter berekening van het vereischt minimum der tegenwoordige rechters.

ART. 32.

ART. 32.

Chaque fois que les prud'hommes d'un groupe se présenteront en nombre plus considérable que les prud'hommes de l'autre groupe, la chambre, pour rétablir l'égalité désignera, de commun accord, les membres du groupe le plus nombreux qui n'auront pas voix délibérative.

En cas de désaccord, la voix délibérative sera retirée aux membres de ce groupe les moins âgés.

Telkens wanneer de werkrechters van eene groep talrijker opkomen dan de werkrechters van de andere groep, duidt de kamer, ten einde de gelijkheid te herstellen, in gemeen overleg, de leden van de talrijkst opgekomen groep aan, die geen beraadslagende stem hebben.

Raakt men het niet eens, dan wordt de beraadslagende stem ontnomen aan de jongste leden van de talrijkst opgekomen groep.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 31.	ART. 31.	ART. 31. Alinéa 1 ^{er} . — « A chaque audience on ne convoquera que six prud'hommes au plus, choisis pour moitié parmi les « employeurs » et pour moitié parmi les « employés ». Toutefois la présence de deux prud'hommes « employeurs » et de deux prud'hommes « employés » suffit ». Maintenir les autres alinéas. VAN ROOSBROECK.	ART. 31. Lid 1. — « Tot elke terechtzitting worden hoogstens zes werkrechters opgeroepen, gekozen voor de helft uit de « werkgevers » en voor de wederhelft uit de « werknemers ». Echter de aanwezigheid van twee rechters « werknemers » en van twee rechters « werkgevers » volstaat ». De overige alinea's blijven ongewijzigd.
Alinéa final : A supprimer.	De slotalinea te doen wegvallen.		

Projet du Gouvernement.

Toutefois, lorsqu'il est nécessaire de maintenir la voix délibérative à l'un des membres en question en raison de sa compétence technique, il siégera dans ces conditions, aux lieu et place du prud'homme qui, dans son groupe, le précède immédiatement au point de vue de l'âge.

ART. 33.

Aucune audience ne peut être tenue sans la présence d'un président et d'un assesseur juridique ni, dans les cas prévus par l'article 34, de l'assesseur technique ou de son suppléant.

ART. 34.

Lorsque le différend soulève une question d'ordre technique et que les membres présents ne possèdent pas la compétence nécessaire pour le trancher, la chambre s'adjoindra, pour le jugement de la contestation, un assesseur technique employeur et un assesseur technique ouvrier ou employé, choisis parmi les éligibles qui exercent la même profession que les parties.

Si la compétence technique nécessaire est possédée par un ou plusieurs membres de l'un des deux groupes, un assesseur technique sera adjoint à l'autre groupe. En vue de rétablir l'équilibre, il siégera aux lieu et place du membre le moins ancien du groupe qu'il complète ou, à ancienneté égale, du membre de ce groupe le moins âgé.

La désignation des éligibles qui seront appelés, le cas échéant, à remplir les fonctions d'assesseur technique, aura lieu, après chaque renouvellement du conseil, à la suite de la double réunion dont il est question à l'article 25. Chacun des deux groupes

Ontwerp der Regeering.

Indien het evenwel noodig is een van bedoelde leden, wegens zijn technische kennis, stemgerechtigd te laten, dan doet zij zulks ter vervanging van zijnen in zijne groep onmiddellijk ouderen mederechter.

ART. 33.

Geen terechtzitting mag worden gehouden buiten de aanwezigheid van een voorzitter en van een rechtskundigen bijzitter, noch, in de bij artikel 34 voorziene gevallen, van den technischen bijzitter of van diens plaatsvervanger.

ART. 34.

Indien het geschil aanleiding geeft tot het onderzoeken van technische aangelegenheden en de aanwezige leden niet de noodige bevoegdheid bezitten om het op te lossen, roept de kamer, om uitspraak te doen over het geschil, den bijstand in van een technisch bijzitter-werkgever, alsmede van een technisch bijzitter-werkman of -bediende, gekozen onder de verkiesbaren, die hetzelfde beroep als dat van partijen uitoefenen.

Indien een of meer dezer leden van eene groep der zake kundig zijn, wordt een technisch bijzitter aan de andere groep toegevoegd. Ten einde het evenwicht te herstellen, zit de bijzitter in de plaats van het jongstbenoemde lid van de door hem aangevulde groep, of, zoo de leden dier groep tegelijkertijd werden benoemd, van het jongstgeboren lid dezer groep.

De verkiesbaren, desnoods op te roepen om als technisch bijzitter zitting te nemen, worden aangewezen na elke vernieuwing van den raad, na de bij artikel 25 voorziene dubbele vergadering. Ieder der beide groepen van elke kamer dient voor de binnen

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 33. Supprimer les mots : « ... et d'un assesseur juridique ».	ART. 33. De woorden « en van een rechtskundigen bijzitter » te doen wegvallen.		
ART. 34. Alinéa 3 : A rédiger comme suit : « La désignation des éligibles qui seront appelés, le cas échéant, à remplir les fonctions d'assesseur technique, aura lieu après chaque renouvellement du conseil, au cours de la séance d'installation dont il s'agit à l'article 24. » Pour procéder à cette désignation, le conseil se divise en deux assemblées, composées respectivement des prud'hommes employeurs et des prud'hommes ouvriers ou employés. Chacun des deux groupes de chaque chambre, etc. »	ART. 34. Lid 3 : Te doen luiden als volgt : « De kiesbare leden, eventueel op te roepen om als technisch bijzitter te fungeren, worden aangewezen na elke vernieuwing van den raad, in den loop van de installatiezitting voorzien bij artikel 24. » Om tot deze aanwijzing over te gaan vergadert de raad in twee afdelingen, bestaande onderscheidenlijk uit werkrechters-werkgevers en uit werkrechters-werklieden of bedienden. Ieder der beide groepen, enz. »	ART. 34. Introduire les assesseurs techniques pour les agriculteurs et les gens de maison. VAN ROOSBROECK.	ART. 34. De technische bijzitters toevoegen voor de landbouwers en de huisbedienden.

Projet du Gouvernement.

de chaque chambre choisira, pour les industries, commerces et autres professions exercés dans la circonscription, les éligibles chargés de la compléter éventuellement.

A chaque assesseur technique, il est adjoint un suppléant, choisi dans les mêmes conditions.

Les dispositions de l'article 23 sont également applicables aux assesseurs techniques

Avant de siéger, les assesseurs techniques prêtent, entre les mains du président du conseil, le serment prescrit par l'article 24.

ART. 35.

Un membre effectif ou un membre suppléant convoqué en lieu et place d'un membre effectif ne peut se dispenser d'assister à la séance qu'avec l'autorisation du président, à moins d'être légitimement empêché.

Dans ce dernier cas, il est tenu d'en avertir le président vingt-quatre heures au moins avant la séance.

Ces dispositions s'appliquent également aux assesseurs juridiques et aux assesseurs techniques.

ART. 36.

Les prud'hommes, les assesseurs juridiques et les assesseurs techniques pourront être récusés :

1^o S'ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2^o S'ils sont parents ou alliés d'une des parties, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;

3^o Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties, ou son conjoint ou ses parents et alliés en ligne directe ;

Ontwerp der Regeering.

het rechtsgebied uitgeoefende nijverheids-, handels- of andere beroepen, de verkiesbaren aan te wijzen, belast de groep desnoods aan te vullen.

Aan elken technischen bijzitter wordt een onder dezelfde voorwaarden aangewezen plaatsvervanger toegevoegd.

De bepalingen van artikel 23 zijn insgelijks toepasselijk op de technische bijzitters.

Alvorens zitting te nemen, leggen de technische bijzitters, in handen van den voorzitter van den raad den eed af voorgeschreven bij artikel 24.

ART. 35.

Een werkend lid of een ter vervanging van een werkend lid opgeroepen plaatsvervanger mag de terechtzitting niet verzuimen, tenzij mits verlof van den voorzitter, of tenzij in geval van werkelijke verhindering.

In het laatst vermeld geval, dient hij den voorzitter daarvan minstens vier en twintig uur vóór de terechtzitting te verwittigen.

Deze bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de rechtskundige en de technische bijzitters.

ART. 36.

De werkrechters, de rechtskundige en technische bijzitters kunnen worden gewraakt :

1^o Indien zij persoonlijk belang hebben bij het geschil ;

2^o Indien zij bloed- of aanverwanten van eene der partijen zijn tot en met den graad van vollen neef ingesloten ;

3^o Indien, binnen het jaar, dat aan de wraking voorafging, een strafproces aanhangig is geweest tusschen hen en eene der partijen, of dezer echtgenoot, bloed- of aanverwanten in de rechte linie ;

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 35. Alinéa final : Supprimer les mots : « aux assesseurs juridiques et... » ART. 36. Alinéa 1^{er} : A rédiger comme suit : « Le président du conseil, le président de chambre, les prud'hommes et les assesseurs techniques pourront être récusés... »	ART. 35. Slotalinea : De woorden : « de rechtskundige en » te doen wegvallen. ART. 36. Lid 1 : Te doen luiden : « De voorzitter van den raad, de kamervoorzitter de werkrechters en de technische bijzitters mogen worden gewraakt... »	ART. 36.	ART. 36.

Projet du Gouvernement.

4° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint ;

5° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

6° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause.

Peut en outre être récusé, en cas de contestation entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés le prud'homme qui, en qualité d'ouvrier ou d'employé, est attaché à la même entreprise que les parties en cause ou est au service du patron de l'une d'elles.

ART. 37.

La partie qui voudra récuser un prud'homme, un assesseur juridique ou un assesseur technique, sera tenue de former sa récusation et d'en exposer les motifs par un acte qu'elle fera signifier par huissier au greffier du conseil qui visera l'original.

La personne récusée sera tenue de donner, au bas de cet acte, dans le délai de deux jours, sa déclaration par écrit portant, ou son acquiescement à la récusation, ou son refus de s'abstenir, avec ses réponses aux moyens de récusation.

ART. 38.

Dans les trois jours de la réponse de la personne récusée qui refuse de s'abstenir, ou faute par elle de répondre, expédition de l'acte de récusation et de la déclaration de la personne récusée, s'il y en a, sera envoyée par le greffier, sur la réquisition de la partie la plus diligente au procureur du Roi près le tribunal de première instance dans le ressort duquel le conseil de prud'hommes est établi.

Ontwerp der Regeering.

4° Indien een burgerlijk proces ahangig is tusschen hen en een der partijen of dezer echtgenoot ;

5° Indien zij omtrent het geschil een geschreven advies hebben gegeven ;

6° Indien zij werkgever, werkman of bediende van een der betrokken partijen zijn.

Bovendien kan worden gewraakt, in geval van geschil tusschen werklieden, tusschen bedienden of tusschen werklieden en bedienden, de werkrechtters die, als werklieden of bedienden, werkzaam zijn in dezelfde onderneming als de betrokken partijen of bij den werkgever van een der partijen.

ART. 37.

De partij, die een werkrechter, een rechtskundig of technisch bijzitter wil wraken, dient zulks, onder opgaaf van redenen, te doen bij akte, door een deurwaarder te beteekenen aan den griffier van den raad, die het origineel viseert.

De gewraakte persoon moet, binnen twee dagen, onderaan die akteschriftelijk de verklaring vermelden, houdende ofwel dat hij in de wraking berust, ofwel dat hij weigert zich te onthouden, met zijn antwoord op de middelen van wraking.

ART. 38.

Binnen drie dagen na het antwoord van den gewraakten persoon, die weigert zich te onthouden, of bij gebrek van antwoord, wordt een afschrift der akte van wraking en der eventueele verklaring van den gewraakten persoon, door den griffier, op aanzoek der eerstgereede partij, gezonden aan den procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg, tot welker gebied de werkrechttersraad behoort.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
« 5° S'ils se sont prononcés sur le fond de l'affaire. »	« 5° Indien zij over den grond van de zaak uitspraak hebben gedaan. »	Au 5°. Intercaler après les mots : « avis écrit », les mots : « ou verbal ». LEBON.	In 5°. Na het woord : « geschreven », de woorden : « of mondeling » in te voegen.
ART. 37. Alinéa 1^{er}. — A rédiger comme suit : « La partie qui voudra récuser un président, un prud'homme ou un assesseur technique... »	ART. 37. Lid 1 : Te doen luiden : « De partij die een voorzitter, een werkrechter, een rechtskundig of technisch bijzitter wil wraken... »		

Projet du Gouvernement.

La récusation sera jugée par ce tribunal dans la huitaine, sur les conclusions du procureur du Roi, sans qu'il soit besoin d'appeler les parties.

ART. 39.

Tout prud'homme, tout assesseur juridique ou tout assesseur technique qui aura connaissance d'une cause de récusation en sa personne, sera tenu de la déclarer au conseil qui décidera s'il doit s'abstenir.

ART. 40.

Si, au jour de l'audience, les prud'hommes présents ne se trouvent point dans les conditions requises pour siéger, les affaires seront remises à une prochaine audience.

Si, à cette seconde audience, la même circonstance se reproduit, les prud'hommes présents dressent un procès-verbal déclarant que la chambre n'a pu siéger et indiquant les noms des membres absents aux deux audiences. Ce procès-verbal est transmis sur l'heure au procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le conseil de prud'hommes est établi.

Les prud'hommes absents seront cités devant la Cour d'appel qui, s'ils ne peuvent justifier leur absence, les condamnera à une amende de 26 à 200 francs.

Les conseillers ainsi condamnés seront déclarés démissionnaires.

Après la seconde audience, chacune des parties en cause sera libre de porter la contestation devant la chambre compétente du conseil de prud'hommes de la province le plus rapproché. S'il n'y a pas d'autre conseil de prud'hommes dans la province, le différend pourra être soumis à la chambre compétente du conseil de prud'hommes le plus rapproché, établi dans une province limitrophe.

Ontwerp der Regeering.

Deze rechtbank beslist over de wraeking binnen acht dagen, de procureur des Konings gehoord, zonder dat het noodig is partijen op te roepen.

ART. 39.

Elk werkrechter, elk rechtskundig of technisch bijzitter, wetende dat er een reden is, waarop hij zou kunnen worden gewraakt, dient die reden bekend te maken aan den raad; deze beslist of hij zich moet onthouden.

ART. 40.

Indien, op den dag der zitting, de aanwezige werkrechters zich niet in de vereischte voorwaarden bevinden om te zetelen, worden de zaken tot eene aanstaande zitting verdaagd.

Is zulks op een tweede zitting weer het geval, dan maken de aanwezige werkrechters daarvan proces-verbaal op, ten blijke er van dat de kamer geen terechtzitting kon houden en waarin worden opgegeven de namen van de leden, die beide zittingen niet bijwoonden. Dit proces-verbaal wordt onverwijld gezonden aan den procureur-generaal bij het Hof van beroep tot wiens gebied de werkrechtersraad behoort.

De afwezig gebleven werkrechters worden gedaagd voor het Hof van beroep, dat hen, zoover zij hun afwezigheid niet kunnen rechtvaardigen, veroordeelt tot eene geldboete van 26 tot 200 frank.

De aldus veroordeelde werkrechters worden ontslagnemers verklaard.

Na de tweede zitting, kunnen de betrokken partijen het geschil brengen voor de bevoegde kamer van den naasten werkrechtersraad der provincie. Bestaat er in de provincie geen andere werkrechtersraad, dan kunnen zij het geschil brengen voor de bevoegde kamer van den naasten werkrechtersraad eener aangrenzende provincie.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 39. A rédiger comme suit : « Tout président, tout prud'homme ou tout assesseur technique qui aura connaissance... »	ART. 39. Te doen luiden : « Elke voorzitter, elk werkrechter of elk technisch bijzitter er van bewust... »		

Projet du Gouvernement.

ART. 41.

Dans le cas de l'article précédent, après la première audience, le greffier convoquera les prud'hommes, par écrit et à domicile, pour l'audience suivante. Le bulletin de convocation devra être remis au moins trois jours francs avant celui de la réunion. Il fera mention de l'impossibilité où la chambre s'est trouvée de se constituer et rappellera les dispositions de l'article précédent.

ART. 42.

Les contestations entre ouvriers et employés sont jugées par une chambre spéciale composée de manière à ce que chacun des groupes des deux chambres compétentes s'y trouve représenté par l'un de ses membres.

La chambre spéciale est présidée par le président du conseil, qui, éventuellement, représente de droit le groupe auquel il appartient. Le président du conseil désigne les autres membres en portant son choix, de préférence, le cas échéant, sur les prud'hommes qui possèdent la compétence technique nécessaire pour trancher le différend.

L'assesseur juridique le plus ancien ou, à ancienneté égale, le plus âgé, prend part aux délibérations de la chambre spéciale avec voix consultative et, au besoin, départage les voix.

Il sera fait application, éventuellement, des règles énoncées aux alinéas 1 et 2 de l'article 34.

Ontwerp der Regeering.

ART. 41.

In het bij artikel 40 voorzien geval, roept de griffier na de eerste zitting, de werkrechters, schriftelijk en aan hunne woonplaats, voor de volgende zitting op. De oproepingsbrief dient minstens drie volle dagen vóór den dag dier volgende zitting te worden afgegeven. Daarin wordt vermeld dat de kamer niet kan vergaderen bij gebrek aan het vereischt getal leden, en wordt herinnerd aan de bepalingen van het vorig artikel.

ART. 42.

De geschillen tusschen werklieden en bedienden worden berecht door een bijzondere kamer, in dier voege samengesteld dat elke groep der beide bevoegde kamers er door een harer leden wordt vertegenwoordigd.

In de bijzondere kamer zit de voorzitter van den raad voor, die eventueel de groep, waartoe hij behoort, rechtshalve vertegenwoordigt. De voorzitter van den raad wijst de andere leden aan, zoo mogelijk, bij voorkeur, onder de werkrechters, die technisch genoeg onderlegd zijn om het geschil te berechten.

De eerstbenoemde technische bijzitter of, zoo de technische bijzitters te gelijktijd werden benoemd, de oudste, neemt deel aan de beraadslagingen der bijzondere kamer. Hij heeft daarbij een adviseerende stem en, bij staking van stemmen, een overwegende stem.

Eventueel worden de in alinea 1 en 2 van artikel 34 opgesomde regels toegepast.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 42. Alinéa 2 : Supprimer : « ...qui éventuellement représente de droit le groupe auquel il appartient ». Alinéa 3 : A supprimer.	ART. 42. Lid 2 : De woorden : « die eventueel, rechtshalve, de groep vertegenwoordigt waartoe hij behoort. » te doen wegvallen. Lid 3 : Te doen weg- vallen.		

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regering.

TITRE III.**TITEL III.**DE LA COMPÉTENCE DES CONSEILS
DE PRUD'HOMMES.BEVOEGDHEID VAN DE WERKRECH-
TERSRADEN.

ART. 43.

ART. 43.

Les conseils de prud'hommes connaissent :

De werkrechtshraden nemen kennis :

1^o Des contestations relatives à l'apprentissage, au contrat de travail et à tout autre louage de services, à l'exclusion des actions en réparation des dommages occasionnés par des accidents du travail ;

1^o Van de geschillen betreffende de leercontracten, het arbeidscontract en alle andere dienstcontracten, met uitsluiting van de rechtsvorderingen tot vergoeding van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen ;

2^o Des demandes en restitution de cautionnements, certificats, actes, outils, vêtements ou autres objets remis en exécution des contrats susvisés ;

2^o Van de eischen tot teruggaaf van borgstellingen, getuigschriften, akten, gereedschap, kleederen of andere voorwerpen, ter uitvoering van bedoelde contracten afgegeven ;

3^o Des contestations relatives aux livrets d'ouvriers ;

3^o Van de geschillen betreffende de werkmansboekjes ;

4^o Des actions basées sur les clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de louage d'ouvrage ;

4^o Van de eischen gegrond op de bedingen van niet-concurrentie, opgenomen in een dienstcontract ;

5^o Des contestations entre des ouvriers et des personnes faisant profession de leur céder l'usage de locaux ou d'instruments de travail ou la force motrice ;

5^o Van de geschillen tusschen werklieden en personen die beroepsmatig arbeidslokalen, arbeidsgereedschap of drijfkracht door werklieden laten benutten ;

6^o Des contestations entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés, nées à l'occasion de l'exercice du métier ou de la profession ;

6^o Van de geschillen tusschen werklieden, tusschen bedienden of tusschen werklieden en bedienden, ontstaan bij het uitoefenen van het ambacht of beroep ;

7^o Des contestations entre artisans et, en général, entre personnes qui exercent pour leur propre compte une profession industrielle ou d'art industriel, soit seules, soit assistées seulement de membres de leur famille habitant avec elles ;

7^o Van de geschillen tusschen ambachtslieden, en in 't algemeen, tusschen personen die voor eigen rekening een nijverheids- of kunstnijverheidsberoep uitoefenen, hetzij alleen, hetzij geholpen enkel door bij hem inwonende nabestaanden ;

8^o Des contestations entre propriétaires ou armateurs de bâtiments de commerce et gens de mer ainsi qu'entre propriétaires ou armateurs de bateaux de pêche et patrons ou pêcheurs.

8^o Van de geschillen tusschen eigenaars of reeders van koopvaardij-schepen en zeelieden, alsmede tusschen eigenaars of reeders van visschersschepen en schippers of visschers ;

9^o Des contestations entre personnes qui, dans l'exercice d'une profession, travaillent manuellement pour compte commun.

9^o Van de geschillen tusschen personen die, bij het uitoefenen van een beroep, voor gemeenschappelijke rekening handenarbeid verrichten.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 43.	ART. 43.	ART. 43. Introduire les agricul- teurs et les gens de maison. VAN ROOSBROECK.	ART. 43. De landbouwers en de huisbedienden toevoegen.
« 8° Des contestations entre propriétaires ou ar- mateurs de bateaux de pêche et les patrons non proprié- taires et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche, ainsi que les patrons non propriétaires et le personnel des bateaux d'intérieur et des remor- queurs. »	« 8° Van de geschillen tusschen eigenaars of reeders van visschersschepen en zet- schippers en visschers inge- schreven op de monsterrol van een visschersschip, als- mede tusschen zetschippers van binnenschepen en sleep- booten. »	ART. 43. Supprimer : Sous le 8°, les mots : « ...entre propriétaires ou armateurs de bâtiments de commerce et gens de mer ainsi qu'... » ALBERT LEJEUNE.	ART. 43. Te doen wegvallen : In 8°, de woorden : « ... tusschen eigenaars of reeders van koopvaardij- schepen en zeelieden als- mede... »
		ART. 43. Alinéa 9. — A rédiger comme suit : « 8° Des contestations entre propriétaires ou amateurs de bâtiments de commerce, bateaux d'intérieur, remor- queurs et gens de mer ainsi qu'entre... », etc. WITTEMANS.	ART. 43. Lid 9. — Te doen luiden : « 8° Van de geschillen tusschen eigenaars of ree- ders van koopvaardijsche- pen, binnenschepen, sleep- booten en zeelieden als- mede... », enz.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 44.

ART. 44.

La compétence, quant au lieu, est fixée par la situation de la mine, de l'usine, de l'atelier, du magasin, du bureau et, en général, de l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société, de l'association, du groupement ou de l'institution sans but lucratif, pour toutes les contestations concernant :

De bevoegdheid, wat betreft de plaats, wordt vastgesteld door de ligging van de mijn, de fabriek, de werkplaats, den winkel, het kantoor en, over 't algemeen, van de plaats dienend tot het drijven der onderneming, tot de uitoefening van het beroep of tot de werkzaamheden der vennootschap, vereeniging, groep of instelling zonder winstgevend doel voor al de geschillen betreffende :

1^o Les ouvriers et employés qui y travaillent ;

1^o De werklieden en bedienden die er arbeiden ;

2^o Les ouvriers et employés qui, tout en ne travaillant pas dans l'établissement même, travaillent néanmoins habituellement dans les limites de la circonscription prud'homale dans laquelle l'établissement se trouve situé.

2^o De werklieden en bedienden die, alhoewel niet daarin arbeidende, toch gewoonlijk arbeiden binnen het gebied van den werkrechttersraad waartoe de inrichting behoort.

Dans les autres cas, la compétence quant au lieu est déterminée conformément aux dispositions du chapitre II de la loi du 25 mars 1876.

In de overige gevallen wordt de bevoegdheid, wat de plaats betreft, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II der wet van 25 Maart 1876.

Ces règles s'appliquent aux actions intentées par les employeurs comme à celles qui sont introduites par les ouvriers ou employés.

Deze regelen zijn van toepassing zoowel op de rechtsvorderingen ingesteld door de werkgevers als op die ingesteld door de werklieden of bedienden.

ART. 45.

ART. 45.

Les prud'hommes connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs, sans appel, et, à charge d'appel, au delà de cette somme.

De werkrechtters nemen kennis van de binnen hun bevoegdheid vallende vorderingen, zonder beroep, zoo die vorderingen niet hooger loopen dan 500 frank en, behoudens beroep, zoo ze wel hooger loopen.

Il n'y aura lieu à appel des sentences préparatoires ou interlocutoires qu'après les sentences définitives et conjointement avec l'appel de ces dernières.

Tegen voorbereidende of voorlopige vonnissen kan alleen beroep aangeekend worden na het vellen van de eindvonnissen en gelijktijdig met het beroep van die vonnissen.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 44.	ART. 44.
		Rédiger le premier alinéa comme suit :	Te doen luiden :
		« La compétence quant au lieu est fixée par la situation de la mine, de l'usine, du magasin, de l'atelier, du bureau et, en général, de l'endroit affecté de l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société, de l'association, du groupement ou de l'institution sans but lucratif, la firme ou société propriétaire de bateaux d'intérieur ou de remorqueurs pour toutes les contestations concernant », etc.	« De bevoegdheid, wat betreft de plaats, wordt vastgesteld door de ligging van de mijn, de fabriek, de werkplaats, den winkel, het kantoor, en over het algemeen, van de inrichting waarin een bedrijf of ander beroep wordt uitgeoefend, of waarin de werkzaamheden van een genootschap, vereeniging, groep of instelling zonder winstgevend doel, firma of vennootschap eigenaars van binnenschepen of sleepbooten voor al de geschillen betreffende », enz.
		WITTEMANS.	
		ART. 44.	ART. 44.
		Après les mots : « du bureau » ajouter : « ou lieu d'enrôlement ».	Na de woorden : « het kantoor » de woorden : « of plaats van aanmonstering » in te voegen.
		LEBON.	
		ART. 45.	ART. 45.
		Remplacer le chiffre 500 par 1,000 francs pour les ouvriers et 2,500 francs pour les employés.	De cijfers 500 te vervangen door 1,000 frank voor de arbeiders en 2,500 frank voor de bedienden.
		WITTEMANS.	
		ART. 45.	ART. 45.
		Les prud'hommes connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 1,000 francs, sans appel, et, à charge d'appel, au delà de cette somme.	De werkrechters nemen kennis van de eischen die tot hunne bevoegdheid behoren, zonder beroep zoo die eischen niet 1,000 frank overschrijden, en, behoudens beroep, zoo zij meer bedragen.
		VAN ROOSBROECK.	

Projet du Gouvernement.

ART. 46.

Lorsqu'à la demande principale, il est opposé une demande reconventionnelle ou en compensation, et que chacune d'elles est susceptible d'être jugée en dernier ressort, le conseil de prud'hommes prononce sur toutes sans appel. Si l'une des demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, il ne sera prononcé sur toutes qu'en premier ressort.

ART. 47.

Sans préjudice des poursuites devant les tribunaux ordinaires, les prud'hommes pourront réprimer, par voie disciplinaire, tout acte d'infidélité, tout manquement grave aux devoirs professionnels et tout fait tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, du bureau ou en général de l'endroit affecté à l'accomplissement du travail.

La peine ne pourra excéder vingt-cinq francs d'amende.

Les infractions prévues au présent article se prescrivent par quinze jours. Ce délai court, pour les faits commis à bord des bâtiments de commerce ou des bateaux de pêche, du jour de la rentrée du bâtiment ou du bateau au port.⁵

ART. 48.

Les sentences rendues en vertu de l'article précédent sont susceptibles d'opposition et d'appel.

ART. 49.

Les parties peuvent toujours, de commun accord, se présenter devant l'une des chambres d'un conseil de prud'hommes pour être conciliées par elle, même sur les différends qui ne

Ontwerp der Regeering.

ART. 46.

Wordt tegen den hoofdeisch een tegeneisch of een eisch tot schuldvergelijking ingesteld, en is elke der eischen er vatbaar voor, in hoogsten aanleg te worden beslecht, dan beslist de werkrechttersraad omtrent beide, zonder beroep. Kan omtrent een der eischen enkel behoudens beroep worden beslist, dan wordt over al de eischen slechts in eersten aanleg uitspraak gedaan.

ART. 47.

Onverminderd de vervolging voor de gewone rechtbanken, kunnen de werkrechttersraden langs disciplinair weg bestraffen elke daad van ontrouw, elk grof verzuim van de beroeps-plichten, alsmede al wat strekt om de orde en de tucht te storen in de werkplaats, op het kantoor of, over 't algemeen, in de plaats waar de arbeid moet verricht worden.

De straf mag niet 25 frank overschrijden.

De bij dit artikel voorziene overtredingen verjaren na verloop van vijftien dagen. Voor feiten begaan aan boord van koopvaardij- of visschersschepen, neemt deze termijn een aanvang op den dag, waarop het schip de haven weer binnenloopt.

ART. 48.

Vonnissen, krachtens het vorig artikel uitgesproken, zijn vatbaar voor verzet en beroep.

ART. 49.

Partijen kunnen immer, bij onderling goedvinden, voor eene der kamers van een werkrechttersraad verschijnen, om door haar een schikking te laten beproeven, zelfs in zake geschillen, die

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 46. Rédiger la dernière phrase comme suit : « Si l'une des demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, chaque demande sera considérée comme une affaire séparée. » WITTEMANS.	ART. 46. Den laatste volzin te doen luiden : « Kan omtrent een der eischen enkel behoudens beroep worden beslist, dan wordt elke eisch beschouwd als eene afzonderlijke zaak. »
ART. 47. Le dernier alinéa de cet article devra être supprimé si le Sénat revient sur son premier vote à l'article 2, puisque ce dernier exclut de la juridiction prud'homale les propriétaires et armateurs de bateaux de commerce et leur personnel, et de fait l'amendement de M. Wittemans disparaît.	ART. 47. Het laatste lid van dit artikel moet wegvallen zoo de Senaat terugkomt op zijne eerste stemming over artikel 2, vermits dit laatste aan de bevoegheid der werk-rechters onttrekt de eigenaars en reeders van koopvaardij-schepen en hunne bemanning en waardoor het amendement van den heer Wittemans vervalt.	ART. 47. Alinéa 3. — A rédiger comme suit : « Les infractions prévues au présent article se prescrivent par quinze jours. Ce délai court, pour les faits commis à bord des bâtimens de commerce, des bateaux d'intérieur, des remorqueurs ou des bateaux de pêche, du jour de la rentrée », etc. WITTEMANS.	ART. 47. Lid 3. — Te doen luiden : « Het strafvorderingsrecht inzake de bij dit artikel voorziene feiten verjaart in vijftien dagen. Voor feiten begaan aan boord van koopvaardij-schepen, binnenschepen, sleepbooten of vis-schersschepen, neemt deze termijn », enz.

Projet du Gouvernement.

sont pas de la compétence du conseil, en déclarant qu'elles recourent à ses bons offices.

Sur la demande qui leur en sera faite par le président, elles déclareront expressément si, faute d'avoir pu être conciliées, elles considéreront les prud'hommes conciliateurs comme arbitres.

Cette déclaration est signée par les intéressés, ou mention est faite qu'ils ne savent ou ne peuvent signer.

En cas de conciliation, le greffier dresse un procès-verbal, qui contient les nom, prénoms, profession et domicile des prud'hommes conciliateurs et, sommairement, les clauses de l'accord.

Le procès-verbal est signé par les parties ou mention est faite qu'elles ne savent ou ne peuvent signer.

L'accord intervenu a force de convention privée.

Si les parties n'ont pu être conciliées, la chambre intervient, le cas échéant, comme arbitre, en se conformant aux dispositions des articles 1003 et 1021 du Code de procédure civile.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux contestations des employeurs entre eux.

TITRE IV.**DU MODE DE PROCÉDER DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.****ART. 50.**

Dans chaque conseil de prud'hommes, chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Le bureau de conciliation se compose d'un prud'homme employeur, et,

Ontwerp der Regeering.

niet tot de bevoegdheid van den raad behooren, indien zij verklaren dat ze hare bemiddeling inroepen.

Op het verzoek, door den voorzitter tot partijen gericht, dienen deze uitdrukkelijk te verklaren dat zij hun geschil, zoo het niet mocht kunnen worden geschikt, door de werkrechters scheidsrechterlijk zullen laten afdoen.

Deze verklaring dient door de belanghebbenden te worden ondertekend; zoo niet, wordt vermeld dat zij niet kunnen teekenen.

In geval van schikking, maakt de griffier een proces-verbaal op, waarin worden opgegeven de familienaam, de voornamen, het beroep en de woonplaats der werkrechters-bemiddelaars en, bondig, de bedingen der schikking.

Dat proces-verbaal wordt door partijen ondertekend; zoo niet, wordt vermeld dat zij niet kunnen teekenen.

De getroffen schikking heeft dezelfde kracht als een private overeenkomst.

Mocht het geschil niet kunnen worden geschikt, dan treedt de kamer als scheidsgerecht op, met inachtneming van de bepalingen der artikelen 1003 tot 1021 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

De vorige bepalingen zijn insgelijks van toepassing op geschillen tusschen werkgevers onderling.

TITEL IV.**RECHTSPLEGING VOOR DE WERK-RECHTERSRADE.****ART. 50.**

In elken werkrechtersraad wordt, voor elke kamer, een bureel gevormd, dat in opdracht heeft partijen te verzoenen.

Het verzoeningsbureel is samengesteld uit een werkrechter-werkgever

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
—	—	—	—

Projet du Gouvernement.

suivant le cas, d'un prud'homme ouvrier ou d'un prud'homme employé.

A chacun des prud'hommes qui composent le bureau de conciliation est adjoint, en vue de le remplacer, le cas échéant, un suppléant choisi parmi les membres du même groupe. Pour l'application de cette disposition, les membres effectifs sont appelés de préférence aux membres suppléants.

Les prud'hommes de chaque groupe siègent au bureau de conciliation à tour de rôle, suivant un roulement qui les appelle par rang d'âge, en commençant par le plus âgé.

Les séances du bureau de conciliation sont présidées par le président en charge, si le roulement l'appelle à siéger, sinon par celui des deux membres qui est le plus ancien et, en cas d'égalité dans la durée des fonctions, par le plus âgé.

Le greffier ou un greffier adjoint assiste aux séances du bureau de conciliation.

Les bureaux de conciliation sont renouvelés tous les trois mois.

En cas de contestation entre un ouvrier et un employé, il est formé un bureau de conciliation spécial composé du prud'homme ouvrier et du prud'homme employé qui font partie respectivement du bureau de conciliation de l'une et de l'autre chambre compétente.

ART. 51.

Les bureaux de conciliation tiennent une séance par semaine, à moins qu'aucune affaire ne soit inscrite au rôle.

En cas de nécessité ou d'urgence, ils peuvent être convoqués extraordinairement par le président du conseil.

Le président peut aussi, d'après la nature des affaires, renvoyer les parties en conciliation, soit devant deux membres de la chambre, soit devant

Ontwerp der Regeering.

en, volgens het geval, uit een werk-rechter-werkman of een werk-rechter-bediende.

Aan elk der werkrechtters, waaruit het verzoeningsbureel is samengesteld, wordt, om hem desnoods te vervangen, een onder de leden van dezelfde groep gekozen plaatsvervanger toegevoegd. Voor de toepassing dezer bepaling hebben de gewone leden de voorkeur werkende boven de plaatsvervangende.

De werkrechtters van iedere groep zitten beurtelings in het verzoeningsbureel, volgens een beurtwisseling, waarbij zij naar hun leeftijd worden opgeroepen, te beginnen met den oudste in jaren.

Op de zittingen van het verzoeningsbureel neemt de dienstdoende voorzitter het voorzitterschap waar, indien het zijn beurt is te zitten; zoo niet, treedt van de twee leden, als voorzitter, het eerstbenoemd lid op en, zoo ze te gelijktijd werden benoemd, het oudste in jaren.

De griffier of een adjunct-griffier woont de zittingen van het verzoeningsbureel bij.

Om de drie maanden worden de verzoeningsbureelen vernieuwd.

In geval van geschil tusschen een werkman en een bediende, wordt een bijzonder verzoeningsbureel tot stand gebracht, samengesteld uit een werk-rechter-werkman en uit een werk-rechter-bediende, die deel uitmaken onderscheidenlijk van het verzoeningsbureel der eene en der andere bevoegde kamer.

ART. 51.

De verzoeningsbureelen houden één zitting per week, tenzij geen enkele zaak ter rolle werd gebracht.

Is het noodig of spoedeischend, dan kan de voorzitter van den raad de verzoeningsbureelen tot een buitengewone zitting oproepen.

Ook kan de voorzitter, volgens den aard der zaken, partijen tot verzoening verwijzen, 't zij naar twee leden der kamer, 't zij naar twee technische

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 50. Alinéa 5 : Supprimer les mots : « par le président en charge, si le roulement l'appelle à siéger, sinon... »	ART. 50. Lid 5 : De woorden : „ neemt de dienstdoende voorzitter het voorzitterschap waar, indien het zijne beurt is te zitten, zooniet, ... » te doen wegvallen.	ART. 51. Rédiger le premier alinéa comme suit : « Les bureaux de conciliation tiennent une séance par semaine et à jour fixe pour entendre toutes les affaires qui ont été portées au greffe du conseil de prud'hommes dans la dernière quinzaine, à moins qu'aucune affaire ne soit inscrite au rôle. » WITTEMANS.	ART. 51. Het eerste lid te doen luiden : « De verzoeningsbureelen houden één zitting per week en op een vasten dag, om kennis te nemen van al de zaken die in de laatste veertien dagen werden aangebracht bij de griffie van den werkrechttersraad, tenzij geen enkele zaak ter rolle werd gebracht. »

Projet du Gouvernement.

deux assesseurs techniques. Si l'un des membres du bureau de conciliation possède la compétence technique nécessaire pour aplanir le différend, le président se borne à remplacer momentanément l'autre.

En changeant momentanément la composition du bureau de conciliation, le président aura soin de ne pas rompre l'équilibre entre les employeurs, d'une part, et les ouvriers ou employés d'autre part.

ART. 52.

L'appel des parties devant le bureau de conciliation a lieu par une simple lettre du greffier.

Cette lettre qui sera délivrée sans frais, indique les lieu, jour et heure de comparution, ainsi que les noms, profession et résidence actuelle des parties. En outre, elle énonce sommairement l'objet de la demande.

Il y aura au moins un jour franc entre la remise de la lettre et la séance indiquée, si la partie réside dans le rayon de trois myriamètres ; si elle réside au delà, le délai est augmenté d'un jour par trois myriamètres.

ART. 53.

Le bureau de conciliation peut, en cas d'empêchement légitime, autoriser les parties à se faire représenter indifféremment par un employeur, un ouvrier ou un employé.

Ontwerp der Regeering.

bijzitters. Bezit één der leden van het verzoeningsbureel de tot beslechting van het geschil vereischte technische bekwaamheid, dan bepaalt de voorzitter er zich toe, het overig lid tijdelijk te vervangen.

Bij dit tijdelijk wijzigen der samenstelling van het verzoeningsbureel zorgt de voorzitter er voor dat de gelijkheid tusschen werkgevers, eenerzijds, en werknemers, anderzijds, niet worde gebroken.

ART. 52.

De oproeping van partijen voor het verzoeningsbureel geschiedt bij eenvoudigen brief van den griffier.

Deze kosteloos te bestellen brief duidt plaats, dag en uur voor de verschijning aan, alsmede de namen, het beroep en het huidig verblijf der partijen. Bovendien vermeldt hij, bondig, waarover de eisch loopt.

Er moet minstens één volle dag verlopen tusschen de bestelling van den brief en de aangewezen zitting, indien de partij verblijft op een afstand, die niet drie myriameter overschrijdt ; is de afstand grooter, dan wordt de tijdruimte vermeerderd met één dag per drie myriameter.

ART. 53.

Het verzoeningsbureel kan, in geval van wettige verhindering, partijen er toe machtigen, zich te laten vertegenwoordigen onverschillig door een werkgever of door een werknemer.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 52.	ART. 52.
		Alinéa 3. — A rédiger comme suit : « Il y aura au moins un jour franc et pour les bate- liers huit jours francs entre la remise de la lettre », etc. WITTEMANS.	Lid. 3. — Te doen luiden : « Er moet minstens één volle dag verlopen en voor de schippers acht volle dagen tusschen de bestel- ling », enz.
		ART. 53.	ART. 53.
		Au bureau de concilia- tion, les parties se présentent en personne. Ce n'est que dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, que les parties peuvent être autorisées à se faire repré- senter. Le représentant doit avoir pleins pouvoirs pour régler l'affaire. VAN ROOSBROECK.	Partijen verschijnen in eigen persoon voor het ver- zoeningsbureel. Alleen in uitzonderlijke en bijzonder gerechtvaardigde gevallen mogen partijen gemachtigd worden zich te laten ver- tegenwoordigen. De verte- genwoordiger moet over vol- macht beschikken om de zaak te regelen.
		ART. 53.	ART. 53.
		Ajouter au second alinéa : « La convocation en con- ciliation interrompt la pres- cription. » RUTTEN.	Een nieuw lid toe te voegen luidende : « Door de oproeping voor het verzoeningsbureel wordt de verjaring gestuit. »

Projet du Gouvernement.

ART. 54.

Il est dressé, séance tenante, un procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation. Ce document indique sommairement les clauses de l'accord conclu entre parties ou les motifs pour lesquels il n'a pu se produire.

Le procès-verbal est signé par les comparants ou mention est faite qu'ils ne savent ou ne peuvent signer.

Les affaires non conciliées sont renvoyées devant la chambre compétente.

Toutefois, le bureau de conciliation juge lui-même les différends d'une valeur inférieure à 100 francs qu'il n'a pu aplanir.

Quand le bureau de conciliation siège comme bureau de jugement, il est complété par l'assesseur juridique, qui, le cas échéant, départage les voix.

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel.

Sont en outre applicables aux instances devant les bureaux de jugement, les dispositions des articles 36 à 41, 49, 57 à 69, 71 à 84 et 87 à 93.

ART. 55.

Nulle affaire ne peut être déferée à la chambre compétente sans que les parties aient été appelées au préalable devant le bureau de conciliation.

La chambre compétente ne procède au jugement qu'après avoir, à son tour, épuisé la voie de la conciliation.

ART. 56.

Chaque chambre du conseil tient deux séances par mois, à moins qu'aucune affaire ne soit inscrite au rôle.

Ontwerp der Regeering.

ART. 54.

Ter zitting dient een proces-verbaal van verzoening of van niet-verzoening te worden opgemaakt. Dit stuk bevat in 't kort de bedingen der tusschen partijen getroffen schikking of de redenen die het treffen van een schikking hebben verhinderd.

Het proces-verbaal dient te worden ondertekend door de verschijnende partijen of er dient te worden vermeld dat zij niet kunnen teekenen.

De niet geschikte geschillen worden naar de bevoegde kamer verwezen.

Nochtans, berecht het verzoeningsbureau zelf de geschillen, waarbij het gaat om eene waarde van minder dan 100 frank en die het niet bij wijze van verzoening kon schikken.

Wanneer het verzoeningsbureau als vonnisvullend bureau zetelt, dan wordt het aangevuld door den rechtskundigen bijzitter, die daarin, bij voorkomend geval, een overwegende stem heeft.

Beslissingen, door het vonnisvullend bureau uitgesproken, zijn niet vatbaar voor beroep.

De bepalingen der artikelen 36 tot 41, 49, 57 tot 69, 71 tot 84 en 87 tot 93 zijn bovendien van toepassing op de bij vonnisvullende bureelen aanhangig gemaakte zaken.

ART. 55.

Geen zaak mag voor de bevoegde kamer worden gebracht vooraleer partijen voor het verzoeningsbureau werden geroepen.

De bevoegde kamer gaat eerst dan tot berechting over, wanneer zij op hare beurt alle middelen tot verzoening heeft beproefd.

ART. 56.

Elke kamer van den raad houdt twee zittingen per maand, tenzij geen enkele zaak op de rol werd gebracht.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 54.	ART. 54.		
Alinéa 5 : Remplacer les mots : « l'assesseur juridique qui, le cas échéant, départage les voix », par les mots : « le président compétent ».	Lid 5 : De woorden : « den rechtskundigen bijzitter, die daarin, in voorkomend geval, een overwegende stem heeft », te vervangen door « den bevoegden voorzitter ».		

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regëering.

En cas de nécessité ou d'urgence, la chambre compétente peut être convoquée extraordinairement par le président.

Is het noodig of spoedeischend, dan kan de voorzitter tot een buitengewone zitting oproepen.

ART. 57.

ART. 57.

Le défendeur est appelé devant la chambre compétente par citation d'huissier.

De verweerder wordt voor de bevoegde kamer gedagvaard bij deurwaardersexploot.

ART. 58.

ART. 58.

La citation indique les lieu, heure, jour, mois et an de la comparution ; elle mentionne les nom, prénoms, profession et résidence actuelle des parties et énonce, sommairement, l'objet et les motifs de la demande.

Het exploit duidt plaats, uur, dag, maand en jaar der verschijning aan ; het vermeldt den naam, de voornamen, het beroep en de huidige verblijfplaats van partijen en geeft het voorwerp en de redenen van den eisch bondig op.

Si une ou plusieurs de ces indications, mention ou énonciation a été omise et que le défendeur ne comparaisse pas, la chambre compétente peut ordonner une nouvelle citation ; les frais de la première citation sont à la charge du demandeur.

Indien een of meerdere van bovenstaande aanduidingen ontbreken en de verweerder niet verschijnt, dan kan de bevoegde kamer een nieuwe dagvaarding bevelen ; de kosten voor het eerste exploit vallen den eischer ten laste.

ART. 59.

ART. 59.

La citation est notifiée à la personne du défendeur ou à sa résidence actuelle.

Het exploit wordt beteekend aan den verweerder zelf of te zijner huidige verblijfplaats.

Dans le dernier cas, l'exploit est remis, soit à l'un des parents ou alliés du défendeur, demeurant avec lui, soit à l'un de ses serviteurs, soit au besoin, à toute autre personne habitant la maison.

In laatstbedoeld geval wordt het exploit overhandigd 't zij aan een der met den verweerder samenwonende bloed- of aanverwanten, 't zij aan een zijner dienstboden, 't zij, desnoods, aan elken anderen persoon die hetzelfde huis als hij bewoont.

La citation pourra également être notifiée :

Het exploit kan ook worden beteekend :

1^o A la mine, à l'usine, à l'atelier, au magasin, au bureau et, en général, à l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société, de l'association, du groupement ou de

1^o Aan de mijn, de fabriek, de werkplaats, den winkel, het kantoor en, over 't algemeen, ter plaatse dienende tot het drijven der onderneming, tot de uitoefening van het beroep of tot de werkzaamheden der

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 58. Ajouter à la fin de l'article après les mots : « à charge du demandeur » : « si c'est à celui-ci qu'incombe l'omission ». VAN ROOSBROECK.	ART. 58. Aan het slot van het artikel, na de woorden : « den eischer ten laste », toe te voegen : « indien deze voor het verzuim aansprakelijk is ».
ART. 59.	ART. 59.		

Projet du Gouvernement.

l'institution sans but lucratif, quand il s'agit de citer un employeur ;

2^o Là où le défendeur se trouve actuellement au travail, quand il s'agit de citer un ouvrier ou un employé qui n'est pas actuellement au service du demandeur.

Dans le premier cas, la citation est donnée à un préposé de l'employeur ou à l'un de ses employés ; dans le second cas, elle est remise à l'employeur actuel de l'ouvrier ou de l'employé ou à l'un des préposés ou employés de l'employeur actuel.

Si, à la résidence actuelle du défendeur ou à l'endroit déterminé à l'alinéa 4 ou l'alinéa 5 ci-dessus, il ne se trouve personne qui puisse recevoir valablement la citation, la copie en est déposée entre les mains du bourgmestre ou de l'un des échevins de la commune de la résidence actuelle du défendeur, qui vise l'original sans frais. En outre, l'huissier laisse à la résidence actuelle du défendeur un avis par lequel il lui fait savoir que l'exploit se trouve à sa disposition à l'administration communale.

La notification de la citation à la résidence actuelle du défendeur et, le cas échéant, la remise de l'exploit au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune seront faites par un huissier appartenant au canton judiciaire dans les limites duquel le défendeur réside ; la notification à l'un des endroits déterminés aux alinéas 4 et 5 aura lieu par les soins d'un huissier du canton judiciaire où cet endroit se trouve situé. S'il n'y a pas, dans le canton, d'huissier en état d'instrumenter, la citation pourra être notifiée par un huissier d'un canton limitrophe.

Ontwerp der Regtering.

vennootschap, vereeniging, groep of instelling zonder winstgevend doel, wanneer het geldt dagvaarding van een werkgever ;

2^o Dàar waar de verweerder op dat oogenblik werkzaam is, wanneer het geldt dagvaarding van een werkman of een bediende, die op dat oogenblik niet in den dienst is van den eischer.

In het eerste geval wordt het exploit overhandigd aan een gelastigde van den werkgever of aan een zijner bedienden ; in het tweede geval wordt het overhandigd aan den werkgever, waarbij de werkman op het oogenblik in dienst is, of aan een der gelastigden of bedienden van dien werkgever.

Indien ter plaatse, waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt, of ter plaatse bedoeld bij bovenstaande alinea's 4 en 5, niemand wordt aangetroffen die het exploit geldig kan in ontvangst nemen, dan wordt een afschrift er van gelaten in handen van den burgemeester of van een schepen der gemeente, waarin de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt ; gezegde burgemeester of schepen viseert het origineel kosteloos. Daarenboven laat de deurwaarder ter verblijfplaats van den verweerder een bericht achter, waarbij hem ter kennis wordt gebracht, dat het gemeentebestuur het exploit te zijner beschikking houdt.

De beteekening van het exploit ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt en, bij voorkomend geval, de overhandiging er van aan den burgemeester of aan een schepen der gemeente, dienen te worden gedaan door een deurwaarder van het rechterlijk kanton, waarin de verweerder zijn verblijfplaats heeft ; de beteekening aan een der bij de alinea's 4 en 5 bepaalde plaatsen geschiedt door een deurwaarder van het rechterlijk kanton waarin bedoelde plaats gelegen is. Is er binnen het kanton geen deurwaarder, bekwaam om zijn ambt uit te oefenen, dan kan de beteekening worden gedaan door een deurwaarder van een aangrenzend kanton.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
A l'avant-dernier paragraphe, dire au lieu de : « huissier appartenant au canton », « huissier habile à instrumenter dans le canton ». Même substitution plus loin. Enfin, au lieu de « dans le canton », dire : « pour le canton ».	In de voorlaatste paragraaf de woorden : « door een deurwaarder van het rechterlijk kanton » te vervangen door : « door een deurwaarder bekwaam om zijn ambt in het kanton uit te oefenen ». Zelfde wijziging verder. <i>In fine</i> de woorden : « Is er binnen het kanton » te vervangen door : « Is er voor het kanton ».		

Projet du Gouvernement.

La notification de la citation aura lieu dans les délais déterminés à l'article 52.

ART. 60.

Dans les cas urgents, le président donnera une cédule pour abréger les délais et pourra permettre d'appeler les parties devant le bureau de conciliation ou de les citer devant la chambre compétente, même sur l'heure.

ART. 61.

Dans le cas où les délais n'auraient pas été observés, si le défendeur ne comparait point, les prud'hommes ordonneront une nouvelle citation; les frais de la première citation sont à la charge du demandeur.

ART. 62.

Les parties ont le droit de se faire représenter à l'audience par un avocat régulièrement inscrit, un avoué ou une personne agréée par le président du conseil.

Le mandataire, s'il n'est pas avocat régulièrement inscrit ou avoué, doit être porteur d'une procuration sur papier libre; cette procuration pourra être donnée au bas de l'assignation, sans distinction entre l'original et la copie.

La comparution personnelle des parties pourra toujours être ordonnée. Les parties peuvent se faire assister par un avocat régulièrement inscrit.

Ontwerp der Regeering.

De beteekening van het exploit dient te worden gedaan binnen de termijnen bepaald bij artikel 52.

ART. 60.

In spoedeisende gevallen, geeft de voorzitter eene cedel tot verkorting van bovenbedoelde termijnen en kan hij toelaten partijen, zelfs onmiddellijk, vóór het verzoeningsbureau op te roepen of ze vóór de bevoegde kamer te dagvaarden.

ART. 61.

Ingeval de termijnen niet mochten zijn nageleefd, bevelen de werkrechters, indien de verweerder niet verschijnt, een nieuwe dagvaarding; de kosten van het eerste exploit van dagvaarding vallen ten laste van den eischer.

ART. 62.

Partijen hebben het recht zich ter terechtzitting te laten vertegenwoordigen door een regelmatig ingeschreven advocaat, een pleitbezorger of een door den voorzitter van den raad toegelaten persoon.

De gevolmachtigde, indien hij niet regelmatig ingeschreven advocaat of pleitbezorger is, moet houder zijn van een volmacht op ongezegeld papier; deze volmacht mag worden geschreven onderaan op het exploit van dagvaarding, onverschillig of het op het exploit zelf, dan wel op het afschrift ervan geschiedt.

Aan partijen kan altijd worden bevolen persoonlijk te verschijnen. Partijen kunnen zich laten bijstaan door een regelmatig ingeschreven advocaat.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 61. Ajouter à la fin de l'article : « si c'est à celui-ci qu'incombe l'omission ». VAN ROOSBROECK.	ART. 61. Aan het artikel toe te voegen : « indien deze voor het verzuim aansprakelijk is ».
ART. 62. Alinéa 1^{er} : Supprimer les mots : « président du ».	ART. 62. Lid 1 : De woorden : « den voorzitter van » te doen wegvallen.	ART. 62. Alinéa 1^{er} : Remplacer : « le président du conseil » par : « la chambre compétente ». VAN ROOSBROECK. ART. 62. Au premier paragraphe, au lieu de : « agréée par le président du conseil », dire : « agréée par le conseil ». LEBON.	ART. 62. Eerste lid. — De woorden: « den voorzitter van den raad », te vervangen door « de bevoegde kamer ». ART. 62. In het eerste lid, de woorden: « een door den voorzitter van den raad toegelaten persoon » te vervangen door : « een door den raad toegelaten persoon ».

Projet du Gouvernement.

ART. 63.

Le bureau de conciliation ou la chambre compétente, sur l'exposé verbal de la partie qui désire obtenir le *Pro Deo* et sur la présentation d'un certificat d'indigence en règle, statue à l'égard de la demande sans autre formalité.

ART. 64.

La chambre compétente peut autoriser la femme mariée à ester en justice. Elle peut aussi nommer au mineur un administrateur ou un tuteur *ad hoc* pour remplacer dans l'instance le père ou le tuteur absent ou empêché.

ART. 65.

Toute contestation relative à la désignation de la chambre compétente en raison de la qualité des parties, doit être produite avant toute autre exception ou moyen de défense.

Le différend est tranché par une chambre spéciale, composée de manière à ce que chacun des deux groupes des chambres dont la compétence est en litige, se trouve représenté par l'un de ses membres.

La chambre spéciale est composée par le président du conseil et présidée par lui. Eventuellement, le président du conseil représente de droit le groupe auquel il appartient.

La chambre spéciale est complétée par l'assesseur juridique le plus ancien ou, à ancienneté égale, par le plus âgé. L'assesseur juridique appelé à siéger prend part aux délibérations avec voix consultative et, le cas échéant, départage les voix.

Ontwerp der Regeering.

ART. 63.

Het verzoeningsbureau of de bevoegde kamer doet, op mondeling verhoor van de partij, die om *Pro Deo* vraagt, en op verhoor van een behoorlijk bewijs van onvermogen, zonder meer uitspraak over de aanvraag.

ART. 64.

De bevoegde kamer kan de gehuwde vrouw machtigen, in rechten op te treden. Zij kan ook voor den minderjarige een beheerder of een voogd *ad hoc* benoemen om in het geding den afwezigen of verhinderden vader of voogd te vervangen.

ART. 65.

Elk geschil omtrent de aanwijzing der bevoegde kamer, wegens de kwaliteit der partijen dient te worden ingeleid vóór elk andere exceptie of verweermiddel.

Het geschil wordt beslecht door een bijzondere kamer, in diervoege samengesteld dat elke der twee kamer-groepen, waarvan de bevoegdheid wordt betwist, vertegenwoordigd is door een harer leden.

De bijzondere kamer wordt samengesteld door den voorzitter van den raad en door hem voorgezeten. Bij voorkomend geval vertegenwoordigt de voorzitter van den raad, van rechtswege, de groep waartoe hij behoort.

De bijzondere kamer wordt aangevuld door den eerstbenoemden rechtskundigen bijzitter of, zoo ze te gelijktijd werden benoemd, door den oudste. De rechtskundige bijzitter, ter terechtzitting opgeroepen, neemt deel aan de beslissingen met een adviseerende stem en, bij voorkomend geval, met een overwegende stem.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
—	—	ART. 63.	ART. 63.
ART. 65.	ART. 65.	Après : « sur la présenta- tion », mettre : « ou envoi », VAN ROOSBROECK.	Na de woorden : « op ver- toon » de woorden : « of na inzending » in te voegen.
Alinéa 3 : Supprimer la dernière phrase. Alinéa 4 : A supprimer.	Lid 3 : Den laatsten volzin te doen wegvallen. Lid 4 : Te doen wegvallen.		

Projet du Gouvernement.

Si les parties sont renvoyées devant une autre chambre, celle-ci est saisie de plein droit.

ART. 66.

Si les parties sont contraires en faits de nature à être constatés par témoins, et dont la chambre compétente trouve la vérification utile et admissible, elle ordonnera la preuve et en fixera l'objet.

ART. 67.

Les témoins seront appelés par citation s'ils ne comparaissent pas volontairement. Après avoir dit leurs noms, profession, âge et demeure, ils feront serment de dire la vérité, et déclareront s'ils sont parents ou alliés des parties et à quel degré et s'ils sont leurs serviteurs ou domestiques.

ART. 68.

Les témoins seront entendus séparément, en présence des parties, si elles comparaissent; celles-ci seront tenues de fournir leurs reproches avant la déposition et de les signer; si elles ne le savent ou ne le peuvent, il en sera fait mention; les reproches ne pourront être reçus, après la déposition commencée, qu'autant qu'ils seront justifiés par écrit.

ART. 69.

Les parties n'interromperont point les témoins; après la déposition, le président pourra, sur la réquisition des parties et même d'office, faire aux témoins les interpellations convenables.

Ontwerp der Regeering.

Worden partijen naar een andere kamer verwezen, dan is het geschil daarbij van rechtswege aanhangig.

ART. 66.

Verschillen partijen omtrent feiten, die door getuigen kunnen worden vastgesteld, en waarvan de bevoegde kamer de opheldering nuttig en aanneemlijk acht, dan beveelt zij het bewijs er van te leveren en bepaalt de te bewijzen feiten.

ART. 67.

Indien ze niet vrijwillig verschijnen worden de getuigen gedagvaard. Na hun naam, beroep, leeftijd en woonplaats te hebben opgegeven, bevestigen zij onder eed dat zij de waarheid zullen zeggen; zij verklaren of ze ja dan neen bloed- of aanverwanten zijn van partijen en in welken graad, en of ze hun dienaars of dienstboden zijn.

ART. 68.

De getuigen worden afzonderlijk gehoord in het bijzijn van partijen, indien deze verschijnen; partijen zijn gehouden, vóór het afleggen van het getuigenis, hun redenen tot wraking in te brengen en die te onderteekenen; kunnen zij zulks niet, dan wordt er melding van gemaakt; zoodra met het afleggen van het getuigenis is begonnen, zijn redenen tot wraking niet meer ontvankelijk dan voor zover zij schriftelijk zijn gerechtvaardigd.

ART. 69.

Partijen mogen de getuigen niet in de rede vallen; na het afleggen van het getuigenis kan de voorzitter, op verzoek van partijen en zelfs ambts-halve, de getuigen naar behooren ondervragen.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.**ART. 70.**

Dans les causes sujettes à l'appel, le greffier dressera procès-verbal de l'audition des témoins ; cet acte contiendra leurs noms, âge, profession et demeure, leur serment de dire la vérité, leurs déclarations s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties et les reproches qui auraient été fournis contre eux.

Lecture de ce procès-verbal sera fait à chaque témoin pour la partie qui le concerne ; il signera sa déposition ou mention sera faite qu'il ne sait ou ne peut signer. Le procès-verbal sera, en outre, signé par le président et le greffier. Il sera procédé au jugement immédiatement ou, au plus tard, à la première réunion.

ART. 71.

Dans les causes de nature à être jugées en dernier ressort, il ne sera pas dressé de procès-verbal de l'audition des témoins ; mais la sentence énoncera les noms, âge, profession et demeure des témoins, leur serment, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, les reproches et les résultats des dépositions.

ART. 72.

La chambre peut commettre un ou plusieurs prud'hommes à l'effet de se transporter sur les lieux pour y vérifier les faits allégués et entendre les témoins, s'il y a lieu.

Le choix de la chambre compétente se portera de préférence sur les con-

Ontwerp der Regeering.**ART. 70.**

In zaken vatbaar voor beroep wordt door den griffier omtrent het getuigenverhoor proces-verbaal opgemaakt ; daarin worden aangegeven de namen der getuigen, hun leeftijd, beroep en woonplaats, hun eed omtrent het zeggen der waarheid, hun verklaring of ze, ja dan neen, bloedverwanten, aanverwanten, dienaars of dienstboden zijn van partijen en de redenen tot wraking, welke tegen hen mochten zijn aangevoerd.

Aan elken getuige wordt voorlezing gedaan van het hem betreffende gedeelte van dit proces-verbaal ; hij onderteekent zijn getuigenis, of er wordt vermeld dat hij niet kan teekenen. Daarenboven wordt het proces-verbaal onderteekend door den voorzitter en den griffier. Tot de uitspraak wordt onmiddellijk of uiterlijk in de eerstkomende terechtzitting overgegaan.

ART. 71.

In zaken die van aard zijn om in hoogsten aanleg te worden berecht, wordt omtrent het getuigenverhoor geen proces-verbaal opgemaakt, maar in het vonnis dienen te worden aangegeven de namen, den leeftijd, het beroep en de woonplaats van de getuigen, hun eed, hun verklaring of zij, ja dan neen, bloed- of aanverwanten, dienaars of dienstboden zijn van partijen, alsmede de redenen tot wraking en den uitslag der getuigenissen.

ART. 72.

De kamer kan één of meer werkrechters gelasten zich ter plaatse te begeven, ten einde er de aangevoerde feiten na te gaan en, zoo noodig, de getuigen te hooren.

De bevoegde kamer dient daarbij de voorkeur te geven aan de werk-

10

Projet du Gouvernement.

seillers qui possèdent une compétence technique spéciale, eu égard à la nature de la contestation.

Le greffier ou un greffier adjoint accompagnera les commissaires et dressera, le cas échéant, procès-verbal de l'enquête.

ART. 73.

Dans les cas urgents, les prud'hommes peuvent prescrire telles mesures qu'ils jugent nécessaires, à l'effet d'empêcher que les effets donnant lieu à une réclamation ne soient enlevés, déplacés ou détériorés.

ART. 74.

Lorsque l'une des parties déclare vouloir s'inscrire en faux, dénie l'écriture ou déclare ne pas la reconnaître, le président paraphe les pièces, après quoi les prud'hommes donnent acte de la déclaration et renvoient la cause devant les juges compétents.

Néanmoins, si la pièce n'est relative qu'à un des chefs de la demande, il pourra être passé outre au jugement des autres chefs.

ART. 75.

Les audiences de la chambre compétente sont publiques. Toutefois, si la nature des débats l'exige, les prud'hommes peuvent ordonner le huis-clos.

Le prononcé des jugements doit toujours avoir lieu en audience publique.

Ontwerp der Regeering.

rechters die, met het oog op den aard van het geschil, een speciale technische bekwaamheid bezitten.

De griffier of een adjunct-griffier vergezelt de gelastigden en maakt, bij voorkomend geval, proces-verbaal op omtrent het onderzoek.

ART. 73.

In spoedeisende gevallen kunnen de werkrechters zoodanige maatregelen voorschrijven als zij noodig achten, om te beletten dat voorwerpen, welke tot het opperen van bezwaren mochten aanleiding geven, worden weggenomen, verplaatst of beschadigd.

ART. 74.

Wanneer een der partijen verklaart in rechten te willen bewijzen dat een stuk valsch is, het geschrift ontkent of verklaart het niet te herkennen, worden de stukken door den voorzitter geparafeerd, waarna de werkrechters akte verleen en van de verklaring en de zaak verwijzen naar de bevoegde rechters.

Evenwel, als het stuk slechts betrekking heeft op één der punten van den eisch, kan er tot uitspraak over de overige punten worden overgegaan.

ART. 75.

De zittingen der bevoegde kamer zijn openbaar. Mocht evenwel, wegens den aard der debatten, zulks worden vereischt, dan kunnen de werkrechters bevelen de terechtzitting met gesloten deuren te houden.

Het vonnis moet altijd in openbare zitting worden uitgesproken.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.**ART. 76.**

La sentence doit être rendue séance tenante ou, au plus tard, à la plus prochaine audience ordinaire.

La rédaction en incombe à l'assesseur juridique.

La sentence ne peut être prononcée que par le président qui a dirigé les débats ou par un des conseillers qui y ont assisté. La présence des autres conseillers et de l'assesseur juridique ni, le cas échéant, celle du ou des assesseurs techniques ne sont requises.

ART. 77.

Les minutes de toute sentence sont portées par le greffier sur la feuille d'audience et signées par le président qui a dirigé les débats, l'assesseur juridique et le greffier.

La rédaction des sentences contiendra les noms des prud'hommes et de l'assesseur juridique qui ont pris part aux débats et, le cas échéant, ceux du ou des assesseurs techniques, les noms, professions et demeures des parties, ainsi que l'exposé sommaire de la demande, de la défense, les motifs et le dispositif.

ART. 78.

Les sentences préparatoires ou interlocutoires ne sont point expédiées, quand elles ont été rendues contradictoirement et prononcées en présence des parties.

Dans le cas où la sentence, prononcée comme il est dit ci-dessus, ordonnera une opération à laquelle

Ontwerp der Regeering.**ART. 76.**

Het vonnis moet staande de zitting of uiterlijk in de eerstvolgende gewone zitting uitgesproken worden.

Het opstellen er van is de taak van den rechtskundigen bijzitter.

Het vonnis mag enkel worden uitgesproken door den voorzitter, die de debatten heeft geleid, of door een der werkrechters die ze hebben bijgewoond. Noch de aanwezigheid van de overige werkrechters, noch die van den rechtskundigen bijzitter, noch, bij voorkomend geval, die van den of de technische(n) bijzitter(s) wordt vereischt.

ART. 77.

De minuut van elk vonnis wordt door den griffier in de notulen overgeschreven en door den voorzitter, die de debatten heeft geleid, den rechtskundigen bijzitter en den griffier onderteekend.

De tekst van het vonnis behelst de namen van de werkrechters en van den rechtskundigen bijzitter, die aan de debatten hebben deelgenomen, en, bij voorkomend geval, de namen van den of de technische(n) bijzitter(s), de namen, het beroep en de woonplaats der partijen, alsmede de beknopte samenvatting van den eisch, van de verdediging, van de gronden waarop het vonnis rust en van het beschikkend gedeelte.

ART. 78.

Van voorbereidende of voorloopige vonnissen worden geen afschriften gemaakt, wanneer ze op tegenspraak werden gewezen en ten overstaan van partijen werden uitgesproken.

Wanneer door het vonnis, uitgesproken als hierboven gezegd, een verrichting wordt bevolen, waarbij

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 76. Alinéa 2 : Remplacer les mots « à l'assesseur juridique » par les mots : « au président ». Alinéa 3 : Supprimer les mots : « et de l'assesseur juridique ».	ART. 76. Lid 2 : De woorden « van den rechtskundigen bijzitter » te vervangen door « van den voorzitter ». Lid 3 : De woorden « noch die van den rechtskundigen bijzitter » te doen wegvallen.		
ART. 77. Alinéa 1^{er} : Supprimer les mots : « l'assesseur juridique ». Alinéa 2 : Supprimer les mots : « et de l'assesseur juridique ».	ART. 77. Lid 1 : De woorden « den rechtskundigen bijzitter » te doen wegvallen. Lid 2 : De woorden « en van den rechtskundigen bijzitter » te doen wegvallen.		

Projet du Gouvernement.

les parties devront assister, elle indiquera le lieu, le jour et l'heure et la prononciation vaudra citation.

Si le jugement ordonne une opération par des gens de l'art, le président du conseil délivrera à la partie requérante cédule de citation pour appeler les experts, si ceux-ci refusent de comparaître volontairement; cette cédule fera mention du lieu, du jour et de l'heure, et contiendra le fait, les motifs et le dispositif du jugement relatif à l'opération ordonnée.

Si le jugement ordonne une enquête, la cédule de citation fera mention de la date du jugement, du lieu, du jour et de l'heure.

ART. 79.

La sentence est signifiée à la partie qui a succombé. L'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

La sentence peut être mise à exécution vingt-quatre heures après la signification sans préjudice néanmoins, aux dispositions des articles 45 et 82, relatifs à l'appel et à l'opposition.

ART. 80.

L'exécution provisoire de la sentence, nonobstant appel et opposition ou nonobstant appel seulement peut être ordonnée avec ou sans caution, jusqu'à concurrence de 800 francs. Au-dessus de 800 francs la sentence ne peut être déclarée exécutoire que moyennant caution.

ART. 81.

Si, au jour indiqué par la citation, l'une des parties ne comparait pas, la

Ontwerp der Regeering.

partijen moeten aanwezig zijn, worden daarin plaats, dag en uur aangeduid en geldt de uitspraak als dagvaarding.

Wanneer het vonnis een verrichting door vakmannen beveelt, geeft de voorzitter van den raad aan de eischende partij een daagcedel om de deskundigen op te roepen, zoo deze weigeren vrijwillig te verschijnen; deze cedel vermeldt plaats, dag en uur en behelst het feit, de gronden en het beschikkend gedeelte van het vonnis in verband met de bevolen verrichting.

Wordt door het vonnis een onderzoek bevolen, dan dient de daagcedel den datum van het vonnis, alsmede de plaats, den dag en het uur te vermelden.

ART. 79.

Het vonnis wordt beteekend aan de partij die in 't ongelijk werd gesteld. Het afschrift er van wordt voorzien van het formulier van uitvoerbaarverklaring.

Het vonnis kan ten uitvoer worden gelegd vier en twintig uren na de betekening ervan, onverminderd nochtans de bepalingen der artikelen 45 en 82, omtrent beroep en verzet.

ART. 80.

Gaat het om een bedrag dat niet hooger loopt dan 800 frank, dan kan voorloopige tenuitvoerlegging van het vonnis, niettegenstaande beroep en verzet, of niettegenstaande beroep alleen, met of zonder borgtocht worden bevolen. Loopt het bedrag hooger dan 800 frank, dan kan het vonnis enkel onder borgtocht uitvoerbaar worden verklaard.

ART. 81.

Indien, op den bij het exploit van dagvaarding beteekenden dag, een der

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 80. Porter le taux de l'exécution provisoire de 800 francs à 1,000 francs. WITTEMANS.	ART. 80. Het bedrag van 800 frank te vervangen door 1,000 fr.

Projet du Gouvernement.

cause sera jugée par défaut, sauf la réassignation dans le cas prévu par l'article 82.

ART. 82.

La partie condamnée par défaut peut faire opposition dans les cinq jours de la date de la signification du jugement par l'huissier.

Cette opposition contiendra sommairement les moyens de la partie et assignation au premier jour d'audience ; elle indiquera en même temps les lieu, jour et heure de la comparution et sera notifiée, par huissier, à la partie qui a comparu, dans les formes et délais prévus à l'article 59.

ART. 83.

Si la chambre compétente sait que le défendeur n'a pu avoir connaissance de la citation, elle peut, en adjugeant le défaut, fixer pour le délai de l'opposition, le temps qui lui paraîtra convenable ; et, dans le cas où la prorogation n'aurait été ni accordée d'office ni demandée, le défaillant pourra être relevé de la rigueur du délai admis à l'opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être informé de la citation.

ART. 84.

La partie opposante qui se laisse juger une seconde fois par défaut n'est plus admise à formuler une nouvelle opposition.

Ontwerp der Regeering.

partijen niet verschijnt, dan wordt in de betrokken zaak bij verstek gevonnist, behoudens herdaging in het geval voorzien bij artikel 82.

ART. 82.

De bij verstek veroordeelde partij kan binnen vijf dagen te rekenen van den datum der bij deurwaarder gedane beteekening van het vonnis, verzet aantekenen.

Dit verzet bevat bondig de middelen dier partij en dagvaarding tegen de eerstkomende terechtzitting ; het behelst tevens aanduiding van plaats, dag en uur voor de verschijning en wordt overeenkomstig de bij artikel 59 voorziene formaliteiten en tijdsbestekken bij deurwaarder beteekend aan de partij die verschenen is.

ART. 83.

Wanneer de bevoegde kamer weet dat de verweerder geen kennis heeft kunnen hebben van het exploit van dagvaarding, kan zij, bij verstek vonnissende, als termijn, waarbinnen gelidig verzet kan worden aangeteekend, zulk een termijn bepalen als haar behoorlijk schijnt ; en, ingeval verlenging van termijn ambtshalve, noch op verzoek, mocht zijn verleend, kan de niet verschijnende partij van de stipte naleving van den voor verzet-aanteekening gestelden termijn worden ontslagen, indien zij er van laat blijken dat zij wegens afwezigheid of zware ziekte, niet omtrent het exploit van dagvaarding kon worden ingelicht.

ART. 84.

De verzetaanteekenende partij, die zich een tweede maal bij verstek laat vonnissen, kan geen nieuw verzet meer aantekenen.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 82. Il y a lieu de supprimer « l' » devant le mot « huis- sier » à la dernière ligne du premier paragraphe et de dire « signification du juge- ment par huissier ».	ART. 82. (De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.)	ART. 82. Ajouter au premier alinéa: « Si la partie condamnée a été assignée conformément à la loi, les frais de jugement par défaut et de la significa- tion de celui-ci seront à sa charge ». VAN ROOSBROECK.	ART. 82. Aan het eerste lid toe te voegen: « Werd de veroordeelde partij gedagvaard overeen- komstig de wet, dan vallen de kosten van het vonnis bij verstek en van zijne beteeke- ning ten laste van deze partij ».

Projet du Gouvernement.

ART. 85.

L'appel de toute sentence rendue en premier ressort est porté devant le conseil de prud'hommes d'appel dans la circonscription duquel le conseil se trouve établi.

Il est formé par une déclaration faite au greffe du conseil de première instance.

Si la sentence a été rendue contradictoirement, l'appel n'est pas recevable avant l'expiration des trois jours qui suivent la date du prononcé ; si elle a été rendue par défaut, il ne peut être interjeté pendant le délai prévu pour l'opposition. Dans l'un et l'autre cas, l'appel n'est plus recevable après l'expiration des quinze jours qui suivent la date de la signification du jugement par l'huissier.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de la déclaration d'appel, il en est donné connaissance à l'intimé par les soins du greffier du conseil de première instance.

La partie intimée est appelée devant la chambre compétente du conseil de prud'hommes d'appel par citation d'huissier, notifiée dans les formes et délais prescrits par l'article 59.

L'intimé pourra interjeter appel incident par conclusions prises à l'audience.

ART. 86.

Ne sera pas recevable l'appel des jugements mal à propos qualifiés en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient pas été qualifiés. Seront sujets à l'appel les jugements qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont les prud'hommes ne pouvaient connaître qu'en premier ressort. Néanmoins, si les prud'hommes se sont

Ontwerp der Regeering.

ART. 85.

Het beroep van elk vonnis, in eersten aanleg gewezen, wordt gebracht voor den werkrechtersraad van beroep, tot welks rechtsgebied de raad behoort.

Het aanteekenen van beroep geschiedt door een verklaring ingediend ter griffie van den raad van eersten aanleg.

Indien op tegenspraak werd gevonden, is het beroep niet ontvankelijk vóór het verloop van drie dagen na dien, waarop het vonnis werd geveld ; indien bij verstek werd gevonden, kan het niet worden aangeteekend gedurende het voor verzetaanteekening voorzien tijdbestek. In beide gevallen is het beroep niet meer ontvankelijk na verloop van vijftien dagen na dien, waarop het vonnis bij deurwaarder werd beteekend.

Binnen vier en twintig uren na de ontvangst der akte van beroep, wordt den gedaagde daarvan kennis gegeven, door den griffier van den raad van eersten aanleg.

De gedaagde partij wordt bij deurwaardersexploot, beteekend overeenkomstig de bij artikel 59 bepaalde formaliteiten en tijdsbestekken, opgeroepen voor de bevoegde kamer van den werkrechtersraad van beroep.

De gedaagde mag bij ter terechtzitting genomen conclusies incidenteel beroep instellen.

ART. 86.

Is niet ontvankelijk het beroep van de vonnissen, die ten onrechte gequalificeerd zijn als vonnissen in eersten aanleg, of die, in hoogsten aanleg gewezen, niet mochten gequalificeerd zijn. Tegen de vonnissen met de qualificatie dat zij in hoogsten aanleg zijn gewezen, kan beroep ingesteld worden, indien daarbij wordt uitspraak gedaan hetzij over aangelegenheden van bevoegdheid, hetzij over zaken waarvan

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

déclarés compétents, l'appel ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement.

ART. 87.

Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens.

Peuvent néanmoins les dépens être compensés, en tout ou en partie, entre ascendants, descendants, frères, sœurs ou alliés au même degré, ou entre parties qui succombent respectivement sur quelque chef.

ART. 88.

Le président a la police de l'audience. Les parties sont tenues de s'exprimer avec modération et de garder en tout le respect qui est dû à la justice ; si elles y manquent, le président les rappelle à l'ordre, d'abord par un avertissement ; en cas de récidive, elles peuvent être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs, avec affiche du jugement dans la localité où siège le conseil.

Dans le cas d'insulte ou d'irrévérence grave, le président en dresse procès-verbal et les prud'hommes peuvent condamner séance tenante le coupable à un emprisonnement de trois jours au plus.

ART. 89.

Lorsque, à l'audience, un ou plusieurs des assistants donnent des signes publics soit d'approbation, soit

Ontwerp der Regeering.

de werkrechters slechts in eersten aanleg mochten kennis nemen. Evenwel, indien de werkrechters zich bevoegd hebben verklaard, dan kan het beroep slechts na het eindvonnis en gelijktijdig met het beroep van dit vonnis ingesteld worden.

ART. 87.

De verliezende partij wordt verwezen in de kosten.

Echter kunnen de kosten geheel of gedeeltelijk worden verdeeld onder bloedverwanten in de opgaande of nederdalende linie, broeders, zusters, of aanverwanten vandenzelfden graad, of onder partijen, die respectievelijk op een of ander punt in het ongelijk worden gesteld.

ART. 88.

De voorzitter handhaaft de orde bij de terechtzitting. Partijen zijn gehouden, zich in gematigde bewoordingen uit te drukken en in alles den eerbied in acht te nemen, welke aan het gerecht is verschuldigd ; wordt dat door partijen verzuimd, dan roept de voorzitter ze tot de orde, eerst bij wijze van waarschuwing ; in geval van herhaling, kunnen zij worden gestraft met een geldboete van hoogstens 10 frank, benevens aanplakking van het vonnis in de gemeente waar de raad zetelt.

In geval van belediging of van grove oneerbiedigheid, maakt de voorzitter daarvan proces-verbaal op en kunnen de werkrechters, op staanden voet, den schuldige veroordeelen tot een gevangenisstraf van hoogstens drie dagen.

ART. 89.

Geven, ter terechtzitting, één of meer aanwezigen openlijk teekenen van goed- of afkeuring, of verwekken

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 88. Rédiger le 1^{er} alinéa comme suit : Le président a la police de l'audience. Les parties sont tenues de s'exprimer avec modération et de garder en tout le respect qui est dû à la justice ; si elles y manquent, le président les rappelle à l'ordre, d'abord par un avertissement ; en cas de récidive, elles peuvent être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs.	ART. 88. Alinea 1 te doen luiden : De voorzitter handhaaft de orde bij de terechtzitting. Partijen zijn gehouden, zich in gematigde bewoordingen uit te drukken en in alles den eerbied in acht te nemen, welke aan het gerecht is verschuldigd ; wordt dat door partijen verzuimd, dan roept de voorzitter hen tot de orde terug, eerst bij wijze van waarschuwing ; in geval van herhaling kunnen zij worden gestraft met een geldboete van hoogstens 10 frank.		

Projet du Gouvernement.

d'improbation ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit, le président les fait expulser; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, il les fait arrêter et conduire à la maison d'arrêt; il est fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et, sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

Lorsque le tumulte a été accompagné d'injures ou de voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines de simple police, ces peines peuvent être prononcées séance tenante, et, immédiatement après que les faits ont été constatés; quand il s'agit d'un crime ou d'un délit commis à l'audience, le président, après avoir fait arrêter le délinquant et après avoir dressé procès-verbal des faits, envoie ces pièces et le prévenu devant les juges compétents.

ART. 90.

Les sentences rendues en vertu des deux articles qui précèdent sont exécutoires par provision.

TITRE V.**DISPOSITIONS DIVERSES.****ART. 91.**

Sont exemptés des formalités et droits de timbre et des droits d'enregistrement, les actes, jugements et autres pièces relatifs aux actions ou poursuites devant les prud'hommes exclusivement, ainsi que les registres tenus par les prud'hommes et les extraits ou certificats des dits registres qui peuvent être délivrés par eux aux intéressés.

Ontwerp der Regeering.

zij rumoer op welke wijze ook, dan kan de voorzitter ze uit de zaal doen zetten; weerstaan zij aan zijn bevelen of komen zij weder binnen, zoo beveelt hij ze aan te houden en naar het huis van arrest te leiden; van dit bevel wordt melding gemaakt in het proces-verbaal en, op vertoon daarvan aan den bewaarder van het huis van arrest, worden de rustverstoorders er opgenomen en gedurende vier en twintig uren in hechtenis gehouden.

Wanneer het rumoer gepaard gaat met belediging of geweldddaden aanleiding gevende tot verdere toepassing van politiestraffen, kunnen deze straffen staande de zitting worden uitgesproken, dadelijk na vaststelling van de feiten; geldt het een misdad of een wanbedrijf, ter zitting gepleegd, dan doet de voorzitter den overtreder aanhouden en, na proces-verbaal omtrent de feiten te hebben opgemaakt, stelt hij die stukken en den beschuldigde ter beschikking van de bevoegde rechters.

ART. 90.

De vonnissen, uitgesproken krachtens de vorige twee artikelen, zijn uitvoerbaar bij voorraad.

TITEL V.**ONDERSCHEIDENE BEPALINGEN****ART. 91.**

Vrij van de formaliteiten en rechten van zegel, alsook van de registratierechten zijn de akten, vonnissen en andere stukken betreffende rechtsvorderingen of vervolgingen uitsluitend gebracht voor de werkrechters, evenals de door de werkrechters gehouden registers en de uittreksels of getuigschriften uit die registers, door werkrechters aan belanghebbenden uitgereikt.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

Ces actes et pièces de toutes nature sont pareillement exemptés des formalités de l'enregistrement, excepté les citations, jugements et certificats, lesquels sont enregistrés gratis.

ART. 92.

Un arrêté royal détermine les droits et émoluments du greffier, les salaires et indemnités des huissiers, ainsi que les sommes allouées aux experts et aux témoins entendus dans les enquêtes.

ART. 93.

Tout greffier, tout huissier, convaincu d'avoir exigé des parties une rétribution ou taxe plus forte que celle à laquelle il a droit aux termes de l'article 92, est puni conformément à ce que prescrivent les articles 243 et 244 du Code pénal.

ART. 94.

Les prud'hommes et les assesseurs techniques ont droit à des jetons de présence, dont le taux est fixé à 10 francs.

Le président et l'assesseur juridique recevront un double jeton de présence.

Il est alloué, en outre, aux prud'hommes, aux assesseurs juridiques et aux assesseurs techniques, des indemnités pour frais de déplacement, lorsque le lieu de leur domicile est situé à une distance de plus de cinq kilomètres du lieu de la réunion. Ces indemnités seront déterminées par arrêté royal.

La disposition de l'alinéa précédent est applicable au greffier ou au greffier adjoint dans le cas prévu par l'article 72.

Ontwerp der Regeering.

Deze akten en stukken van allen aard, zijn insgelijks vrij van registratieformaliteiten ter uitzondering van de exploitanten van dagvaarding, de vonnissen en getuigschriften, die kosteloos worden geregistreerd.

ART. 92.

Rechten en emolumenten van den griffier, bezoldiging en vergoedingen van deurwaarders, evenals de aan deskundigen en aan bij het onderzoek gehoorde getuigen verleende sommen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 93.

Elke griffier, elke deurwaarder, van wien het bewezen is dat hij van partijen een hoogere bezoldiging of taxe heeft geveerd dan die, waarop hij volgens artikel 92 recht heeft, wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 243 en 244 van het Strafwetboek.

ART. 94.

De werkrechters en de technische bijzitters hebben recht op een zitpenning, waarvan het bedrag op 10 frank is bepaald.

De voorzitter en de rechtskundige bijzitter ontvangen een dubbel zitpenning.

Aan de werkrechters, de rechtskundige en technische bijzitters wordt bovendien vergoeding toegekend van reiskosten, indien hun woonplaats meer dan 5 kilometer is verwijderd van de plaats waar ze vergaderen. Het bedrag dier vergoeding wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

De bepaling van het vorig lid is van toepassing op den griffier of den adjunct-griffier in het bij artikel 72 voorzien geval.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 94. Alinéa 2 : A rédiger comme suit : « Les présidents recevront un double jeton de présence. » Alinéa 3 : Supprimer les mots : « aux assesseurs juridiques ».	ART. 94. Lid 2 : Te doen luiden : « De voorzitters ontvangen een dubbelen zitpenning. » Lid 3 : De woorden : « rechtskundige en » te doen wegvallen.	ART. 94. Supprimer les deux premiers alinéas, et commencer le troisième comme suit : « Il est alloué aux prud'hommes, aux assesseurs juridiques et aux assesseurs techniques, des jetons de présence, et en outre des indemnités, etc. » « Ces jetons et indemnités seront, etc. ». LEBON.	ART. 94. De eerste twee alinéa's te doen wegvallen en den aanhef van de derde te doen luiden : « Aan de werkrechters, de rechtskundige en technische bijzitters worden bovendien vergoeding van reiskosten, enz. » « Het bedrag van zitpenningen en vergoeding wordt, enz. »

Projet du Gouvernement.

ART. 95.

Le Roi peut prescrire l'allocation aux présidents, ainsi qu'aux assesseurs juridiques, d'une indemnité fixe pour devoirs accomplis en dehors des séances ; Il détermine en même temps le montant de cette indemnité qui sera imputée sur le budget du conseil.

ART. 96.

Il est alloué aux greffiers et greffiers adjoints, à charge de l'État, un traitement dont le taux est fixé par arrêté royal.

La rémunération des commis aux écritures et autres agents subalternes du greffe est supportée par le budget de l'institution.

La personne assumée pour remplacer le greffier, a droit à un jeton de présence. En cas de remplacement prolongé, il pourra lui être accordé, en outre, à charge de l'État, une indemnité dont le montant sera déterminé par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 97.

Les frais de chaque conseil de prud'hommes, y compris les frais de fournitures, matériel et mobilier de bureau, sont supportés à concurrence de deux tiers par les diverses communes comprises dans le ressort ; chacune d'elles intervient en proportion du nombre des ouvriers et employés inscrits sur ses listes électorales prud'homales.

La province intervient dans ces frais à concurrence d'un tiers.

La répartition sera établie par la députation permanente du conseil provincial et approuvée par arrêté du Ministre de l'Industrie et du Travail.

Ontwerp der Regeering.

ART. 95.

De Koning kan voorschrijven, aan de voorzitters, evenals aan de rechtskundige bijzitters een vaste vergoeding te verleenen wegens werkzaamheden, buiten de terechtzittingen verricht ; tevens bepaalt Hij het bedrag dier vergoeding, welke dient te worden uitgetrokken op de begroting van den raad.

ART. 96.

Den griffiers en adjunct-griffiers wordt, ten bezware van 's Lands Schatkist, een jaarwedde verleend, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld.

De bezoldiging der ondergeschikte griffie-beambten, waaronder de klerken, valt ten bezware der begroting van den raad.

De tot waarnemend griffier aangesteld persoon heeft recht op een zitpenning. In geval van langdurige waarneming van het griffiersambt kan dezen persoon darenboven, ten bezware van 's Lands Schatkist, een vergoeding worden verleend, waarvan het bedrag wordt bepaald door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 97.

De kosten van elken werkrechtensraad die van benodigdheden, bureelmaterieel en bureelmeubilair inbegrepen, worden, ten bedrage van twee derde, gedekt door de verschillende tot het rechtsgebied behorende gemeenten ; door elke gemeente wordt bijgedragen, naar verhouding van het getal op haar kiezerslijsten voor de werkrechtensraden ingeschreven werknemers.

Een derde van die kosten wordt gedekt door de provincie.

De omslag der kosten wordt gedaan door de bestendige deputatie van den provincialen raad en goedgekeurd bij besluit van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
—	—	—	—
ART. 95. Supprimer les mots : « ainsi qu'aux assesseurs juridiques ».	ART. 95. De woorden : « evenals aan de rechtskundige bij- zitters » te doen wegvallen.		

Projet du Gouvernement.**ART. 98.**

Sous réserve d'approbation par le Ministre de l'Industrie et du Travail, la commune du siège fournit les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe. L'aménagement, l'entretien et le nettoyage en sont également à sa charge, de même que l'ameublement, à l'exception des frais de mobilier de bureau.

ART. 99.

Un règlement d'administration publique arrête l'emploi des fonds mis à la disposition des conseils de prud'hommes ainsi que l'ordre de comptabilité à suivre par ces juridictions.

L'avance des fonds est faite par la commune du siège.

ART. 100.

Après son installation, chaque conseil de prud'hommes se réunit aux fins de rédiger son règlement d'ordre intérieur.

Si les prud'hommes employeurs se présentent en nombre plus considérable que les prud'hommes ouvriers et employés, ou réciproquement, l'égalité sera rétablie en éliminant les membres les moins âgés du groupe le plus nombreux. Les prud'hommes ainsi écartés pourront assister à la réunion avec voix consultative.

Le règlement d'ordre intérieur détermine les cas dans lesquels le bureau de conciliation et la chambre compétente seront convoqués d'urgence.

Il est transmis directement au Ministre de l'Industrie et du Travail et n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par arrêté royal.

Après la rédaction du règlement

Ontwerp der Regeering.**ART. 98.**

Behoudens goedkeuring van den Minister van Nijverheid en Arbeid, verschaft de gemeente, zetel van den raad, de voor het houden der zittingen en voor den dienst der griffie noodige lokalen. De kosten voor het inrichten, onderhouden en reinigen dier lokalen komen insgelijks te haren laste, evenals die voor het meubileren, ter uitzondering der kosten van het bureelmeubilair.

ART. 99.

Een reglement van algemeen bestuur bepaalt het gebruik van de ter beschikking der werkrechtshraden gestelde fondsen, alsmede de door deze in acht te nemen comptabiliteitsvoorschriften.

De gemeente, zetel van den raad, schiet die fondsen voor.

ART. 100.

Na de aanstellingszitting vergadert elke werkrechtshraad om zijn huishoudelijk reglement vast te stellen.

Zijn de werkrechtshwerkgevers talrijker opgekomen dan de werkrechtshwerknemers, of omgekeerd, dan wordt de gelijkheid hersteld door verwijdering der jongste leden van de talrijkst opgekomen groep. De aldus verwijderde werkrechtshs mogen de vergadering bijwonen en hebben daarbij adviseerende stem.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de gevallen, waarin het verzoeningsbureau en de bevoegde kamer dringend dienen te worden opgeroepen.

Het wordt rechtstreeks den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt en treedt eerst in werking na bij Koninklijk besluit te zijn goedgekeurd.

Na het vaststellen van het huis-

Projet du Gouvernement.

d'ordre intérieur, chaque chambre se réunit séparément aux fins de dresser :

1^o La liste des professions exercées dans le ressort, pour lesquelles elle aura à choisir les éligibles qui pourront être appelés, le cas échéant, à siéger comme assesseurs techniques ;

2^o La liste des cas dans lesquels elle aura à faire application des dispositions de l'article 34.

Ces deux listes seront annexées au règlement d'ordre intérieur pour être approuvées en même temps que ce dernier.

ART. 101.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent sont également applicables lorsque le conseil de prud'hommes est appelé par le Gouvernement à donner son avis sur des questions ou projets relatifs au travail.

TITRE VI.**DE L'ÉLECTION DES MEMBRES
DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.****ART. 102.**

La liste des électeurs est dressée et révisée en même temps que les listes électorales pour les Chambres, la province et la commune.

L'accomplissement de la dernière condition énoncée à l'article 12 est vérifié, en ce qui concerne les ouvriers et les employés soit au moyen de documents fournis par les employeurs à l'Administration communale ou aux intéressés, soit, le cas échéant, au moyen d'autres attestations ou déclarations.

Un arrêté royal réglera l'exécution de cette disposition.

Ontwerp der Regeering.

houdelijk reglement, vergadert elke kamer afzonderlijk, ten einde op te maken :

1^o De lijst der binnen het rechtsgebied uitgeoefende beroepen, waarvoor zij de verkiesbaren dient aan te wijzen, die, bij voorkomend geval, kunnen worden opgeroepen om als technisch bijzitter te fungeeren ;

2^o De lijst der gevallen, waarin ze de bepalingen van artikel 34 dienen toe te passen.

Beide lijsten dienen te worden gevoegd bij het huishoudelijk reglement, ten einde te gelijk met dit reglement te worden goedgekeurd.

ART. 101.

De bepalingen der tweede alinea van het vorig artikel zijn eveneens van toepassing, wanneer de Regeering den werkrechtersraad om advies vraagt aangaande aangelegenheden of ontwerpen betreffende den arbeid.

TITEL VI.**VERKIEZING
DER WERKRECHTERSRADEN.****ART. 102.**

De kiezerslijst wordt opgemaakt en herzien terzelfdertijd als de kiezerslijsten voor Parlement, provincie- en gemeenteraad.

De vervulling van het in artikel 12 laatstvermelde vereischte wordt, wat de werklieden en bedienden betreft, nagegaan, 't zij door middel van stukken welke de werkgevers aan het gemeentebestuur of aan de belanghebbenden verstrekken, 't zij bij voorkomend geval, door middel van andere attesten of verklaringen.

De uitvoering van deze bepaling wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 102. Quadrupler les chiffres représentant les taux des amendes. VAN ROOSBROECK.	ART. 102. Het bedrag der boeten met vier vermenigvuldigen.

Projet du Gouvernement.

L'employeur qui n'aura pas remis en temps voulu les documents visés ci-dessus pourra être condamné à une amende de 1 à 25 francs par ouvrier ou employé lésé.

Les fausses attestations ou déclarations seront punies d'une amende de 26 à 100 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 103.

Chaque conseil de prud'hommes est renouvelé tous les six ans.

Les conseillers sortants peuvent être réélus.

ART. 104.

Le vote est obligatoire.

Les dispositions du Code électoral relatives à la sanction de l'obligation du vote pour les élections législatives sont également applicables aux élections pour les conseils de prud'hommes.

Il en est de même des dispositions du même Code qui ont pour objet d'assurer la sincérité des votes et la régularité des opérations électorales.

ART. 105.

Le vote a lieu à la commune.

Toutefois, les communes qui comptent moins de 30 électeurs, pourront être réunies à une ou plusieurs communes contigues pour former une section de vote.

Le groupement de ces communes est opéré par arrêté royal, la députation permanente entendue.

L'arrêté indique la commune où il est procédé au vote.

Ontwerp der Regeering.

De werkgever, die bedoelde stukken niet ten behoorlijken tijde heeft verstrekt, kan worden veroordeeld tot een geldboete van 1 tot 25 frank voor elken benadeelden werkman of bediende.

Voor valsche attesten of verklaringen wordt gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank en met hechtenis van acht dagen tot één maand of slechts met ééne dezer straffen.

ART. 103.

Elke werkrechttersraad wordt om de zes jaar vernieuwd.

De uittredende werkrechtters kunnen worden herkozen.

ART. 104.

De stemming is verplichtend.

De bepalingen van het Kieswetboek betreffende de sanctie van den stemplicht voor de Parlementsverkiezingen zijn insgelijks van toepassing op de verkiezingen voor de werkrechttersraden.

Hetzelfde geldt wat betreft de bepalingen van bedoeld Wetboek, die ten doel hebben de oprechtheid van de stemming en de regelmatigheid van de kiesverrichtingen te verzekeren.

ART. 105.

De stemming geschiedt in de gemeente.

Echter kunnen de gemeenten, die minder dan 30 kiezers tellen, met één of meer aangrenzende gemeenten worden vereenigd om één kiesafdeeling uit te maken.

Het groepeeren dezer gemeenten geschiedt bij Koninklijk besluit, de bestendige deputatie gehoord.

Bij dit besluit wordt aangeduid in welke gemeente tot de stemming wordt overgegaan.

13

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 106.

Les électeurs ne résidant pas au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales, ont droit, pour se rendre au scrutin et pour le retour, au parcours gratuit sur les chemins de fer de l'État, dans les conditions déterminées par arrêté royal, depuis la station la plus voisine de leur résidence jusqu'à la station la plus rapprochée de la localité où ils doivent exercer leur droit de vote.

ART. 107.

L'attribution des mandats se fait proportionnellement au nombre des suffrages recueillis par les candidats des diverses listes.

ART. 108.

L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote.

S'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qui a son appui, il marque son vote dans la case placée en tête de cette liste.

S'il veut modifier l'ordre de présentation, il exprime un vote nominatif en faveur du candidat à qui il entend donner sa voix.

ART. 109.

Sont nuls :

1^o Les bulletins qui contiennent plus d'un vote de liste, ceux qui expriment plus d'un suffrage nominatif et ceux qui portent à la fois un vote en tête d'une liste et un vote nominatif ;

2^o Les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ;

3^o Tous bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi ;

ART. 106.

De kiezers, die op den stemdag niet verblijven in de gemeente, waarin zij op de kiezerslijsten zijn ingeschreven, hebben, om te gaan stemmen en daarna naar hun verblijfplaats terug te keeren, onder bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, recht op kosteloos vervoer op de Staatspoorwegen, van de dichtstbij hun verblijfplaats gelegen statie tot aan de statie, die dichtst bij de plaats gelegen is, waar zij moeten stemmen.

ART. 107.

De mandaten worden toegekend naar verhouding van het getal stemmen, door de kandidaten der verschillende lijsten bekomen.

ART. 108.

De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen.

Neemt hij, op de lijst die hij wil steunen, de orde van opgave der kandidaten aan, dan stemt hij in het vakje bovenaan deze lijst.

Wil hij de orde van opgave wijzigen, dan stemt hij op den naam van den candidaat, wien hij zijn stem wil geven.

ART. 109.

Van onwaarde zijn :

1^o De stembiljetten, waarop meer dan één lijststem voorkomt ; die waarop meer dan één naamstem voorkomt, en die waarop tevens een lijststem en een naamstem is uitgebracht ;

2^o De stembiljetten, waarop geen der kandidaten is gekozen ;

3^o Alle andere stembiljetten dan die, waarvan het gebruik door de wet is toegelaten ;

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendemnts.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

4° Les bulletins dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisée par la loi.

ART. 110.

Le total des bulletins favorables à une liste constitue le chiffre électoral de cette liste.

Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

ART. 111.

Le bureau principal divise successivement par 1, $1\frac{1}{2}$, 2, $2\frac{1}{2}$, 3, $3\frac{1}{2}$, 4, $4\frac{1}{2}$, etc. le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire. Le dernier quotient sert de diviseur électoral.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois ce diviseur, sauf application de la disposition de l'article 112.

Si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée au premier alinéa du présent article, chaque quotient nouveau déterminant en faveur de la liste à laquelle il appartient l'attribution d'un siège.

ART. 112.

Lorsqu'un siège revient à titre égal à plusieurs listes, il est attribué à celle

Ontwerp der Regeering.

4° De stembiljetten, wier vorm en afmetingen mochten zijn veranderd, waarin een papier of een ander voorwerp mocht worden gevonden, of waarvan de kiezer herkenbaar mocht worden ingevolge een teeken, een doorhaling of een door de wet niet toegelaten merk.

ART. 110.

Het gezamenlijk getal der stembiljetten ten voordeele van een lijst maakt het kiescijfer dier lijst uit.

Elke alleenstaande candidatuur wordt geacht een afzonderlijke lijst uit te maken.

ART. 111.

Het hoofdbureel deelt achtereenvolgens door 1, $1\frac{1}{2}$, 2, $2\frac{1}{2}$, 3, $3\frac{1}{2}$, 4, $4\frac{1}{2}$, 5, enz., het kiescijfer van elke lijst en rangschikt de quotiënten naar de orde hunner belangrijkheid tot beloop van een totaal getal quotiënten gelijk aan dat der te kiezen werkrechters. Het laatste quotiënt dient tot kiesdeeler.

De verdeeling onder de lijsten geschiedt door aan elke lijst even zooveel zetels toe te kennen als het getal keeren bovenbedoelde kiesdeeler vervat is in haar kiescijfer, behoudens toepassing der bepaling van artikel 112.

Bekomt eene lijst meer zetels dan er kandidaten op opgegeven zijn, dan worden de niet toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de overige lijsten toekomen; de verdeeling onder deze geschiedt door voortzetting der in de eerste alinea van dit artikel vermelde bewerking, in dier voege dat elk verkregen nieuw quotiënt gepaard gaat met toekenning van een zetel aan de lijst waartoe het quotiënt behoort.

ART. 112.

Wanneer twee of meer lijsten gelijke aanspraken hebben op een zelfden

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé et, en cas de parité des chiffres électoraux, à la liste où figure le candidat dont l'élection est en cause qui a obtenu le plus de voix ou, subsidiairement, qui est le plus âgé.

ART. 113.

Les mandats ainsi répartis sont conférés aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de présentation prévaut.

Préalablement à la désignation des élus, le bureau principal procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation. Cette attribution se fait d'après un mode dévolutif. Les votes de liste sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste, à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste; l'excédent, s'il y en a, est attribué, dans une mesure semblable, au deuxième candidat, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les votes de liste aient été attribués.

Le chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste est égal au chiffre électoral de la liste divisé par le nombre — augmenté d'une unité — des sièges qui lui sont attribués.

ART. 114.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent séparément à l'élection des membres effectifs et à celle des membres suppléants.

ART. 115.

Pour le surplus, les règles à suivre en matière d'élection des membres des conseils de prud'hommes seront déterminées par arrêté royal.

Ontwerp der Regeering.

zetel, dan wordt deze toegekend aan de lijst die het hoogste kiescijfer heeft bekomen en, bij gelijkheid van kiescijfers, aan de lijst, waarop de te kiezen candidaat is opgegeven, die de meeste stemmen verwierf of, bij staking van stemmen, die de oudste is.

ART. 113.

De aldus verdeelde mandaten worden verleend aan de kandidaten die de meeste stemmen hebben verworven. Staken de stemmen, dan wordt de orde van opgave der kandidaten gevolgd.

Alvorens de gekozenen aan te duiden, gaat het hoofdbureau over tot de individuele toekenning, aan de kandidaten, der voor de orde van opgave gunstige lijststemmen. Deze toekenning geschiedt bij wijze van overdracht. Bij de stemmen op naam, door den eersten candidaat der lijst verworven, worden zooveel lijststemmen gevoegd als noodig is om het aan elke lijst eigen cijfer van verkiesbaarheid aan te vullen; is er een overschot, dan wordt dit in gelijke mate toegekend aan den tweeden candidaat, en zoo voorts, totdat al de lijststemmen zijn toegekend.

Het aan elke lijst eigen cijfer van verkiesbaarheid staat gelijk met het kiescijfer van de lijst verdeeld door het getal, plus één, der aan de lijst toegekende zetels.

ART. 114.

Bovenstaande bepalingen zijn afzonderlijk van toepassing en op de verkiezing der werkrechters en op die van hun plaatsvervangers.

ART. 115.

Verder zullen de inzake verkiezing van werkrechters na te leven voorschriften bij Koninklijk besluit worden bepaald.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

TITRE VII.

TITEL VII.

**DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES
D'APPEL.**

WERKRECHTERSRADEN VAN BEROEP.

ART. 116.

ART. 116.

Aucun conseil de prud'hommes d'appel ne peut être établi que par une loi. Cette loi en détermine le ressort.

Geen werkrechttersraad van beroep kan worden tot stand gebracht dan door een wet. Die wet bepaalt het rechtsgebied ervan.

Pour le surplus, l'organisation de chaque conseil de prud'hommes d'appel sera réglée par arrêté royal.

Verder dient de inrichting van elken werkrechttersraad van beroep bij Koninklijk besluit geregeld.

La députation permanente du conseil provincial est entendue au préalable.

De bestendige deputatie van den provincialen raad dient vooraf gehoord.

ART. 117.

ART. 117.

Tout conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers, composée en nombre égal d'employeurs et d'ouvriers et une chambre pour employés, composée, en nombre égal, d'employeurs et d'employés.

Elke werkrechttersraad van beroep bestaat uit een werkliedenkamer, samengesteld uit even zooveel werkgevers als werklieden, en uit een bediendenkamer, samengesteld uit even zooveel werkgevers als bedienden.

Dans chaque chambre, les conseillers sont au nombre de quatre ou six.

Elke kamer bestaat uit vier of zes leden.

Il y aura, en outre, un nombre égal de conseillers suppléants.

Zij bevat daarenboven een gelijk getal plaatsvervangers.

ART. 118.

ART. 118.

Les conseillers d'appel tant effectifs que suppléants, sont choisis parmi les employeurs, les ouvriers et les

De gewone zoowel als de plaatsvervangende leden der werkrechttersraden van beroep worden gekozen uit de

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 116. A rédiger comme suit : « Il sera institué un conseil de prud'hommes d'appel par province. »	ART. 116. Te doen luiden : « In elke provincie wordt een werkrechttersraad in hooger beroep ingesteld. »
		WITTEMANS.	
		ART. 116. Mettre cet article en concordance avec l'article 6.	ART. 116. Dit artikel in overeenstemming te brengen met artikel 6.
		VAN ROOSBROECK.	
		ART. 117. Au 1 ^{er} alinéa, introduire «chambres pour agriculteurs et gens de maison ».	ART. 117. In het eerste lid in te lassen : « kamers voor landbouwers en huisbedienden ».
		Au 2 ^e alinéa : « Dans chaque chambre, les conseillers sont au nombre de six ».	Tweede lid : « Elke kamer bestaat uit zes leden.
		Après le 3 ^e alinéa : « Toutefois le conseil d'appel siège valablement si le jour de l'audience il y a deux employés et deux employés ou ouvriers présents ».	Na het derde lid toe te voegen : « De werkrechttersraad van beroep zetelt op geldige wijze indien bij het verhoor twee werkgevers en twee bedienden of werklieden aanwezig zijn ».
		« Les dispositions des articles 16 et 17 qui limitent l'admission de certaines catégories d'éligibles au sein des conseils de première instance, sont également applicables aux conseils d'appel. Toutefois, pour l'exécution de ces dispositions, les membres effectifs et les suppléants sont comptés ensemble ».	« De bepalingen van artikel 16 en 17, waarbij de aanneming der verkiesbaren tot de raden van eersten aanleg tot sommige categorieën wordt beperkt, zijn insgelijks toepasselijk voor de raden van beroep. Tot naleving van deze beschikkingen echter worden de leden en de plaatsvervangers te zamen genomen ».
		VAN ROOSBROECK.	

Projet du Gouvernement.

employés éligibles aux conseils de première instance dont le siège est situé dans le ressort, à l'exclusion des membres de ces conseils.

Des collèges électoraux spéciaux sont formés pour l'élection des conseillers employeurs, des conseillers ouvriers et des conseillers employés. Ces collèges comprennent respectivement les employeurs, les ouvriers et les employés qui composent les conseils de première instance sur lesquels le conseil d'appel étend sa juridiction.

ART. 119.

Les règles à suivre en matière d'élection des prud'hommes d'appel seront déterminées, pour le surplus, par arrêté royal.

ART. 120.

Le Roi nomme, près chaque conseil d'appel, deux présidents.

L'arrêté de nomination détermine la chambre à laquelle chaque président est attaché. Il désigne, en outre, celui des deux présidents qui exerce les fonctions de président du conseil.

Les présidents doivent être Belges, âgés de trente ans accomplis et porteurs du diplôme de docteur en droit.

Le président du conseil et le président de chambre se suppléent, le cas échéant.

Les dispositions de l'article 28, relatives aux greffiers ainsi qu'au personnel et aux services du greffe des conseils de première instance, sont également applicables aux conseils d'appel.

ART. 121.

Avant d'entrer en fonctions, les conseillers d'appel et leurs suppléants

Ontwerp der Regeering.

verkiesbare werkgevers, werklieden en bedienden voor de binnen het rechtsgebied gevestigde raden van eersten aanleg, ter uitzondering van de leden daarvan.

Afzonderlijke kiescolleges worden gevormd voor de verkiezing der raadsleden - werkgevers, der raadsleden - werklieden en der raadsleden - bedienden. Deze colleges bestaan respectievelijk uit de werkgevers, de werklieden en de bedienden die van de raden van eersten aanleg deel uitmaken, waarover de raad van beroep zijn rechtsmacht uitstrekt.

ART. 119.

Verder zullen de inzake verkiezing van de werkrechters in beroep na te leven voorschriften bij Koninklijk besluit worden bepaald.

ART. 120.

In elken raad van beroep benoemt de Koning twee voorzitters.

Bij het benoemingsbesluit wordt bepaald tot welke kamer iedere voorzitter behoort, en tevens aangeduid wie van beide voorzitters het ambt van voorzitter van den raad dient te vervullen.

De voorzitters moeten Belg zijn, volle dertig jaar oud en houder van het diploma van doctor in de rechten.

De voorzitter van den raad en de kamervoorzitter dienen elkaar, bij voorkomend geval, te vervangen.

De bepalingen van artikel 28, omtrent de griffiers, het griffiepersoneel en de griffiediensten der raden van eersten aanleg zijn insgelijks van toepassing op die der raden van beroep.

ART. 121.

Alvorens in dienst te treden leggen de werkrechters in beroep en hun

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 120. Ajouter un sixième alinéa ainsi rédigé : « Toutefois, dans les chefs-lieux siège d'un conseil de première instance et d'un conseil d'appel, le service des deux greffes pourra être confié aux mêmes fonctionnaires et personnel. »	ART. 120. Een zesde lid toe te voegen luidende : « In de zetelplaatsen van een raad in eersten aanleg en van een raad van beroep kan de dienst der beide griffiën aan dezelfde ambtenaren en hetzelfde personeel worden toevertrouwd. »		

Projet du Gouvernement.

prêtent, entre les mains du président du conseil, le serment prescrit par l'article 24.

Le président du conseil, le président de chambre, le greffier et les greffiers adjoints prêtent le même serment entre les mains du gouverneur de la province ou de son délégué.

ART. 122.

Chaque chambre d'appel tient une séance par mois, à moins qu'aucune affaire ne soit inscrite au rôle.

En cas de nécessité ou d'urgence, le président peut convoquer les membres extraordinairement.

Aucune audience ne peut être tenue que moyennant la présence du président ainsi que de deux conseillers au moins. Le cas échéant, l'égalité entre les groupes sera rétablie de la manière prescrite par les deux premiers alinéas de l'article 32.

Lorsque, au jour de l'audience, les prud'hommes présents ne se trouvent point dans les conditions requises pour siéger, les affaires seront remises à une prochaine audience. Si, à cette seconde audience, la même circonstance se reproduit, il est fait application des dispositions de l'article 40, alinéas 2 à 4, et, dans ce cas, chacune des parties en cause sera libre de porter la contestation devant la chambre correspondante du conseil de prud'hommes d'appel d'une province limitrophe.

La sentence doit être rendue dans le mois ; la rédaction en incombe au président qui a dirigé les débats.

Les contestations entre ouvriers et employés seront jugées par une chambre spéciale composée du président du conseil et de quatre conseillers, pris pour moitié dans la chambre pour ouvriers et pour moitié

Ontwerp der Regeering.

plaatsvervangers den bij artikel 24 voorgeschreven eed af, in handen van den voorzitter van den raad.

De voorzitter van den raad, de kamervoorzitter, de griffier en de adjunct-griffiers leggen denzelfden eed af in de handen van den gouverneur der provincie of van dezès gelastigde.

ART. 122.

Iedere kamer van een raad in beroep houdt éénmaal per maand zitting, tenzij geen enkele zaak op de rol werd gebracht.

Is het noodzakelijk of spoedeischend dan kan de voorzitter de leden tot een buitengewone zitting oproepen.

Geen terechtzitting mag worden gehouden tenzij de voorzitter en minstens twee werkrechters in beroep aanwezig zijn. Bij voorkomend geval dient de gelijkheid tusschen de groepen te worden hersteld op de wijze voorgeschreven in de eerste twee alinea's van artikel 32.

Wanneer op den dag der zitting, de aanwezige werkrechters zich niet in de vereischte voorwaarden bevinden om te zetelen worden de zaken tot eene aanstaande zitting verdaagd. Is zulks op een tweede zitting weer het geval, dan worden de bepalingen van artikel 40, alinea's 2 en 4, toegepast, en, in dat geval, mogen de betrokken partijen het geschil brengen voor de met deze overeenstemmende kamer van den werkrechtersraad van beroep eener aangrenzende provincie.

Het vonnis dient binnen de maand te worden gewezen ; het opstellen er van is de taak van den voorzitter, die de debatten heeft geleid.

De geschillen tusschen werklieden en bedienden worden berecht door een bijzondere kamer samengesteld uit den voorzitter van den raad en uit vier werkrechters, waarvan twee genomen uit de werkliedenkamer en

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
		ART. 122.	ART. 122.
		Ajouter un alinéa final : « Le président du conseil pourra rendre l'arrêt après en avoir délibéré avec les conseillers, sans leur présence, mais assisté du greffier. »	Een slotalinea toe te voegen luidende : « De voorzitter van den werkrechtersraad van beroep bijgestaan door den griffier, kan het arrest vellen, na daarover met de werkrechters te hebben beraadslaagd en zonder dat zij aanwezig zijn. »
		WITTEMANS.	

Projet du Gouvernement.

dans la chambre pour employés, à raison d'un conseiller par groupe.

Le président du conseil choisit les quatre conseillers et préside la chambre spéciale.

ART. 123.

Après son installation, chaque conseil de prud'hommes d'appel se réunit aux fins de rédiger son règlement d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur détermine les cas dans lesquels la chambre compétente sera convoquée d'urgence ; il est transmis directement au Ministre de l'Industrie et du Travail et n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par arrêté royal.

Les prud'hommes d'appel ont droit à un jeton de présence de 15 francs par séance. Un double jeton de présence sera payé au président.

Les dispositions de l'article 94, relatives aux frais de déplacement des prud'hommes de première instance ainsi que ceux du greffier ou du greffier adjoint en cas de descente sur les lieux sont également applicables en appel.

Le Roi peut, en outre, allouer au président du conseil et au président de chambre, à charge du Trésor public, une indemnité fixe, dont le montant est déterminé dans chaque cas.

La rémunération des greffiers et greffiers adjoints, commis aux écritures et autres agents subalternes du greffe ainsi que celle de la personne assumée pour remplacer momentanément le greffier, ont lieu conformément aux dispositions de l'article 96.

A part l'indemnité fixe du président du conseil et du président de chambre et les traitements des greffiers et greffiers adjoints, les frais de chaque conseil d'appel sont supportés par la province.

Ontwerp der Regeering.

twee uit de bediendenkamer, in dier voege dat ze één werkrechter per groep bevat.

De voorzitter van den raad kiest de vier leden en zit in de bijzondere kamer voor.

ART. 123.

Na de aanstellingszitting vergaderen de rechters van elken werkrechtersraad van beroep om hun huishoudelijk reglement vast te stellen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt in welke gevallen de bevoegde kamer dringend dient te worden opgeroepen ; het wordt rechtstreeks den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt en treedt eerst in werking na bij Koninklijk besluit te zijn goedgekeurd.

De werkrechters in beroep hebben recht op een zitpenning van 15 frank per zitting. Den voorzitter wordt een dubbele zitpenning uitbetaald.

De bepalingen van artikel 94 omtrent de reiskosten van de leden der werkrechtersraden van eersten aanleg, alsmede van den griffier of den adjunct-griffier, wanneer ze zich ter plaatse moeten begeven, zijn insgelijks van toepassing in beroep.

De Koning kan bovendien, ten bezware van 's Lands Schatkist, aan den voorzitter van den raad en aan den kamervoorzitter een vaste vergoeding verleenen, waarvan het bedrag in ieder geval wordt bepaald.

De bezoldiging van griffier, adjunct-griffiers en ondergeschikte griffie-beambten, waaronder de klerken, alsmede van den tot waarnemend griffier tijdelijk aangestelden persoon, geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 96.

Buiten de bezoldiging van den voorzitter van den raad en van den kamervoorzitter en die van den griffier en van de adjunct-griffiers vallen de kosten van elken raad van beroep

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 123.	ART. 123.		
Alinea 3 : Remplacer le chiffre « quinze » par le chiffre « trente ».	Lid 3 : Het cijfer « vijf- tien » te vervangen door « dertig ».		

Projet du Gouvernement.

Si le ressort comprend des communes qui ne sont pas situées dans la même province que la localité où le conseil d'appel a son siège, chacune des provinces intéressées intervient en proportion du nombre des ouvriers et employés inscrits sur les listes électorales prud'homales des communes situées sur son territoire. La répartition est établie par arrêté royal.

Le Roi arrête l'emploi des fonds alloués par les provinces aux conseils d'appel ainsi que l'ordre de comptabilité à suivre par ces juridictions.

La province fait l'avance des fonds. Sont applicables aux conseils d'appel les dispositions des articles 9, alinéas 2 et 3, 17 à 23, 29, 30, 35, alinéas 1 et 2, 36 à 39, 41, 43, 60 à 63, 64, 65, alinéas 1, 2, 3, première disposition, et alinéa 5, 66 à 69, 71 à 75, 76, alinéas 1 et 3, 77 à 84, 87 à 93, 98, 100, alinéa 2, 101, 103 et 106.

Dispositions transitoires.**ART. 124.**

La mise en vigueur de la présente loi sera réglée par arrêté royal en ce qui concerne les conseils de prud'hommes, tant d'appel que de première instance, actuellement existants.

A cette fin, le Roi pourra modifier la durée tant des mandats en cours que de ceux qui seront conférés lors du renouvellement général des conseils, auquel donnera lieu la mise en vigueur de la présente loi.

Ontwerp der Regeering.

ten bezware der provinciebegroting. Bevat het rechtsgebied gemeenten, welke niet in dezelfde provincie zijn gelegen als de gemeente, waarin de raad van beroep is gevestigd, dan wordt door elke betrokken provincie bijgedragen naar verhouding van het getal op de kiezerslijsten voor de werkrechtshraden en binnen haar grenzen gelegen gemeenten ingeschreven werklieden en beambten. De omslag der kosten wordt gedaan bij Koninklijk besluit.

De Koning bepaalt het gebruik van de door de provinciën aan de raden van beroep verleende fondsen, alsmede de door deze rechtscolleges in acht te nemen comptabiliteitsvoorschriften.

De provincie schiet die fondsen voor.

De bepalingen der artikelen 9, alineas 2 en 3, 17 tot 23, 29, 30, 35, alineas 1 en 2, 36 tot 39, 41, 43, 60 tot 63, 64, 65, alineas 1 en 2, aanhef van alinea 3 en alinea 5, 66 tot 69, 71 tot 75, 76, alineas 1 en 3, 77 tot 84, 87 tot 93, 98, 100, alinea 2, 101, 103 en 106 zijn van toepassing op de raden van beroep.

Overgangsbepalingen.**ART. 124.**

Het in werking treden dezer wet zal bij Koninklijk besluit worden geregeld wat betreft de thans bestaande werkrechtshraden, zoowel die van beroep als die van eersten aanleg.

Met het oog daarop kan de Koning den duur wijzigen zoowel van de ingetreden mandaten als van die, welke zullen worden verleend bij de algemeene hernieuwing der raden, waartoe aanleiding zal geven het in werking treden dezer wet.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
Rédiger l'alinéa 10 de l'article 123 comme suit : « Sont applicables aux conseils d'appel, les dispositions des articles 7, alinéa 2; 9, alinéas 2 et 3 ; 17, 18, 19, 20, 21, 23, 29, 30, 35, alinéas 1 et 2 ; » Des articles 36, 37, 38, 39, 41, 43, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 alinéas 1, 2 et 3, première disposition, et alinéa 5 ; » Des articles 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76 alinéas 1 et 3 ; » Des articles 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 98 et 100 alinéa 2 ; » Des articles 101, 103 et 106. »	Alinea 10 te doen luiden : « Op de raden van beroep zijn van toepassing de bepalingen der artikelen 7, lid 2 ; 9, lid 2 en 3 ; 17, 18, 19, 20, 21, 23, 29, 30, 35, lid 1 en 2 ; » Der artikelen 36, 37, 38, 39, 41, 43, 60, 61, 62, 63, 64 en 65, alineaas 1, 2 en 3, eerste bepaling, en alinea 5 ; » Der artikelen 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76 alineaas 1 en 3 ; » Der artikelen 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 98 en 100 alinea 2 ; » Der artikelen 101, 103 en 106. »	ART. 123. Intercaler l'alinéa suivant après le septième : « Le greffier du tribunal de prud'hommes de première instance peut être désigné par le Roi pour remplir les fonctions de greffier du tribunal de prud'hommes d'appel. Le président du tribunal de prud'hommes pourra aussi, en cas de vacance du greffier, désigner une personne pour en assumer les fonctions, serment préalablement prêté. La personne assumée aura droit au jeton de présence fixé par arrêté ministériel du 6 décembre 1919. (<i>Office du Travail</i>, n° 4452). » F. WITTEMANS.	ART. 123. Na lid 7 het volgend lid in te voegen . « De griffier van den werkrechttersraad in eersten aanleg kan door den Koning worden aangeduid om den griffier van den werkrechttersraad in beroep te vervangen. De voorzitter van den werkrechttersraad kan ook, bij ontstentenis van den griffier, een persoon aanduiden om dezen te vervangen na vooraf den eed te hebben afgelegd. De aldus aangestelde persoon heeft aanspraak op den zitpenning bepaald bij ministerieel besluit van 6 December 1919. (<i>Arbeidsblad</i>, n° 4452). »

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 125.

ART. 125.

L'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

« Des conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les localités ci-après désignées : Bruxelles, Gand et Liège.

» Ces conseils étendront respectivement leur juridiction sur les conseils de prud'hommes de première instance des provinces suivantes : provinces d'Anvers, Brabant et Hainaut ; Flandre Occidentale et Flandre Orientale ; provinces de Liège et de Namur. »

Un arrêté royal réglera l'exécution de cette disposition.

Artikel 1 der wet van 25 Juni 1913 wordt gewijzigd als volgt :

« Werkrechtersraden van beroep worden tot stand gebracht in navermelde steden : Brussel, Gent en Luik.

» Die raden oefenen hun rechtsmacht uit over de werkrechtersraden van eersten aanleg onderscheidenlijk van de provinciën Antwerpen, Brabant en Henegouw, van Oost- en West-Vlaanderen van de provinciën Luik en Namen. »

De uitvoering dezer bepaling zal bij Koninklijk besluit worden geregeld.

ART. 126.

ART. 126.

Un crédit supplémentaire de 140,000 francs destiné à couvrir les dépenses résultant de l'accomplissement des formalités électorales mises à charge de l'État par la présente loi est inscrit à l'article 53 du budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1923.

Een bijcrediet van 140,000 frank tot dekking van de uitgaven in verband met de vervulling der bij deze wet ten laste van den Staat gelegde kiesformaliteiten, wordt uitgetrokken op artikel 53 der begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het diensjaar 1923.

Disposition générale.

Algemeene bepaling.

ART. 127.

ART. 127.

La présente loi remplace la loi du 15 mai 1910.

Deze wet vervangt de wet van 15 Mei 1910.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.	Autres amendements.	Andere amendementen.
ART. 125.	ART. 125.	ART. 125.	ART. 125.
		« Des conseils d'appel de prud'hommes sont institués dans chaque chef-lieu de province ».	« Werkrechtersraden in beroep worden ingesteld in elke provinciehoofdplaats ».
		VAN ROOSBROECK.	
		ART. 125.	ART. 125.
Compléter le 3 ^e alinéa comme suit : « ... et éventuellement Limbourg et Luxembourg ».	Alinea 3 te doen luiden : Die raden oefenen hun rechtsmacht uit over de werkrechtersraden van eersten aanleg onderscheidenlijk van de provinciën Antwerpen, Brabant en Henegouw, van Oost- en West-Vlaanderen, van de provinciën Luik en Namen en desvoorkomend Limburg en Luxemburg. »	Deuxième alinéa. « Des conseils de prud'hommes d'appel sont institués à Bruxelles, Anvers, Liège, Gand, Bruges et Mons. Troisième alinéa. « Ils étendront respectivement leur juridiction sur les conseils de première instance de leur province. Les conseils de prud'hommes des provinces de Namur, et éventuellement de Luxembourg, feront partie du ressort du conseil d'appel de Liège ; ceux du Limbourg feront partie du ressort du conseil d'appel d'Anvers. »	Lid 2. « Werkrechtersraden in beroep worden opgericht te Brussel, Antwerpen, Luik, Gent, Brugge en Bergen. » Lid 3. « Zij oefenen hunne rechtsmacht uit over de werkrechtersraden in eersten aanleg hunner provincie. De werkrechtersraden der provinciën Namen en desvoorkomend Luxemburg, behooren tot het rechtsgebied van den werkrechtersraad in beroep te Luik ; die van Limbourg behooren tot het rechtsgebied van den werkrechtersraad in beroep te Antwerpen. »
		H. LEBON.	